

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Est-ce que le Bâtiment va ?

par P. DICHAMPS

Le congrès du Livre par UN DÉLÉGUÉ

La classe ouvrière se perdra-t-elle
dans une nouvelle cohue ?

par R. HAGNAUER

En Algérie la chasse à l'homme est
officiellement ouverte par R. LOUZON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.

Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.

Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FOND

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 95 - Juin 1955

Est-ce que le Bâtiment va ?	P. DICHAMPS
Joe Hill, Gandhi, Einstein.	
Un défenseur de l' « unité française »	R. H.
Le congrès du Livre	Un délégué
L'intervention de Maupieux.	
La classe ouvrière se perdra-t-elle dans une nouvelle cohue ?	R. HAGNAUER
Traduction de la polémique C.G.T.	L. MERCIER
L'utilisation pacifique de l'énergie atomi- que.	F. SODDY
Poème malgache	T. RABANTRA
Les mineurs de la Loire en 1880.	

Parmi nos lettres

Enthousiasme et statistiques	A. FERDOUSSI
------------------------------------	--------------

Notes d'économie et de politique

Politique : Vienne, bastion de l'Occident,
a tenu. — Mais... Haiphong est évacué. —
A Saigon, seconde défaite de la France. —
En Algérie, la chasse à l'homme est offi-
ciellement ouverte.

Economie : La production a augmenté de
71 % depuis 1938. Vos salaires ont-ils
augmenté d'autant ? — Impôt sur le
revenu ou impôt sur le capital ?

R. LOUZON

La vie des cercles

Cerole Zimmerwald : Séance du 22 mai.
Derrière Yalta : la vérité sur la guerre (ar-
ticle de « Labour Action », présenté par
Cinq semaines aux Indes

M. PIVERT

CHERAMY

Livres et revues

« Grands et erreurs des prêtres- ouvriers », par Pierre Andreu	L. M.
« L'Opium des intellectuels », par Ray- mond Aron	L. M.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se réfera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'imperialisme américain ni derrière l'imperialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau International du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Est-ce que le Bâtiment va ?

Oui ! si l'on se donne la peine de vagabonder à travers Paris et son immense banlieue, de fouiller du regard les avenues, ruelles, impasses, si au lieu de lever le nez en l'air — histoire de voir le temps qu'il fait — on risque un œil à travers les joints et interstices des grandes palissades qui ferment les terrains vagues, couverts autrefois de taudis abattus par la pioche des démolisseurs... C'est un fait, une certaine activité y règne. Des monstres métalliques aux mâchoires immenses, remplaçant les terrassiers, mordent dans les entrailles de la terre, crachent leurs bequées dans des camions de 10 m³ ou jettent directement au remblai, dans les cavités proches, d'énormes masses de terre, proie de la puissante dentition des pelles mécaniques.

Ce sont là les travaux préliminaires des fondations sur lesquelles s'élèveront les futurs buildings. Il y faut une attention toute particulière, car plus on s'élève en étages, plus les fondations doivent supporter le poids énorme de l'ossature. Poteaux, poutres en béton armé, briques, liants des planchers, des étages, et autres matériaux préfabriqués, comptent également pour un certain nombre de tonnes dans la construction d'un immeuble.

En voyant surgir des bâtiments un peu partout, le passant pourrait croire que nos compagnons et manœuvres ont « du pain sur la planche ». C'est vrai encore dans l'état actuel des choses. Mais il ne faudrait pas croire que les nécessités actuelles imposent l'emploi d'une importante main-d'œuvre. Dans notre industrie, comme dans toutes les autres, la technique moderne s'est développée à un point tel que pour construire à un rythme une fois et demie plus rapide qu'avant guerre on emploie 50 % de la main-d'œuvre d'autrefois.

Aujourd'hui, presque toute la manutention s'opère mécaniquement, aussi bien pour l'approche des matériaux que pour l'élévation et la mise en œuvre elle-même. Les grues élévatrices Wess ou Otto Kaiser remplacent un nombre important de manœuvres et même de compagnons.

Exemple : les camions des sablières portent à proximité des bétonnières, le sable, les cailloux et gravillons, etc. Non loin de là, on aménage une baraque pour recevoir le ciment. Une bonne organisation exige qu'au préalable le chantier bénéficie d'un branchement d'eau aboutissant directement dans le tambour de la bétonnière qui est elle-même surélevée, afin que les liants étant au point elle verse directement son béton dans des bennes. Celles-ci sont munies d'un dispositif d'ouverture par le fond, genre de godets déversoirs en forme de dégueuloir. La grue prend la benne. Un manœuvre (rarement un compagnon) attend sur le plancher. Lorsque la grue élève la benne à cette hauteur, d'un simple geste, il ouvre le godet déversoir et le béton tombe directement dans le coffrage, alors les vibreurs mécaniques branchés sur un courant-force rentrent en action. Il faut reconnaître que la vibration est plus efficace qu'avec un manche de pioche, mais il y a au moins un ouvrier supprimé tous les 10 mètres, le long des poutres de la carcasse.

On aboutirait évidemment aux mêmes cons-

tatations pour les autres petites professions du second œuvre. La rationalisation a bouleversé toutes les méthodes de production dans le bâtiment et bousculé en même temps les vieilles traditions ouvrières.

Je voudrais cependant traiter objectivement le problème. La construction de logements est une nécessité urgente. Les jeunes pour la plupart attendent toujours les logements confortables promis depuis longtemps. Je ne veux donc pas me placer sur le terrain des intérêts des ouvriers du bâtiment. On pourrait croire, selon la démonstration que j'ai tentée ci-dessus, que grâce à la rapidité de la construction, on pourra satisfaire dans un avenir très proche les demandes des « mal-logés » ou des « pas logés du tout ».

La main-d'œuvre qualifiée manque-t-elle en France ? Sans doute on manque de cimentiers, de maçons, de briqueteurs, de monteurs de chauffage, d'électriciens, de plâtriers, de menuisiers, de serruriers, de peintres, etc. Cette carence est due pour une part à la volonté des parents de pousser leurs enfants vers des métiers plus lucratifs et surtout moins fatigants. Il est bien rare qu'un gars du bâtiment pousse son fils dans son industrie. Malheureusement, le résultat aboutit à une technocratie pléthorique, alors que nous manquons de compétences ouvrières. Nous ne pouvons donc pas nous opposer à l'immigration en France d'une main-d'œuvre qualifiée. Nous pouvons déplorer simplement les conditions dans lesquelles on la recrute et on l'isole en la parquant, afin d'éviter les contacts avec les ouvriers français. Le patronat de ce pays tend naturellement à obtenir ainsi une main-d'œuvre servile. Nous sommes cependant, malgré ces observations, disposés à l'effort de solidarité indispensable, aussi bien en faveur des ouvriers français mal logés, qu'à l'égard des ouvriers immigrés.

Les nouveaux logements seront plus onéreux, mais beaucoup plus confortables. On ne peut contester que le Français en général n'aime pas payer cher son logement. Il se révèle très dépensier dans beaucoup de cas, mais il se résigne mal à payer un loyer trop élevé. Pour obtenir un logement confortable, il devrait peut-être se priver de dépenses pour des plaisirs éphémères.

Logiquement l'emploi des nouvelles méthodes de travail, l'utilisation des nouvelles machines, devraient diminuer le prix des loyers. Car le prix de revient dans la construction est nettement en baisse, variant d'ailleurs selon les matériaux employés. On a calculé qu'en 1950 et 1951, dans le groupe d'immeubles de l'avenue Dorian, place de la Nation, le prix de revient d'un logement de 3 pièces avec salle de bain et tout le confort s'élevait à deux millions. Aujourd'hui, les mêmes logements, en utilisant des procédés de préfabrication, atteignent un prix de revient inférieur au premier de 3, 4 et même 500.000 francs.

Mais il importe d'établir l'influence des matériaux de construction dans l'établissement du prix de revient d'un immeuble. Les fournisseurs du bâtiment : Lambert frères, Poliet et Chausson, Morillon-Corvol, les Sablières de la Seine — pour ne parler que de ceux-là — ont acquis facilement une fortune colossale, car ils vendent leurs matériaux à des prix

prohibitifs. On pourrait exiger, à la suite d'une campagne bien orientée, que les pouvoirs publics fassent cesser le scandale de la vente de matériaux 4, 5 et 6 fois plus cher que leur prix de revient. Nous affirmons, sans craindre de démenti, qu'il est possible d'effectuer immédiatement une baisse de 50 % sur tous les matériaux du bâtiment. A l'heure actuelle, dans le prix de revient d'un bâtiment, les salaires représentent à peine 35 % contre 65 % pour les matériaux divers.

La rapidité de la construction, la nécessité d'aller toujours plus vite, aboutissent à un style standard. L'ornement, le stuc, le stuff, la charpente en bois, la terrasse, etc., autant de métiers quasi disparus : les uns, par la machine, les autres, par l'emploi de béton, certains par la modification des plans d'architecture. Si les bâtisses actuelles sont confortables, elles se présentent un peu trop sous la forme de casernes rectilignes. On néglige de plus en plus l'art qui jadis faisait la beauté de nos cités

La concentration des entreprises

Le gigantisme des opérations de la grande construction actuelle a rendu nécessaire un regroupement général des entreprises. C'est ainsi que la nouvelle faculté de médecine, rue Bonaparte, n'est pas l'œuvre d'une seule entreprise, mais de plusieurs associées.

Ce cartel ou consortium (le titre importe peu) désigne une entreprise pilote. C'est autour de celle-ci que s'effectue le groupement pour que l'affaire soit le plus rentable, pour que l'œuvre s'accomplisse dans le minimum de temps, pour que l'on puisse disposer à tout moment de tous les matériaux nécessaires. Des cartels ou consortiums s'associent même à d'importantes sociétés de matériaux de construction : telles les Sablières de la Seine, Morrillon-Corvol, pour le sable ; Lambert Frères, pour le plâtre ; Poliet et Chausson, pour le ciment, etc., sans oublier les comptoirs d'achat pour le bois et les aciers.

Si le hasard de vos pérégrinations vous amène à prendre le train de Villeneuve-Saint-Georges, vous pourrez contempler des immeubles de construction récente à Maisons-Alfort et Alfortville bâtis en dur, très solidement, qui sont habités par des cheminots de la région du Sud-Est. Eh bien ! ces immeubles appartiennent en copropriété à la S.N.C.F. et aux Sablières de la Seine. On pourrait en déduire une baisse importante du prix de revient de ces immeubles, le sable étant un des matériaux assez coûteux. Cependant, selon des renseignements communiqués par des gens particulièrement compétents, occupant des postes de contrôle dans ces constructions, il ne semble pas que ces logements, sans doute assez confortables, puissent être loués à des conditions inférieures à celles des H.L.M. Ils sont loués en moyenne de 80.000 à 120.000 francs par an. Si l'on prévoit leur amortissement en 30 ans, cela nous donne de 2.400.000 à 3 millions 600.000 francs. L'opération est donc rentable. Or plusieurs générations de cheminots pourront s'y loger pendant plusieurs décennies, ce qui évidemment amènera « pas mal d'eau au moulin des Sablières », à moins que... — mais ceci est une autre histoire, et ce n'est pas le but de cette étude.

Quoi qu'il en soit, il est indéniable que ces concentrations se sont révélées avantageuses

pour les locataires et futurs locataires. C'est tellement vrai, que pour les adjudications il en est résulté des bénéfices certains pour les administrations et les sociétés. Les prix de série se sont stabilisés. On constate actuellement des baisses importantes sur tous les prix, compte tenu des conditions économiques de 1954. Sans doute est-ce la conséquence des progrès techniques, mais la concentration des entreprises a joué un rôle déterminant.

Rôle des coopératives ouvrières de construction

Une transformation aussi importante, la grande capacité toujours croissante de ces groupements d'entreprise, les changements dans les méthodes de travail, la rationalisation, plaçaient les coopératives ouvrières devant l'alternative : s'effacer des grands marchés, ce qui signifiait la disparition à bref délai, ou se grouper en consortiums coopératifs avec une coopérative pilote, responsable devant le maître d'œuvre, chargée de l'application des planings. Il s'agissait donc de bâtir au même rythme que leurs rivaux, en s'efforçant d'atteindre les capacités physiques nécessitées par la construction moderne.

Bien que subissant un handicap sérieux dont le facteur le plus important était la méfiance — sans oublier l'insuffisance de moyens financiers, de machines... et aussi, il faut bien le dire, une sorte de complexe d'infériorité dans la concurrence — beaucoup d'entre elles se sont adaptées aux méthodes nouvelles, et ont même triomphé. Il est vrai que quelques-unes ont disparu, telles celle de Saint-Nazaire, pour avoir vu trop grand et avoir sous-estimé l'effort. D'autres se sont spécialisées dans de menus travaux administratifs ; elles végètent, se repliant sur elles-mêmes, ne cherchant pas à remonter le courant, comme si elles attendaient une fin prochaine.

Mais les coopératives ont joué et jouent encore un rôle très important dans le mouvement régulateur des prix. Sans elles, les puissantes chambres syndicales patronales auraient vite fait de faire disparaître la concurrence dont bénéficient ceux qui attendent un logement. Sans doute, aurait-on pu se passer des coopératives pour construire, mais alors les patrons auraient construit par le simple jeu des ententes préalables. Ce qui aurait abouti à une diminution certaine des bâtiments construits. En résistant à cette domination patronale, les coopératives ouvrières de production ont prouvé leur raison d'être.

Hélas ! en s'adaptant, elles ont perdu leur physionomie typiquement ouvrière. Elles ont dû reconsidérer un certain nombre de problèmes : sortir des méthodes surannées du compagnonnage, s'industrialiser, afin d'être capables de répondre aux circonstances présentes.

Il n'a pas toujours été possible de respecter les engagements pris envers les travailleurs, plus exigeants dans les coopératives que dans les entreprises capitalistes. Mais nous sommes convaincus qu'elles pourront accorder satisfaction aux travailleurs avec les moyens du bord, et tout en progressant. Sans doute n'est-il pas facile de maintenir les coopératives dans leur pure tradition ouvrière. Mais alors que l'on parle beaucoup de participation ouvrière au bénéfice des entreprises capitalistes, je pense qu'une juste répartition des bénéfices selon le nombre d'heures de travail et en

respectant les principes d'égalité entre les ouvriers et les sociétaires, avec un contrôle efficace et sérieux de tous les participants, redonnerait une physionomie ouvrière et une nouvelle vigueur aux coopératives de production de bâtiment. Ce résultat ne sera obtenu que si les coopératives acceptent le contrôle ouvrier de leur gestion, à l'intérieur des syndicats ouvriers dont elles sont issues. C'est le seul moyen d'éviter toute déviation.

La condition ouvrière dans le Bâtiment

Voyons maintenant très objectivement quelle est la condition ouvrière dans le Bâtiment.

Les salaires officiels ne représentent plus exactement le véritable pouvoir d'achat de l'ouvrier. C'est ainsi par exemple qu'à l'entreprise Balancy et Schuhl à Bagatelle, le salaire horaire officiel des compagnons est de 175 francs. Mais les mêmes compagnons touchent 12.000 francs par semaine de 48 heures, ce qui donne une moyenne de 250 francs de l'heure. La différence n'est pas portée sur le bulletin de paye. Il y a donc une prime moyenne de 75 francs par heure basée sur des normes de productivité. Or il s'agit là d'un fait généralisé. Les ouvriers sont d'ailleurs lésés en fin de compte par cette méthode car, en cas d'interruption pour maladie ou accident, ou congé payé, les prestations ou salaires sont calculés sur la base du salaire officiel. Au contraire, les patrons, grâce à leur technocratie bureaucratique, réussissent à ne pas payer les charges sociales sur ces primes.

Si paradoxal que cela puisse paraître, les ouvriers dans leur majorité semblent accepter cette forme de rémunération. Ils acceptent même de travailler au mètre, ce qui rappelle singulièrement le travail à la tâche si violemment combattu depuis les débuts du syndicalisme.

Certes, les organisations syndicales sont opposées à cette méthode de travail. Mais lorsqu'on interroge les ouvriers, on entend dire qu'ils sont moins fatigués que dans le passé.

Par contre, dans le second œuvre, tel que le plâtre, les ouvriers se plaignent de surmenage. Il est vrai qu'il s'agit là d'un métier pénible et ils travaillent pour ainsi dire tous au mètre carré.

Les avis sont donc partagés, mais il est indéniable que les gros travaux d'approche, de manutention et d'élévation de matériaux sont beaucoup moins pénibles. Est-ce cela la revanche du manœuvre qui désormais utilise la machine ? Revanche qui, ne nous leurrons pas, se développera encore dans l'avenir, car lorsqu'on utilisera la préfabrication, lorsqu'on n'aura plus à procéder qu'à des opérations de montage, le manœuvre spécialisé suffira.

Le pouvoir d'achat reste très inférieur à ce qu'il était en 1938. Mais les installations, les réfectoires et vestiaires sont plus modernes et plus hygiéniques. Quant à la sécurité, elle est orientée par un centre de la prévention sociale. Bien des progrès ont été accomplis, mais là aussi il reste beaucoup à faire.

On s'étonnera de notre affirmation que le salaire réel est nettement inférieur à celui de 1938. Cependant, en 1938, ce salaire évoluait entre 10 francs 25 et 11 francs de l'heure pour les compagnons. Si l'on accepte le coefficient 27, on aura donc au minimum 270 francs de salaire horaire pour les compagnons et (8,25

× 27) 222 francs pour les manœuvres. Nous sommes donc loin de compte.

N'est-ce pas une délégation d'employeurs et de syndicalistes américains qui, lors de leur passage en Europe, déclaraient qu'après l'Italie, la France est le pays où l'ouvrier est le plus mal payé ?

Aussi les ouvriers répondent-ils favorablement à l'appel du Syndicat Unique du Bâtiment : le S.U.B., le plus vieux syndicat du Bâtiment sur la place de Paris, qui ne se contente pas de petites revendications avec légères augmentations de salaires, mais pose comme but la revalorisation générale du salaire, unique base du pouvoir d'achat. C'est-à-dire que toutes les primes actuellement allouées aux ouvriers doivent être incorporées au salaire.

Pourrons-nous atteindre seuls les objectifs fixés ? Certainement non. Il nous faut donc employer toutes nos forces à réaliser l'union des militants syndicalistes du Bâtiment, préparant l'Union générale de tous les travailleurs du Bâtiment. Que tous ceux qui ont du cœur au ventre se joignent à nous pour que sonne enfin l'heure d'une action féconde.

P. DICHAMPS,

*du Syndicat Unifié du Bâtiment
de la région parisienne.*

P.-S. — Nous avons projeté de former une Union de militants syndicalistes du Bâtiment. Pour tout ce qui concerne cette union, écrire à P. Dichamps, 20, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e).

JOE HILL, GANDHI, EINSTEIN

Il semble ressortir d'un communiqué des exécuteurs testamentaires d'Einstein que, conformément aux dernières volontés de celui-ci, ses cendres ont été dispersées.

Ainsi, la dernière pensée d'Einstein a été la même que celle de Gandhi et que celle de Joë Hill.

L'un était né en Amérique, l'autre en Asie, le troisième en Europe, mais tous trois à la même époque. C'étaient des hommes du XIX^e siècle.

Tous trois eurent ceci de commun, qu'ils s'étaient donnés à une grande œuvre qui débordait immensément les limites du moi.

Elle n'était commensurable qu'avec le monde, c'est sans doute pourquoi ils voulurent que leurs restes se perdissent dans le monde, se mélangeassent sans tarder à l'infini de la nature et de la vie.

Joë Hill, le syndicaliste révolutionnaire, le poète des **Travailleurs Industriels du Monde**, l'organisation syndicaliste révolutionnaire américaine des années 1900, qui donna sa vie pour la libération du prolétariat : accusé du meurtre d'un policier, il périt sur la chaise électrique ; Gandhi, qui libéra son peuple de la domination britannique et qui voulut le libérer des préjugés de caste, ce qui le fit périr sous les coups d'un fanatique ; Einstein, citoyen du monde, cherchant à donner aux hommes une vision vraie de l'univers — s'étaient donnés des tâches de nature fort différente, mais dont l'immensité était comparable.

Le grand Tout, seul, était à leurs dimensions ; c'est ce dont, dans leur orgueil légitime, ils se rendirent compte, et c'est pourquoi tous trois demandèrent la dispersion de leurs cendres, avec le même espoir sans doute que celui qui animait Joë Hill :

« Peut-être redonneront-elles vie à quelques fleurs en train de se faner,

« Et les feront-elles refléurir. »

**Enthousiasme
et statistiques**

Après lecture du compte rendu des travaux de la Conférence de Pu-teaux, un camarade de Bordeaux, A. Ferdoussi, nous envoie une longue lettre, qui pose un problème important. Nous ne donnerons qu'un extrait de ces pages, en essayant de conserver l'essentiel de l'argumentation.

... *Je ne nierai pas que dans un monde soumis aux impératifs de la technique, la première tâche du syndicalisme ne soit d'avoir en son sein des hommes formés aux techniques essentielles. Mais de là à ne plus voir que le côté scientifique et technique des problèmes, il y a un monde, pour ceux qui n'oublient pas les pionniers et veulent rester fidèles à leur grande passion transformatrice.*

De plus, on ne mène pas les hommes, on ne crée pas l'enthousiasme avec des statistiques et des barèmes. Les raisonnements, même les plus subtils, ne vont pas souvent dans le sens des réalités, et les rationalistes dignes de ce nom doivent toujours se méfier de la raison. La réalité, c'est que depuis 1939, et même avant, les masses sont sans espoir, à part la minorité qui mise sur l'armée rouge. Les masses attendent ces mots d'ordre oubliés qui les aidaient à vivre, même s'ils n'avaient pas l'espoir de les voir se traduire en faits. Et la flamme qui brûlait au cœur de nos anciens était tout de même plus pure que ce semblant d'agitation intérieure qui parfois encore se manifeste à certaines tribunes.

C'est vrai, les hommes se battent et risquent pour des raisons qui ne s'expliquent pas seulement par des questions de salaires ou de production. Le moteur du mouvement ouvrier se trouve autant dans le sentiment de dignité bafouée ou dans l'espoir d'un monde libre et fraternel que dans la misère. C'est pourquoi les sociologues les mieux intentionnés ne pourront jamais déterminer avec précision les origines profondes d'une grève. Impossible par exemple de justifier par des chiffres le fait que vingt-deux secrétaires du syndicat du Bâtiment de Barcelone se succédèrent en deux ans, sous la dictature d'Anido, avec toujours un volontaire remplaçant l'assassiné ou l'emprisonné. Impossible de comprendre la grève sauvage éclatant dans un pays à longue tradition de paix sociale, ou la grève de solidarité explosant dans une entreprise où les salariés sont connus comme des rampants.

Mais le sens de la dignité, la grande soif d'une société d'hommes égaux, libres et tolérants, peuvent aisément se trouver gaspillés, ou brûlés en pure perte. C'est alors que la révolution est « opium du peuple », parce qu'elle devient religion, et comme telle, terrestrement exploitée par ceux qui n'y croient pas.

La liberté absolue est affaire de yogi ou de suicidé. La liberté qui nous intéresse, et qui peut être féconde et courageuse comme une foi, est celle que chaque homme peut choisir et pratiquer, en modifiant, dans la mesure de ses forces et dans celle des forces auxquelles il s'associe volontairement, les situations qu'il a fait effort pour connaître.

C'est l'orgueil des militants anonymes que modifier les statistiques, non pour ce que signifient les chiffres, mais pour ce qu'ils reflètent de pré-hension sur ce qui était tabou, et de volonté des sans noms.

L. M.

N.-B. — Le camarade A. Ferdoussi pourrait-il nous envoyer une adresse où lui écrire ?

Du congrès de la **Confédération Internationale des Syndicats libres**, nous ne pourrions parler que lorsque nous connaîtrons le compte rendu des débats.

Les réactions américaines n'étonneront pas ceux qui ont lu notre analyse des dernières propositions de l'A.F.L. Et le bureau de Bruxelles ressemble trop à la lourde et passive machine de la Fédération syndicale d'autrefois. Que signifie le transfert à Paris ? Un renforcement de l'influence américaine ? C'est possible, et cela prouve que la C.I.S.L. n'était pas d'obédience strictement américaine, comme le disaient quelques simplificateurs. Il reste que la C.I.S.L. a offert une tribune aux représentants de l'Inde et des pays d'Asie et d'Afrique soulevés contre le colonialisme.

Le Bourre, délégué F.O., a démontré qu'il n'était pas — comme on l'a accusé — le simple agent d'Irving Brown. Ou alors celui-ci jouerait le double jeu. Car les représentants de l'A.F.L. semblent accorder une assez large confiance aux représentants indigènes de l'Afrique du Nord. Le Bourre a révolté ceux-ci en s'élevant en termes d'une violence singulière contre l'ingérence de la C.I.S.L. en Algérie. Il ne faut pas porter atteinte à l'unité française.

Un syndicaliste — qui se prétendait hier révolutionnaire — un « Européen » qui accepte la formule « supranationale » a défendu les droits sacrés de l'Etat français, sur un ton digne du plus obtus des chauvins. En proclamant le droit d'intervention de l'Internationale, par-delà les frontières et par-dessus les nations, notre motion minoritaire du congrès F.O. n'était donc pas aussi banale qu'on a bien voulu le dire.

Mais il faut avoir un singulier culot pour opposer le respect de l'unité française au mouvement indigène et la justice démocratique aux « actes de banditisme », alors que l'Algérie est soumise à un régime d'exception, alors que les quelques droits accordés par le Statut ont été cyniquement bafoués, lors d'élections du système Naegelen, alors que la police emploie contre les militants du Mouvement des Libertés démocratiques des procédés dignes de la Gestapo et du N.K.V.D.

Est-ce pour qu'elle bénéficie d'un changement de climat que l'on transporte l'Internationale à Paris ? Et compte-t-on pour la revigorer sur la « furia francese » des leaders F.O. ? Autant la confier aux gardiens du musée Grévin. Il n'est pas de meilleur critère que la question coloniale. Qu'il s'agisse du Viet Nam, de la Tunisie ou du Maroc, la C.G.T.-F.O. n'a été capable que de défendre les positions acquises, jusqu'à ce que les faits accomplis chatouillent le nez des responsables. Sur l'Algérie, son représentant n'est intervenu que pour soutenir les colons et justifier les gendarmes. Il appartient aux syndicats F.O. — aux syndicats, pas aux bureaucrates et aux permanents — de se « définir » en jugeant leur bureau confédéral.

Mais lorsque ce représentant s'appelle Le Bourre, qu'il a longtemps personnifié la minorité, qu'il s'est signalé par son action courageuse contre le stalinisme, les vieux adversaires du bureaucratisme et du stalinisme — les anciens compagnons de Le Bourre — peuvent éprouver un sentiment de déchirure et de déchéance.

(26 mai 1955.)

R. H.

Le congrès du Livre

(16-19 MAI 1955)

Il s'est déroulé dans un cadre syndical digne d'une fédération ouvrière jouissant d'une influence réelle et restant soucieuse de préserver une certaine indépendance, même sous l'étiquette voyante de la C.G.T.

La grande salle de la maison des syndicats du Livre, boulevard Blanqui, aménagée définitivement pour le congrès, c'est le point final, mis par la génération actuelle, à une belle réalisation syndicale à laquelle Largentier et Poincin avaient attaché leurs noms.

Les trois années écoulées depuis le congrès de Nice sont caractérisées par des succès corporatifs indéniables. Après le coup d'arrêt à l'avilissement des salaires, par le retour à l'échelle mobile qui dans la presse et le labour précéda la loi, il y eut la signature de la convention collective, puis la revalorisation des salaires. Réalisée d'abord dans la presse, elle est en cours dans les imprimeries de labour où le palier terminal est fixé au 1^{er} juin 1956. Les systèmes de retraite complémentaire en vigueur à Paris vont s'étendre à la province. Cette année, dans la presse parisienne, une prime de productivité, contrepartie de concessions ouvrières, vient répondre à la revendication posée du 13^e mois.

Avec ce bilan on pouvait s'attendre à un congrès lénitif, d'ailleurs les débats du Livre sont toujours d'une certaine tenue et il n'est pas dans les traditions de s'opposer violemment sur l'orientation syndicale. La position du bureau fédéral est solide puisque la situation corporative est bonne, le comité fédéral est élu par tous les fédérés à bulletin secret, mais la stabilité fédérale n'est pas affectée par cet usage du suffrage direct. Les dirigeants fédéraux tiennent bien en main leur fédération et les secrétaires des syndicats de province dépendent trop de Paris pour avoir le goût de s'exprimer sans précautions oratoires. Malgré cela, les débats furent vivants, sur les points essentiels ce sont les positions syndicalistes qui ont été affirmées vigoureusement, cependant que les représentants communistes paraissaient embarrassés et sur la défensive. L'intervention du secrétaire des correcteurs, dont nous reproduisons la sténographie, le discours solide et spirituel de Bernard (typos parisiens) firent une forte impression sur le congrès.

Frachon, venu saluer le congrès, n'y resta que le temps nécessaire pour prononcer un discours de ton très modéré, ce tout benoit n'oubliait pas qu'il était au milieu de militants du Livre et que Moscou prêche actuellement apaisement, front unique, main tendue !

Un autre facteur affaiblissait la position des tenants de la majorité confédérale : la position équivoque de leur principal bastion à Paris, le Livre parisien ; trop gros syndicat d'industrie dont les nombreuses sections techniques sont en fait des syndicats susceptibles de reprendre leur liberté.

Conflits de tendances, heurts de catégories empêchaient ce syndicat groupant le cinquième des effectifs fédéraux de s'exprimer nettement.

Trois questions dominèrent les débats :

- a) Les relations internationales dans le Livre ;
- b) L'orientation confédérale ;
- c) La « déclaration commune » et les problèmes posés par l'introduction de nouveaux procédés techniques dans l'impression.

La déclaration est un texte de collaboration de classes par lequel les hommes représentatifs du

patronat et les militants de la fédération du Livre affirment leur volonté de coopérer « ...pour réaliser une paix sociale à long terme... ». Les signataires ont dressé un programme « ...de défense et de rénovation professionnelles ».

Essentiellement, il s'agit de s'adapter aux techniques nouvelles sans qu'en souffrent ceux qui vivent actuellement de l'imprimerie. « ... les bénéfices de l'accroissement de la production devront revenir, dans une proportion équitable, à l'entreprise, aux salariés, à la clientèle. »

Les éléments syndicalistes sont un peu réticents devant ce texte, on peut évoquer les principes syndicalistes violés, trouver là un retour au planisme, à ces contacts entre patrons et ouvriers pris à Pontigny en 1938, certains vont jusqu'à y trouver un goût de charte du travail.

On attendait surtout l'attaque du côté communiste. Déception, elle fut menée du bout des lèvres.

Tout en se demandant si ce texte n'entraînera pas trop loin, des deux côtés on laisse se poursuivre une expérience qui vise la défense professionnelle en suivant l'évolution technique de très près.

Armand Prudhomme, signataire de la déclaration commune, avait été envoyé à la tribune par le conseil central du Livre parisien pour expliquer... que son syndicat voterait contre.

« Le martyre de saint Armand », devait dire Bernard dans son intervention. Certains congressistes virent là une pointe méchante, ce n'était qu'une constatation. Prudhomme, adversaire de tendance, est apprécié par tous pour son travail et pour ses efforts conciliateurs, ce sont ses amis qui le plaçaient dans l'inconfortable position évoquée par Bernard.

L'essentiel de l'intervention de Bernard visait la politique confédérale et notamment le dernier tournant. Documents à l'appui, il montra le chemin parcouru par la classe ouvrière depuis un siècle. Ces progrès sont pour une grande part le fruit de l'action syndicale, les nier c'est nier le syndicalisme lui-même. Il nous est impossible d'accepter les thèses du parti communiste, reprises par la C.G.T., qui s'efforcent de montrer l'accentuation de la « paupérisation » ouvrière.

La C.G.T. ne nous convaincra pas que le sort de la classe ouvrière était enviable en 1947 (Thorez étant ministre). Bernard a beau jeu d'ironiser en rappelant les prix du marché noir, la grève de 35 jours dans la presse parisienne et les menaces proférées contre les ouvriers du Livre par le ministre du Travail Ambroise Croizat.

Le secrétaire des typos parisiens oppose l'efficacité du syndicalisme du Livre, sa continuité, à l'inconsistance d'un syndicalisme politisé toujours dans l'attente des flambées sporadiques.

LES RELATIONS INTERNATIONALES

Melwig (Metz), Dietsch (Strasbourg), arguant de la position frontalière de leurs sections, défendirent la thèse du retour à la Fédération graphique internationale ; en position de repli, ils défendaient une seconde proposition permettant au groupe d'Alsace-Lorraine de s'affilier à la F.G.I.

Battus sur le retour général, ils abandonnèrent au moment du vote la seconde proposition, déposée

seulement pour attirer l'attention sur leur position particulière. Même parmi ceux qui souhaitent des contacts internationaux, il y a encore des rancœurs, en raison des maladroites commises par le président de la F.G.I. au congrès de Nice et antérieurement. L'intervention du représentant des correcteurs fut la plus nette sur ce point comme sur d'autres, passionnant le débat et tranchant dans l'atmosphère ouatée propre à un congrès du Livre.

Ehni accusait le coup et la salle réalisait que l'unique présence d'un délégué italien marquait l'isolement européen de la fédération française.

En dehors de l'opposition de tendances entre une fédération française affiliée à la F.S.M. et les fédérations qui sont à la C.I.S.L., il y a aussi les incompatibilités personnelles. Woerler, président de la F.G.I., et Ehni, secrétaire fédéral, ne s'entendront jamais.

Plus tard, au cours du speech du banquet, Ehni eut le mauvais goût de lancer une dernière pointe au syndicat des correcteurs, ce n'était plus le lieu ! Au même endroit, évoquant les congrès anciens, il se félicite de voir maintenant des airs moins guindés qu'autrefois. Observation sans doute vraie possible que les réunions internationales n'aient pas suivi la même évolution, certain en tout cas qu'un autre militant aurait pu faire comprendre et accepter la situation particulière du Livre français.

Parmi les interventions rendant un son favorable à l'indépendance syndicale, on peut citer celle de Marquié (Clermont-Ferrand), exposé conforme aux positions affirmées dans les deux précédents congrès par d'autres représentants de cette section. Halgrain (Chartres), vieux routier des congrès fédéraux, a fait sans éclat de voix, avec des précautions de langage, une intervention très nette quant au fond. Il est contre l'intrusion politique dans les syndicats et pour le retour à la F.G.I. Boudou (Montpellier) devait témoigner que les vieux militants de province peuvent espérer qu'il y aura une relève de militants conservant l'esprit critique. L'intervention de Caddéo (Saint-Etienne) est plus difficilement classable. Il a signé la déclaration commune. Il la défend sur un plan plus pratique que doctrinal, y voyant une sorte d'annexe à la convention collective destinée à fixer les conditions d'introduction du nouveau matériel. Waïlle (typos parisiens) devait montrer un exemple d'application des principes de la déclaration. Un premier accord provisoire sur la production d'une machine « Comète » à l'imprimerie Séguin fixait la pige à 44.000 caractères ; après expérience, un deuxième accord ramène la pige à 42.000. Faucier (correcteurs) parla des comités d'entreprise, il voudrait que les syndicats suivent leur activité de plus près et qu'on dépasse le stade de la gestion des œuvres sociales pour aspirer à un rôle économique.

Le point de vue de la majorité confédérale fut surtout exprimé par Leroy (Bellegarde), quelques critiques assez molles contre le réformisme de la déclaration commune, le souhait de voir la fédération coller mieux aux positions « pacifistes » de la C.G.T.

Le Corre (Niort) témoigne que des camarades du Livre ont encore le courage de jouer un rôle dans les U.D. Secrétaire de la sienne, il ne se sent pas prisonnier de la C.G.T. et prétend ne pas se laisser imposer une politique. L'intervention embarrassée de Prudhomme, déjà signalée, ne peut être considérée comme significative du point de vue de l'orientation. Non plus celle de Dazy (Reims), même tendance, qui traita surtout du progrès technique.

Dazy, tout en contestant la thèse de Bernard sur les progrès possibles en régime capitaliste, ac-

cepte la déclaration commune. Il formule des observations sur l'évolution technique qui ne manquent pas d'intérêt. Quand il indique que la situation privilégiée acquise par le Livre vient de la force syndicale mais aussi de ce que notre industrie emploie une majorité de professionnels, il voit juste. Si le progrès technique inversait le rapport professionnels-maneuvres, le Livre subirait les cadences excessives et l'abaissement des conditions de travail constatés dans des industries qui avaient aussi des traditions de lutte.

LA REPONSE DU SECRETAIRE FEDERAL

Ehni devait clore par une réponse de près de deux heures le long débat sur le rapport moral. Il n'usa de l'attaque personnelle directe et brutale, si bien dans sa manière, qu'à l'égard de Parédé, délégué régional de Toulouse, utilisant une lettre que les Toulousains disent anonyme.

Pas d'allusion au discours de Bernard, entièrement axé sur l'orientation confédérale. Sur ce point, Ehni rappela que la fédération « interprétait » les instructions confédérales. Les fédérations sont libres dans la C.G.T., tout au moins la fédération du Livre, précisa-t-il curieusement. A propos des relations avec les fédérations graphiques voisines, il répondit longuement à l'intervention du délégué des correcteurs. Réponse en général sur la défensive, l'absence des représentants étrangers n'étant que trop évidente.

Ehni n'est pas parvenu à démontrer que c'est une pression initiale de la F.G.I., qui a empêché les fédérations de répondre à l'invitation française. Il est toutefois possible (le dossier n'a été qu'entreouvert pour ne pas nuire aux contacts futurs) que certaines fédérations aient témoigné de leur embarras par des positions successives contradictoires.

Reconnaissons-le aussi, Ehni semble marquer un point en ce qui concerne l'invitation au congrès de la F.G.I., la fédération est invitée au même titre que F.O., ni plus ni moins.

LA RESOLUTION GENERALE

Rapportée par Caddéo, au nom d'une commission où toutes les tendances étaient représentées, la résolution générale pourrait être signée par tous les syndicalistes. Sur aucun point, les thèses communistes n'y prévalent. Constatation de la liberté d'expression au congrès, affirmation d'indépendance syndicale dans la fédération, invitation aux fédérés de faire prévaloir cet esprit dans la C.G.T.

A défaut de la rentrée dans la F.G.I., repoussée par le congrès, le comité fédéral est « mandaté pour rechercher avec la volonté d'aboutir une prise de contact rapide avec l'ensemble des fédérations étrangères intéressées ». Nous verrons ce que le comité fera de ce texte, plus précis et plus impératif que la motion votée au dernier comité national. Il faudra voir aussi comment sera tenu, au congrès de la C.G.T., l'engagement de faire entendre la voix d'une fédération qui est devenue importante, à l'échelle confédérale, simplement pour avoir gardé l'essentiel de ses effectifs en poursuivant une activité syndicale réaliste.

Un dernier mot : un délégué russe est arrivé dans la dernière heure du congrès. Sans interprète, il s'est borné à faire lire un texte anodin en français. Personne n'a donc pu lui poser de questions précises intéressant les conditions de travail en U.R.S.S. Au cours de conversations ultérieures, les typos parisiens tentèrent de savoir quelle est la profession de Nicolas Potapov, délégué des syndicats du Livre de Russie, une seule réponse : « Je suis directeur de syndicat. »

Un délégué.

INTERVENTION DE MAUPIOUX

(Secrétaire du syndicat des correcteurs)

Le syndicat des Correcteurs a l'intention de marquer son accord sur l'ensemble du travail revendicatif qui a été accompli entre les deux congrès ; cet accord l'inciterait à voter le rapport moral sans réticence si quelques questions particulières ne l'avaient indisposé.

En ce qui concerne les revendications, nous pouvons considérer que, dans leur ensemble, celles retenues au congrès de Nice ont été satisfaites, notamment avec l'extension, cette année, du nouveau régime de retraite à la province. Il y a toutefois des points qui ne nous donnent pas totalement satisfaction et nous estimons que dans l'avenir c'est sur eux que devra porter l'effort fédéral.

A l'origine du syndicalisme, le combat essentiel portait, avec la lutte pour l'augmentation des salaires, sur la diminution du temps de travail. Sur ce plan, il nous faut bien constater qu'à la fédération du Livre il y a actuellement une régression, et je pense qu'on devrait revenir à la vraie tradition syndicaliste.

On a évoqué ce matin, par la bouche du secrétaire confédéral, la période de 1936 et les 40 heures ; or à l'heure actuelle, dans toutes les corporations, on fait bien souvent plus de 48 heures. Dans les journaux, les annonces que nous corrigeons nous amènent à constater que certains patrons n'hésitent pas à garantir à leur personnel 60 heures par semaine. J'estime que c'est contre ces durées de travail que l'effort fédéral devrait s'exercer, car chez nous aussi, nombreux sont les abus ; il y en a dans le labeur et il y en a dans la presse où nous voyons s'instaurer de plus en plus la pratique des doublages, sans qu'on puisse invoquer l'excuse des bas salaires, dont faisait état ce matin Benoît Frachon, car la raison n'est pas autre que l'appât du gain. (Applaudissements).

Insatisfait, nous le sommes aussi quant au maintien des effectifs fédéraux. On nous indique, dans le rapport moral, qu'en gros la fédération du Livre maintient ses effectifs ; ce n'est que relativement vrai. Si nous remontons seulement à 1948, nous constatons qu'à cette époque la fédération du Livre comptait 60.395 fédérés ; puis nous observons un lent fléchissement, sans d'ailleurs que les effectifs totaux de notre industrie aient beaucoup diminué ; nous sommes tombés à 50.000 en 1949, remontés à 52.000 en 1950, chiffre maintenu en 1951 ; en 1953, on enregistre une légère diminution, avec 49.582 ; en 1954, le chiffre est sensiblement le même : 49.488.

Certes, par comparaison, on pourrait se considérer satisfait, mais nous devons vouloir, comme on l'a dit ce matin, une fédération modèle, qui soit à la tête du syndicalisme. Là où on réalise, là où on arrive à maintenir des conditions de salaires et de travail honorables, on doit arriver aussi à maintenir le maximum de syndiqués.

L'effort de désagrégation de la fédération par les concurrents syndicaux n'a pas abouti. Nous savons que les dix mille fédérés perdus ne sont ni à F.O. ni chez les chrétiens ; ils sont « partis dans la nature », pour certaines raisons que nous devons rechercher.

On ne peut pas imputer à la minorité, qui a préconisé l'autonomie ou le rattachement à une autre confédération, un manque de discipline. Après le référendum, les vingt mille syndiqués qui se sont prononcés contre la C.G.T. n'en sont pas partis. Beaucoup — et je suis de ceux-là — sont à la C.G.T. comme des prisonniers ; il n'y sont pas à leur aise, ils souhaiteraient être ailleurs, mais ils y restent par discipline fédérale.

Il faut que l'on cherche à regagner ces éléments

qui ont été perdus en maintenant à la fédération du Livre un climat vivable, c'est-à-dire en permanence un esprit démocratique. Nous, syndicat des Correcteurs, nous avons à regretter un différend avec la fédération : Faucier, un de nos camarades qui voulait exposer son point de vue dans l'organe fédéral, a été brimé, son article n'ayant pas pu passer. Nous estimons que c'est là un manquement grave à l'esprit de démocratie.

Il y a aussi parmi les raisons qui font que des syndiqués s'en vont notre appartenance à la C.G.T. Nous y sommes à la suite d'un référendum par lequel la majorité s'est prononcée dans ce sens, mais si l'on veut maintenir tous les syndiqués à la fédération, il faut que cette appartenance ne nous entraîne pas à des grèves, à des gestes qui ne sont pas approuvés par l'ensemble des fédérés. C'est ce qu'a dit le camarade Halgrain tout à l'heure, et je suis entièrement d'accord avec lui sur ce point.

En ce qui concerne la « déclaration commune », on pourrait attendre du syndicat des Correcteurs, fidèle à ses traditions, une certaine violence dans son opposition et une certaine virulence dans son langage. Ce ne sera pas le cas. Nous comprenons les raisons qui ont amené la signature de ce document ; nous nous rendons compte de l'importance que présente pour la fédération du Livre la possibilité d'assister à la mise en train de nouveaux procédés de fabrication et de participer, avec les patrons, à des discussions qui nous épargneront de connaître ce qu'on appelle, dans d'autres métiers, les cadences infernales.

Mais il y a tout de même un point sur lequel nous voulons insister : ce changement d'orientation de la fédération, dépassant le cadre du réformisme qui lui est habituel, n'a pas été provoqué par la base, et ce document a été signé sans qu'aucune consultation préalable ait eu lieu. En réalité, c'est un congrès comme celui d'aujourd'hui qui aurait dû se prononcer sur la signature d'un document qui, tout de même, engage gravement l'avenir. (Applaudissements).

Enfin, il y a un point sur lequel nous sommes en désaccord total avec la fédération et qui, à lui seul, suffirait à nous amener à voter contre le rapport moral, c'est la faillite fédérale en ce qui concerne les relations internationales. Il est vraiment pénible de constater qu'à ce congrès, la fédération du Livre n'a pu obtenir la présence que d'une seule fédération sœur, la fédération italienne.

Au congrès du 18^e groupe, c'est-à-dire de l'Île-de-France, une motion proposée par nos camarades Bernard et Prudhomme a été adoptée à l'unanimité ; cette motion préconisait des efforts en vue de renouer les relations internationales. Le conseil national qui a suivi ce congrès a repris à son compte cette motion. On devrait pouvoir constater actuellement les résultats obtenus, conformément aux indications qui avaient été données par tous les syndicats ; or ces résultats sont totalement négatifs ; jamais l'isolement de la fédération du Livre n'a été si grand sur le plan international et nous estimons que, de ce fait, la responsabilité fédérale est engagée. Il y a un malaise, avec des torts réciproques, c'est certain ; pour se marier il faut être deux, pour divorcer également. Peut-être y a-t-il, à la tête de la Fédération graphique internationale, un élément qui a souhaité le divorce, mais à la tête de la fédération du Livre, on n'a rien fait non plus pour arranger les choses.

Un délégué. — Et la grève de Marseille...

Maupieux. — Ce n'est pas en ressassant le passé qu'on améliore la situation présente. Il n'en reste pas moins qu'en 1955 des relations internationales

avec les fédérations voisines — je dis bien « les fédérations voisines » — sont particulièrement nécessaires. Même si les invitations de la fédération du Livre avaient abouti du côté de l'Est, c'eût été sans conséquence. Personnellement, et dans notre syndicat, nous ne sommes pas d'accord sur de telles invitations ; nous ne considérons pas les organisations de l'Est comme de véritables fédérations, mais comme des auxiliaires de l'Etat. Si nous avons à nous entendre, ce n'est pas avec ces fédérations, qui de toute façon ne sont pas placées dans le même cadre que nous, mais avec les fédérations voisines, qui agissent comme nous dans le cadre du capitalisme.

La position en flèche de la fédération du Livre en France, particulièrement en ce qui concerne les normes de travail, montre bien qu'elle a un besoin indispensable de ces contacts pour amener les autres fédérations à éviter les excès qui peuvent se produire du fait de l'emploi des nouveaux procédés d'impression. Plus que d'autres nous avons besoin de ces rapprochements au moment où des bouleversements techniques sont susceptibles d'intervenir dans nos industries.

D'autre part, sur le plan européen, nous assistons à la naissance d'organismes. Nous avons vu naître le Pool charbon-acier ; qui sait si demain nous ne verrons pas de tels accords s'étendre à d'autres branches. Donc, non seulement des rapports avec la F.G.I. sont nécessaires, mais il faudrait une transformation de celle-ci pour avoir des contacts plus étroits, plus fréquents entre fédérations, et engager une action commune plus efficace. Ainsi, au moment même où de tels liens s'imposent, nous constatons notre isolement et nous devons reconnaître qu'il est tout à fait regrettable.

On peut faire retomber les responsabilités d'un seul côté — je ne suis pas l'avocat de la F.G.I. — mais il faut constater qu'elle avait pris l'initiative d'inviter la fédération française du Livre à son congrès. On nous dira qu'il y avait une bonne raison pour ne pas répondre à cette invitation : on avait invité F.O. et ce n'était pas une injure pour nous. En tout cas, F.O. n'était pas invitée au même titre, elle l'était comme observateur alors que la fédération du Livre l'était comme participant.

Ehni. — Ce n'est pas exact ; il faut dire la vérité.

Maupieux. — La vérité, on ne la dit pas toujours. On ne la dit pas quand on prétend, comme on l'a fait ce matin, que c'est par suite d'une décision de la F.G.I. qu'il n'y a pas de représentant des fédérations graphiques sœurs ici. En réalité, l'organe officiel de la F.G.I. indique que plusieurs fédérations avaient, avant cette réunion, décidé de s'abstenir parce qu'il ne leur plaisait pas de se rencontrer avec les fédérations de l'Est. C'est leur droit et nous savions que cette invitation des fédérations de l'Est était de nature à déplaire à certains. Il y eut manœuvre de la direction fédérale, si bien que nous n'avons aujourd'hui ni les uns ni les autres (mouvements divers, rumeurs).

En ce qui concerne l'invitation au congrès de la F.G.I. « Le Gutenberg », organe de la fédération suisse indique que la fédération du Livre n'a même pas accusé réception de cette invitation. On nous dit aussi que diverses fédérations, notamment la fédération luxembourgeoise, la fédération anglaise, ont fait connaître, avant la réunion à laquelle ont participé nos camarades d'Alsace-Lorraine, qu'elles n'avaient pas l'intention de répondre à l'invitation de la fédération du Livre, pour les deux raisons indiquées : refus de la fédération de participer au congrès international et invitation des fédérations de l'Est.

Il est donc tout à fait faux de prétendre que c'est une décision de la F.G.I. qui a empêché les

fédérations des pays voisins de participer à ce congrès. On a lu tout à l'heure un télégramme de notre camarade De Boé, de Belgique ; tout le monde sait qu'il a toujours suivi les congrès de la fédération française du Livre et ce n'est certainement pas lui qui peut être considéré comme un adversaire ; il a fait plusieurs tentatives pour que les relations soient renouées et lui-même indique que sa fédération a pris position avant la réunion internationale de la F.G.I.

Notre camarade, dans une lettre adressée à un de nos amis, dit ceci :

Dans la lettre que nous avons reçue de Ehni, il est indiqué que c'est le bureau de la F.G.I. qui a interdit aux fédérations d'accepter l'invitation de la F.T.L. et il s'étonne de notre manque d'indépendance. Cette supposition est absolument fautive. Le jour même de la réception de l'invitation, nous l'avons longuement commentée et déterminé notre attitude. Je sais que d'autres fédérations ont fait de même. Si bien que lorsque l'Exécutif de la F.G.I. s'est réuni à Amsterdam, les fédérations intéressées avaient déjà pris position. Le bureau de la F.T.L. estime que notre refus de participer à son congrès entraîne automatiquement le refus d'assister au nôtre, tout en protestant des bons sentiments nourris à notre égard.

Nous n'avons évidemment pas à nous immiscer dans la vie intérieure des autres fédérations, mais je crois que la F.T.L. s'engagerait dans une voie très dangereuse en s'éloignant de la F.G.I. — c'est-à-dire des organisations qui n'ont peut-être pas que des qualités, mais qui sont incontestablement représentatives des travailleurs du Livre d'Europe et, de ce fait, déterminantes dans la réglementation du travail des industries graphiques sur le plan international.

Ehni nous écrit que les travailleurs du Livre des pays de l'Est n'en sont pas moins des travailleurs — nous sommes parfaitement d'accord — mais il s'agit de savoir si les syndicats — et surtout leurs dirigeants — sont à leur service ou au service de leurs employeurs, les grandes entreprises d'Etat.

Tout cela est profondément regrettable et ne peut nous conduire qu'à la pire confusion. Ce sont nos adversaires qui se frottent les mains. Nous avions entrepris un grand travail de rapprochement auprès des fédérations de la F.G.I., tout est remis en question. Et je me demande si l'on n'a pas voulu délibérément rendre les rapprochements impossibles.

Donc on a menti ce matin quand on nous a affirmé que c'était la F.G.I. qui avait pris la position d'interdire à ses fédérations de participer à ce congrès ; en réalité, pour nombre de celles-ci — et le témoignage de De Boé n'est certainement pas suspect — cette décision était prise avant la réunion internationale de la F.G.I. ; ce sont donc des maladresses de la fédération française qui ont entraîné l'absence de représentation internationale.

C'est pour ce motif essentiel que le syndicat des Correcteurs votera contre le rapport moral, afin d'exprimer son mécontentement de l'état des relations internationales. Le syndicat des Correcteurs se prononcera d'une façon systématique pour toutes les propositions faites en vue de reprendre des relations internationales. Sans idée préconçue, nous soutiendrons les propositions de nos camarades d'Alsace-Lorraine et également la position prise par le syndicat de Paris-typos, qui reprend la motion votée par le congrès de l'Île-de-France et le Conseil national. Cette question nous paraît essentielle ; il faut absolument que nous reprenions les relations internationales, la situation de l'industrie du Livre ne permettant pas que nous restions plus longtemps isolés. (Applaudissements).

La classe ouvrière se perdra-t-elle dans une nouvelle cohue ?

Ils ont des oreilles, ces murs de fronts fermés. (Pierre Monatte)

Nous avons usé déjà à deux reprises du titre : la classe contre les cohues. En 1934, lorsque, au rassemblement antifasciste autour de la C.G.T. du 12 février 1934, on substituait l'idée d'un rassemblement autour d'un plan (l'idée était unique — mais il y avait plusieurs plans... uniques, et les contours du rassemblement demeuraient assez mal dessinés). En 1951, au lendemain des dernières élections législatives.

Ce n'est pas un mot d'ordre, encore moins un slogan. Mais c'est bien l'expression d'une tendance et d'un choix.

Nous ne prenons position que pour nous seul, par vocation personnelle, par souci de spécialisation, peut-être par humilité. Nous entendons nous consacrer à l'organisation ouvrière ; à la renaissance d'une classe ouvrière libre et forte, à laquelle les doctrinaires et les partisans pourront offrir librement leurs formules et leurs propositions.

Est-il donc si difficile de nous comprendre ? Lorsque nous menions en 1930 et 1931 notre campagne pour l'unité syndicale, nous nous heurtions à des préjugés tenaces, à des surdités volontaires dans les états-majors et les sectes. Mais l'adhésion de tout le noyau de la « R.P. », l'audience de tout le public de la « R.P. » nous étaient acquises spontanément. Pourquoi aujourd'hui ne sentons-nous que peu de résonance, alors que nous affirmons les mêmes évidences ? **Pas de politique ouvrière française et internationale sans des syndicats libres, une Internationale libre et vivante. L'organisation d'abord, les idées ensuite.** Un groupement de classe, renforcé par une action de classe, capable de choisir librement ses idées et ses tendances. **Et non un groupement, hors du terrain de classe, autour d'idées, selon des tendances idéologiques.**

On a sans doute le droit de ne pas accepter l'ordre de cette progression. On a même le droit de juger archaïque et fautive la notion fondamentale de « classe ». Alors, on peut mépriser l'initiative du rassemblement syndicaliste de Puteaux. Alors la « R.P. », elle-même, perd sa raison d'être... Mais il ne faut plus se réclamer de Pelloutier ni de Zimmerwald. Car l'héritage de Pelloutier, c'est d'abord les Bourses du Travail. L'héritage de Zimmerwald, c'est d'abord l'Internationale ouvrière. Que le syndicalisme révolutionnaire ait animé les Bourses du Travail ! Que la Révolution russe ait été conçue à Zimmerwald ! Nul ne peut en douter. Mais ce n'est pas au nom de la Révolution que Pelloutier a organisé les Bourses du Travail. Ce n'est pas au nom de la Révolution que l'on a réuni à Zimmerwald des militants français, allemands, italiens, russes, suisses. Tous les héritiers de Pelloutier et de Zimmerwald devraient s'accorder avec nous sur la nécessité préalable de conquérir, rétablir ou maintenir la liberté du mouvement ouvrier en France et hors de France.

LE PARTI STALINIE SAUVE PAR LE RASSEMBLEMENT POPULAIRE DE 1935

Cette opposition entre l'organisation syndicale et la foule électorale, entre la classe ouvrière et la cohue n'est pas nouvelle. Elle explique aussi bien la volonté d'indépendance de la C.G.T. de 1906 que l'abstentionnisme anarchiste. Mais depuis trente ans, le danger des confusions et des déviations s'est aggravé par la naissance et l'existence de phalanges totalitaires... fascistes, nazies ou stalinienne.

La « R.P. » avait dénoncé en 1935 l'abdication des syndicats devant le Rassemblement populaire. Nous avons même publié en juillet 1935 un numéro spécial en réponse au Cartel confédéré des Services publics qui abandonnait la lutte contre les décrets-lois Laval et justifiait sa passivité par l'espérance d'un nouveau gouvernement. Je portai notre protestation à la tribune du congrès du Syndicat national des Instituteurs. Sans aucun succès. Les débats furent chauffés par une invraisemblable fièvre électorale, et éclairés par les pièces maîtresses d'un programme de gouvernement.

On nous dira que nos contradicteurs ont été justifiés par l'événement, que le gouvernement Blum en 1936 a aboli les décrets-lois, cependant qu'il présidait aux accords Matignon. C'est vrai, compte tenu des journées de Juin et des occupations d'usines. Il est difficile d'évaluer l'action syndicale de 1936 à 1939, alors que l'affaire espagnole et les initiatives hitlériennes pesaient sur toute activité. Mais il est facile d'apprécier les profits que le parti stalinien tira de sa participation au Rassemblement populaire. Nationalement, il installa ses hommes dans tous les bureaux syndicaux, dans toutes les institutions publiques (1), il s'assura des complicités dans tous les partis et associations de gauche. Or en 1934, il semblait voué à une débâcle certaine. Sa participation à l'aventure fasciste du 6 février, le succès de la grève générale du 12 février dirigée par la vieille C.G.T., provoquaient dans ses rangs une redoutable crise de confiance. **Son redressement, son ascension, qui datent de 1935, s'accomplirent sous le signe du Rassemblement populaire.** S'il fut atteint profondément par le pacte Hitler-Staline de 1939, Daladier le sauva en le réduisant à la clandestinité, et la « cohue » du Résistantisme le porta aux avenues du Pouvoir.

Mais ce n'est jamais sur le plan strictement national qu'il faut se placer, surtout lorsqu'on

(1) On en eut la preuve en 1939, lorsque le gouvernement Daladier voulut repérer les communistes dans les administrations. Les listes établies à Paris, adressées aux chefs de tous les grands services ne portaient souvent que des noms d'antistaliniens notoires. Stupidité policière ou... malignité ironique.

veut écrire l'histoire du parti stalinien. C'est en 1936 et 1937 que Staline entreprit l'extermination de la vieille garde bolchevique, de toute opposition communiste à son omnipotence, en Russie et dans le monde entier. Les procès de Moscou, l'assassinat du Poum espagnol auraient isolé Staline et les stalinien, comme les pogroms du Troisième Reich avaient mis Hitler au ban de l'humanité, si la logique interne du Rassemblement populaire n'avait joué contre les antistalinien. Attaquer les stalinien, c'était faire le jeu de la réaction. Attaquer Staline, c'était faire le jeu d'Hitler. Depuis trente ans, nous nous heurtons à cette inconsciente ou criminelle confusion entre le socialisme et le national-stalinisme, entre la Révolution d'Octobre et le régime qui en a liquidé toutes les conquêtes. Il fallut le Rassemblement populaire pour que, lors des crimes les plus monstrueux, cette confusion aboutit au silence de la complicité.

POLE ATTRACTIF POUR LA COHUE

Léon Trotsky dans « la Révolution défigurée » juge comme une tendance spécifiquement petite-bourgeoise la faculté d'attribuer à quelques puissances infernales, facilement incarnées dans un groupe humain, la cause de tous les troubles et de tous les maux.

Le « trotskyste » dans la Russie de 1927 et de 1936 jouait le rôle du Juif dans l'Allemagne de 1933, du Boche dans la France de 1914 et de 1945, de l'Américain dans l'Europe occidentale de 1955.

Or la petite bourgeoisie c'est socialement la cohue, une cohue assez bruyante pour attirer l'ouvrier hors de sa « Bourse du Travail » et l'entraîner dans une agitation facile et consolante. Facile en 1935 de simplifier tous les problèmes provoqués par la crise mondiale de 1930 et la déflation, en inventant le mythe de l'antifascisme. Facile en 1955 de simplifier tous les problèmes provoqués par les discordances dans l'évolution technique et économique et la consolidation du totalitarisme, en jetant les curés en pâture au peuple qui a raison de détester le cléricanisme, qui a tort de ne le voir qu'en robe noire.

Antifasciste, anticlérical, cela va sans dire, observait déjà Marcel Martinet en 1937. Et il est bien vrai que les libertés ouvrières, que les libertés humaines sont menacées par tous les totalitarismes comme par tous les cléricatismes. Ce qui devrait nous inciter — forts d'expériences récentes — à ne pas « défendre Dieu par les armes du Diable », à ne pas assurer la défense des libertés avec le concours d'un parti qui ne vit que par la négation des libertés, qui ne triomphe que par l'anéantissement des libertés.

Nous avons parlé de « négations efficaces ». Il est vrai qu'il suffit de dire **non**, pour rassembler des volontés sur un point strictement localisé. Mais pour être efficace, la négation doit être claire et simple — frapper des choses et non des mots, se justifier par l'obligation d'abattre un obstacle facilement défini, se limiter à cette besogne provisoirement nécessaire, naturellement insuffisante.

Négations efficaces : la mobilisation des républicains, des socialistes et des anarchistes en 1899, contre l'Eglise et l'Etat-Major — l'action pacifiste de 1914 — la grève allemande de 1920 contre le coup de Von Kapp — la grève générale française du 12 février 1934 — la résistance de 1940 au régime de Vichy et au national-socialisme.

En est-il de même aujourd'hui avec la défense laïque ? Utile comme un des aspects du syndicalisme universitaire et de l'action ouvrière, cette

défense peut-elle se présenter aujourd'hui comme primordiale, comme moteur du seul rassemblement possible ?

L'affaire vaut que l'on insiste. Car il s'agit de la thèse officielle du bureau du Syndicat national des Instituteurs. « **Quelles ont été les lignes de force de notre action ? Elles émanent toutes de ce pôle essentiel que constitue notre lutte pour la défense de l'Ecole laïque** » (rapport moral de Denis Forestier, « Ecole libératrice » du 20 mai 1955). Sans doute, après avoir affirmé qu'« **une des étapes de cette dure et longue bataille doit être les élections législatives** », le secrétaire général du syndicat reconnaît-il avec bon sens qu'il ne faut pas céder à des prétentions dépassant les possibilités et l'autorité de son organisation. Mais il ne s'agit là que de tactique et d'opportunité.

Nous avons déjà exprimé nos sentiments et nos idées sur la Défense laïque. Il n'est pas question de condamner l'action du syndicat contre les lois Barangé et Saint-Cyr. Encore moins d'ignorer les prétentions exorbitantes de l'Eglise et de ses défenseurs. Ce que l'on discute simplement, c'est la notion de « pôle essentiel et de lignes de force ».

Car ici justement la négation n'est claire et simple que si l'on sacrifie la complexité des choses à l'abusives résonance des mots. Il est commode d'ignorer le cléricanisme rouge, si les communistes se prononcent, **actuellement**, contre l'Eglise — commode d'ignorer les motifs de leur laïcisme qui s'apparente, en son fond permanent, au nationalisme totalitaire de Hitler et de Déat brisant avec Rome où le Pape représente encore les restes d'un Empire européen.

Commode de négliger la différence entre l'Ouest et le reste de la France — l'Enseignement libre groupant là plus de la moitié de la population scolaire — et ici, à peine le dixième. Ce qui prouve l'importance du facteur économique et social.

Commode de mépriser l'opposition du syndicat chrétien de l'Education nationale aux lois Barangé et Saint-Cyr.

Commode de ne pas apprécier la revendication du syndicat chrétien de l'Enseignement libre qui, en réclamant un statut, renie — involontairement peut-être — les traditions des vieilles congrégations enseignantes dont la hiérarchie sacerdotale utilisait les vocations et l'humilité.

Commode de repousser les travailleurs et les enseignants croyants dont les inquiétudes et les révoltes ébranlent le dogme qu'ils n'osent encore juger.

Commode enfin d'abriter sa propagande sous les plis du drapeau national, de justifier la défense laïque par la nécessité patriotique d'une Ecole d'Etat, au lieu de reconnaître en l'Ecole publique l'institution qui sauvegarde le mieux (tout est relatif) la liberté de l'enfant et du maître.

C'est cette simplification qui nous paraît nuisible et terriblement dangereuse en ses effets. Elle permet aujourd'hui, avec de plus en plus de succès, l'intégration des post-stalinien dans la majorité républicaine. C'est au nom de la laïcité que, lors des dernières élections cantonales, les voix communistes et socialistes se sont souvent associées.

Déjà, une sous-section parisienne des instituteurs réclame le Front unique parlementaire et électoral des socialistes et des communistes. Manifestation sporadique peut-être, mais symptomatique. D'autres aberrations sont encore plus alarmantes.

Au nom de la défense laïque, Christiane Bergé — dans « l'Ecole émancipée » du 21 mai 1955 — proclame « **qu'un instituteur laïque n'a pas le droit moral de pratiquer une religion dont les dirigeants**

combattent son école ». Et cette épuration ne vise pas évidemment les desservants du culte stalinien.

Au nom de la défense laïque, on veut obliger la section des instituteurs de la Loire à quitter le comité de liaison des organisations syndicales où figure la C.F.T.C. — ce qui mettrait fin à une des expériences les plus fructueuses du syndicalisme libre.

Au nom de la défense laïque, on porte une couronne au pied de la statue de la République, on glorifie l'École qui a formé la nation armée de 1914, l'armée victorieuse de 1918.

Proscrire les croyants de l'Enseignement, ce qui introduit la raison d'Etat et l'intolérance à l'école. Proscrire des rassemblements syndicalistes, les travailleurs chrétiens (d'ailleurs minoritaires dans la C.F.T.C.). Renouveler le chauvinisme, c'est bien subordonner l'organisation à l'idée, dissocier la classe, au nom de la cohue. Et l'on renforce naturellement le prestige de la C.G.T. stalinisée, la puissance du parti stalinien qui, clérical en son essence, utilise l'argument nationaliste, parce que sa croissance est fonction de l'abrutissement réactionnaire des masses (2). Il nous en a fallu moins que cela pour pousser un cri d'alarme en 1935.

COHUE DEMOCRATIQUE OU SYNDICALISME DE CLASSE

On me reprochera encore de vider ici mes querelles avec mon syndicat. Il me faut bien parler de ce que je connais et dire ce que d'autres ne disent pas.

Est-ce ma faute si nos camarades du Finistère oublient que leur syndicat a mené **parallèlement**, et avec la même persévérance, de 1919 à 1932, la défense laïque et la lutte contre la bolchevisation des syndicats ouvriers ? Si les camarades du Morbihan oublient que Rollo ne prit la direction de la défense laïque, au Syndicat national, qu'après sa rupture violente et définitive avec les stalinien, que sa fin tragique en déportation acheva par le martyre sa résistance héroïque au totalitarisme rouge et brun ? Si nos camarades de « l'École émancipée » oublient les manifestations de Gilbert Serret contre l'assassinat des militants du Pout, si par antiaméricanisme morbide, ils n'ont pas même signalé la mort de John Dewey qui apporta à Léon Trotsky, en 1937, la caution de son libéralisme équitable et généreux ?

Mais nos censeurs connaissent-ils ce qu'ils me reprochent de souligner ? Ignorent-ils que si j'accorde à mon syndicat une place prépondérante dans ce débat, c'est parce que les instituteurs ont joué et jouent encore un rôle essentiel dans la formation des majorités de gauche ? Les vieux politiciens ne l'ignorent pas. Les stalinien non plus. C'est une spéculation à longue échéance qui leur a fait liquider leur Fédération de l'Enseignement.

Depuis un siècle, et plus nettement depuis cinquante ans, les instituteurs animent l'aile marchante de la petite bourgeoisie démocratique. Tout l'effort du syndicalisme universitaire tendait à les arracher à la cohue, pour les intégrer dans la classe. Leur alignement dans la Fédération des Fonctionnaires marquait une régression. L'autonomisme a fait perdre presque tout le chemin parcouru.

Alternatives d'avances et de reculs que vérifient

(2) Le 11 novembre 1953, le « Mouvement de la Paix », l'Humanité et des députés communistes ont appelé les travailleurs à manifester autour de la statue de Clemenceau.

trois souvenirs. En 1931, le Syndicat national s'engage — l'un des premiers — sur la voie de l'unité syndicale. En 1935, c'est dans ses locaux que l'on enfante et baptise le Rassemblement populaire. En 1938, c'est par son initiative que s'organise la lutte contre la stalinisation des syndicats.

QUI A SUPPRIME OU MENACE LES LIBERTES OUVRIERES ?

La cohue reste nationale, même nationaliste. Elle joue cependant son rôle sur le plan international. La défense laïque se prolonge en la phobie délirante de « l'Europe vaticane ». Pour des raisons complexes, le M.R.P. français s'est prononcé pour la C.E.D., tandis que les survivants du gaullisme rejoignent les stalinien dans la démagogie patriote et germanophobe. Hier, des politiciens catholiques, des leaders de la C.F.T.C. flirtaient avec Thorez, Frachon et leurs lieutenants, cependant que de Gaulle lançait ses troupes contre le séparatisme communiste.

Jeux de princes, intrigues sordides dont on ne peut tirer argument. Mais De Gasperi et Adenauer s'étaient également prononcés pour l'Europe. Alors, pas de doute. C'était un nouveau chapitre du « Juif errant ». Nos Eugène Sué modernes avaient entrevu l'ombre démesurée des Jésuites sur les dossiers de la C.E.D.

Le problème de la politique catholique et celui de l'influence catholique sur la politique ne se posent pas en termes simples sur le plan français. Ils se compliquent encore davantage en s'élevant au plan européen. L'histoire de l'entre deux guerres est riche d'enseignements à cet égard. Les partis socialistes allemand et belge n'ont pas craint de s'associer aux partis catholiques : là contre les menaces hitlériennes, ici contre les grands bourgeois libéraux. Inutile d'insister sur le tripartisme français né à la Libération. Faut-il rappeler aux instituteurs laïques que si les droits constitutionnels de l'Eglise italienne ont été maintenus, c'est grâce à l'alliance des catholiques et des stalinien ?

Sur le plan international, nous refusons de nous joindre à la cohue, qu'elle soit d'inspiration laïque ou pacifiste. Au risque de provoquer encore les sarcasmes de quelques beaux esprits, nous nous en tenons à la plate banalité de notre vieille formule : **la liberté du mouvement ouvrier**. Nous sommes prêts à cohabiter avec tous ceux — quelles que soient leurs tendances — qui sont résolus à ne jamais sacrifier cette liberté aux accommodements de la coexistence et aux nécessités, « provisoires » (! ?), de l'édification socialiste.

Nous faisons nôtre la déclaration formelle de la « Sveriges Arbetare Centralorganisation », la centrale syndicaliste libertaire suédoise qui affirmait en 1942, face à la menace hitlérienne :

« Pour la classe ouvrière, il ne peut pas être indifférent que le nazisme allemand puisse imposer à toute l'Europe un système de régime totalitaire, par lequel tout mouvement ouvrier et socialiste serait écrasé. L'organisation s'engage à ne pas commettre d'actes qui pourraient affaiblir la résistance contre l'invasion par une puissance fasciste. »

Et qui le confirmait, en son congrès de 1953... « non pour des motifs patriotiques, mais bien pour protéger des conquêtes démocratiques concrètes... Le syndicalisme libertaire prend sans hésiter le parti de la démocratie dans la lutte contre toute forme de dictature. Cela est valable aussi pour le cas où le despotisme d'Etat franchirait les frontières nationales, pour étendre son domaine autoritaire. »

ETES-VOUS NEUTRES DEVANT LES CRIMES ?

Mais le Front unique de 1955 impose les mêmes servitudes que celui de 1936. Et là encore, l'autonisme des instituteurs, pour maintenir son unité organique, a depuis 1948 — et même antérieurement — appliqué la consigne du silence.

Hors quelques initiatives limitées — dans la Loire et dans la Seine, en particulier — on n'a jamais débattu des tendances et des aspects de l'enseignement totalitaire (3). Toute une documentation a été offerte aux militants autonomes, qui l'ont appréciée, dans la pénombre des conversations privées, et ne l'ont guère utilisée dans les séances publiques.

Ne revenons pas sur les vieilles histoires (!) des procès de Moscou et de Barcelone. Il est peut-être normal, après tout, qu'un régime se débarrasse d'ennemis résolus et incorruptibles. Et si l'on peut sans crainte écraser MacCarthy, c'est que ce chasseur de sorcières n'a même pas été capable d'empêcher la parution quotidienne à New-York du communiste « Daily Worker ».

Quant aux camps de concentration, au travail forcé... ce sont les douloureuses obligations de la construction du socialisme ! On ne va tout de même pas « chercher des poux dans la tête du communisme », alors qu'on a tellement besoin des communistes pour sauver l'Ecole laïque !

Mais les autres... les innocents, les populations qui sont résignées à la servitude... leur sort ne vous touche-t-il pas plus que celui des Japonais et des Grecs victimes des tremblements de terre, et des Indiens victimes de la famine ?

Le gouvernement stalinien a-t-il ordonné en 1945, dans les territoires annexés, des déplacements de population aux conséquences meurtrières ?

Est-il vrai que le même gouvernement a « liquidé » des minorités nationales, allemandes, juives ou musulmanes ? (4).

Est-il vrai que pendant la guerre civile en Grèce, 13.000 ou 25.000 enfants (selon les estimations) ont été arrachés à leurs familles et déportés dans les démocraties populaires ? (5).

Et le problème des réfugiés... de ceux qui ont

(3) Les défenseurs de l'Ecole laïque ont-ils lu seulement le livre de nos amis Lazarévitch sur « L'Ecole soviétique » ? Dommage, s'ils ne l'ont pas fait ! On y trouve même des détails presque comiques. Ainsi l'organe officiel des ministères de l'Education nationale reprochait, le 18 février 1953, à un instituteur dont le nom est donné d'avoir omis au cours d'une leçon sur les tribunaux soviétiques « d'évoquer les médecins assassins qui s'étaient vendus aux impérialistes pour des dollars et des livres sterling ».

Deux mois plus tard, l'instituteur aurait dû évoquer : « les ignobles dénonciateurs et tourmenteurs des médecins innocents, injustement condamnés ».

(4) Le 28 août 1941, les 800.000 habitants de la République allemande de la Volga (descendants de colons installés depuis Catherine II) furent déportés en Asie centrale. En 1944, déportation de la population entière de Crimée, de la République caucasienne Tchetchen-Ingoushe. En janvier 1944, la population entière de la République des Kalmouks fut envoyée en Sibérie, y compris les soldats qui combattaient sur le front (Michel Collinet : **L'Union soviétique et les minorités nationales**). Il faudrait mentionner aussi les massives déportations accomplies dans les Etats baltes et en Ukraine, après... leur libération !

(5) Il y a deux ans, Lavergne, secrétaire de la Fédération autonome, avait promis d'étudier la question... Peut-être apprend-il le grec, afin de comprendre directement les témoignages ? C'était en pleine agitation laïque pour la défense des enfants Finaly, arrachés à l'Eglise catholique pour être livrés au sionisme palestinien.

passé le rideau de fer, en Allemagne (6), en Tchécoslovaquie, en Hongrie... de ceux qui sont passés de Corée du Nord en Corée du Sud... même de ceux qui fuient en direction du Viet-Nam du Sud ?

N'est-ce pas là une sorte de plébiscite ou de Gallup ? La fuite ne vaut-elle pas les votes les plus formels ? Quel est le nombre de fuyards, de réfugiés ? A quelles classes sociales appartiennent-ils ?

Et cette minorité massive et audacieuse, qui a tout sacrifié et risqué la mort, n'est-elle pas révélatrice de l'état d'esprit des majorités qui ne restent que parce qu'elles n'ont pas le courage de fuir ?

Voilà des questions qui troubleraient, si on les entendait, l'unité factice de la cohue et l'harmonie des agapes autonomes. Le plus simple est évidemment de feindre la surdité. Mais on entend ce que l'on n'écoute pas, ce que l'on ne veut pas entendre.

Roger HAGNAUER.

(6) Actuellement, 10 millions de réfugiés en Allemagne occidentale. On évoquera l'émigration française en 1792, l'émigration russe en 1917, 1919. Mais c'est là justement l'essentiel. Ceux qui furent les démocraties populaires sont-ils des adversaires politiques, des ennemis de classe, des aventuriers... ou des ouvriers, des paysans, des intellectuels ? Il doit être facile de répondre pour nous confondre. Un peu plus difficile de confirmer nos informations...

Traduction de la polémique C.G.T.

Dans cette discussion d'avant congrès qui fleurit plus au *Peuple*, bi-mensuel sans lecteurs de la C.G.T., que dans les assemblées syndicales, c'est Alain Le Léap qui nous semble avoir la position « juste ». Il écrit en effet (le *Peuple* du 10 mai) : « Je suis de ceux qui pensent que laisser supposer aux travailleurs qu'il serait possible, dans la situation politique actuelle, d'améliorer leur situation par l'élaboration d'un programme complet et l'orientation de nos efforts vers la mise en application de ce programme, est purement illusoire. » Voilà donc Le Léap d'accord avec Benoît Frachon pour la période présente, et prêt à marcher avec Le Brun, si la situation politique se transforme.

Nul ne peut s'illusionner en effet sur les raisons d'un changement de programme à la C.G.T. — sauf bien entendu les intellectuels hautement spécialisés. Si la direction confédérale décide de patronner un plan de réformes ou si elle veut lancer des mouvements de grèves revendicatives, c'est en tant qu'élément d'un dispositif politique établi non par les syndiqués de la C.G.T., mais par les stratèges de l'appareil international. Les membres de la C.G.T. n'existent que dans la mesure où ils n'appliquent pas les consignes de leur Bureau confédéral, ou font exactement le contraire de ce qui leur est demandé, mais ils n'ont aucune prise sur l'orientation officielle de leur centrale. Les raisons d'un virage peuvent être trouvées au Kremlin, dans la sourde bagarre entre clans se disputant le pouvoir sur et dans l'appareil, caractéristique de la présente période d'interrègne, mais elles ne peuvent être cherchées dans les opinions des adhérents.

Le choix d'une tactique est cependant présenté publiquement. Léon Mauvais, Henri Reynaud et, plus modérément, Benoît Frachon, déclarent que la revendication est seule valable, que les grèves doivent poursuivre des buts immédiats, que le capitalisme est irréformable, que les modifications de

structure n'ont rien apporté à la classe ouvrière. Tactique d'agitation et d'opposition donc. Tactique reflétant sur le plan syndical les « thèses » de Maurice Thorez sur la paupérisation absolue des travailleurs. Tactique correspondant aux vues des dirigeants russes qui, dans le domaine international, jugent la solidarité atlantique encore solide. Le Brun et Rouzaud, qui ont donné toutes les marques d'une parfaite discipline jusqu'à ce jour et ont avalé les couleuvres les plus grosses, prétendent que l'amélioration de la condition ouvrière ne peut être poursuivie que si des mesures générales intéressant l'économie sont simultanément appliquées. Ce qui signifie que semblable politique est possible actuellement ou dans un proche avenir, et qu'elle peut résulter d'une opération politique en cours. Autrement dit, qu'un gouvernement qui bénéficierait soit de la participation, soit du soutien, soit d'une bienveillante neutralité de la part de la C.G.T., est pensable. Et il n'est pensable pour des dirigeants cégétistes que si les dirigeants russes l'acceptent, le jugent utile. Donc si ce gouvernement offre des garanties pour les problèmes internationaux, par un retrait plus ou moins accentué de la coalition atlantique, par un rapprochement avec l'Est. Autre perspective ouverte suivant certains dirigeants russes, lesquels estiment que la neutralisation de l'Europe Occidentale est en bonne voie.

Deux séries de faits nous conduisent à croire que le choix devant lequel se trouve placée la C.G.T. exprime l'alternative offerte à l'U.R.S.S. dans sa politique extérieure. La première se place en Italie, où un plan de redressement économique

fut également lancé en 1953 par la C.G.I.L. de Di Vittorio, puis brusquement abandonné quand il apparut que le gouvernement italien s'en tenait fermement à une politique atlantique. Actuellement, le P.C. se tient en marge et attend du parti de Nenni qu'il monte une opération « centre gauche », sur un programme gouvernemental social, mais dont la signification en politique extérieure serait claire : abandon du projet de la « petite Europe », participation à la détente. L'autre concerne le ton et le type d'argumentation utilisée par les leaders communistes contre une possible relance mendésiste. La violence des attaques dirigées contre Mendès contraste avec la grisaille des critiques concernant Edgar Faure ou Antoine Pinay. L'énergie déployée par l'appareil communiste à contrer Mendès suggère qu'il s'agit d'une lutte qui dépasse singulièrement les habituelles « prises de position » et qui prend l'allure d'un règlement de comptes entre candidats à une politique suggérée par les Russes. Quand François Billoux insiste sur le fait que le Parti est le premier parti de France, s'adresse-t-il à l'opinion française ou aux tireurs de ficelle soviétiques ?

La carte du pire — échec de la manœuvre soviétique et durcissement de la politique communiste dans les pays de l'Europe occidentale — et la carte optimiste — détente et conquête de l'intérieur — ne sont pas encore jouées. Elles dépendent non de Frachon ou de Le Brun, mais d'une décision russe. Nous sommes à la veille d'un virage. Soyons convaincus qu'il sera pris avec l'habituelle discipline, Frachon et Le Brun fraternellement unis.

Louis MERCIER.

L'UTILISATION PACIFIQUE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

Dans la R.P. de novembre dernier, sous le titre : « La fin de l'humanité ? », J. Péra attirait l'attention sur le danger des radiations, même utilisées à des fins « pacifiques ».

Il nous semble intéressant de verser au dossier de cette question la lettre qui a été récemment écrite à un rédacteur de la revue anglaise Contemporary Review par F. Soddy, qui fut un des premiers pionniers de la physique atomique, celui qui, peu après la découverte du radium, établit, avec Rutherford, le fait de la transmutation des atomes, avec dégagement d'énergie. Voici donc la traduction de cette lettre :

Cher monsieur Maxwell,

En réponse à votre demande de vues indépendantes sur les dernières propositions du gouvernement tendant à commencer la construction de douze centrales atomiques dans ce pays, au cours des toutes prochaines années, je vous dirai que je regarde cela comme une folie.

Les Anciens disaient que les dieux rendent fous ceux qu'ils veulent perdre, et, bien avant même que l'énergie atomique n'ait encore été artificiellement libérée, H. G. Wells dépeignait la civilisation scientifique de son temps comme revenant à présenter une caisse de revolvers chargés à un Malais courant l'amok.

Mais cette dernière nouvelle soulève toute la question de savoir si un pays gouverné comme nous le sommes peut espérer survivre aux périls auxquels il a à faire face. Nous avons abondance d'assurances endormeuses nous affirmant que ces centrales ne peuvent affecter ni le temps ni la santé, alors que ce dont il y aurait besoin serait une flotte d'avions, maniés par des observateurs impartiaux et compétents,

pourvus d'instruments mesurant la radioactivité, et qui détermineraient l'étendue de la pollution de l'atmosphère aux environs de ces usines.

Il est vrai que nous voyons les grandes cheminées de Sellafield qui figurent sur la couverture de **Atomic Factories** reproduites par un journal du dimanche avec l'insidieuse mention que les filtres qui sont placés en haut des cheminées empêchent le départ des moindres traces de corps radioactifs, chose qui, pour un chimiste, apparaît comme un tour de force impossible, et qui fait se poser à quiconque cette question à laquelle il est impossible de répondre : pourquoi, si les filtres ont une telle efficacité, a-t-on gaspillé notre argent à construire ces hautes cheminées ?

Le public serait beaucoup plus convaincu que tout est bien si quelques-uns de ceux qui font de telles déclarations étaient envoyés au haut des cheminées pour montrer qu'ils y peuvent continuer à respirer et à vivre.

Frederick SODDY.

22 février 1955.

Notes d'Economie et de Politique

POLITIQUE

VIENNE, BASTION DE L'OCCIDENT A TENU

Vienna doit être évacuée par les Russes avant le 31 décembre ; événement d'importance capitale, car, en quittant Vienne, c'est la porte de l'Occident que la Russie abandonne.

Durant plus d'un millénaire, le rôle de Vienne, et de ce couloir autrichien dont elle assure la garde, a été fondamental dans la défense de l'Occident contre l'Orient.

L'Europe d'aujourd'hui, la « petite Europe » comme l'on dit parfois, mais qui, en réalité, forme à elle seule toute l'Europe véritable, suit très exactement les limites de l'empire de Charlemagne.

Tout comme à la mort du dernier empereur d'Occident, sa frontière orientale est protégée, au nord, par un grand fleuve, l'Elbe, que prolonge son affluent la Saale ; au centre, par une chaîne de montagnes, les monts de Bohême, qui la séparent de la plaine tchèque, et, enfin, au sud, par le massif des Alpes, finissant à l'Adriatique.

Mais cette ligne de défense naturelle présente une grave fissure : la vallée, large d'une quarantaine de kilomètres, par laquelle le Danube s'insère entre les monts de Bohême et les Alpes, et qui conduit directement de la plaine hongroise au plateau bavarois, cœur de l'Europe.

Aussi, Charlemagne avait-il fait de l'Autriche une « marche », la « marche orientale », chargée d'interdire le passage et y avait-il même transplanté, pour en assurer la garde, une tribu de Francs, guerriers d'élite.

Depuis ces temps lointains, l'Autriche n'a cessé de remplir son rôle de « marche » et de le remplir efficacement : le corridor n'a jamais été forcé, aucun peuple venu d'Orient n'a pu le franchir.

Les Hongrois ont bien, au X^e siècle, poussé quelques raids au-delà, mais lorsqu'ils se sont établis à demeure, ils n'ont pu s'installer qu'aux abords du corridor ; plus tard, lorsqu'au XIII^e siècle les Mongols eussent défait, dans les plaines polonaises, à la fois Slaves et Teutons, et qu'ils eussent pris par le couloir morave la direction de l'Autriche, ils reculèrent, sans attaquer, à la vue des murailles de Vienne et s'arrêtèrent définitivement dans leur course vers l'Occident ; enfin, lors de la dernière invasion asiatique, celle des Turcs, Vienne fut à deux reprises assiégée, aux XVI^e et XVII^e siècles, par la valeureuse armée ottomane, mais, les deux fois, les Ottomans durent lever le siège et, en ce même point, s'arrêta, pour eux aussi, la poussée vers l'Occident.

Aujourd'hui, c'est également une armée venue de l'Est qui a voulu s'emparer de la clef de l'Europe, mais voici qu'après dix ans de siège, de siège « intérieur », les Cosaques sont obligés, tout comme les Janissaires de Soliman le Magnifique, de lever le siège et de laisser l'Europe poursuivre son propre destin.

Événement capital, je le répète, événement aussi capital pour l'histoire de nos pays que l'arrêt, jadis, en ce même lieu, des invasions mongoles et turques.

Grâce au fait que Vienne a toujours tenu, l'Europe a toujours été préservée... L'Europe, c'est-à-dire la synthèse germano-latine qui s'est constituée au cours de ces premiers siècles de notre ère durant lesquels Romains et Germains furent en contacts continuels, pacifiques ou guerriers, mais se brassant continuellement aussi bien par les uns que par les autres, ce qui a abouti à faire ce nouvel homme, l'Occidental, destiné à reprendre le flambeau de la civilisation gréco-latine et à la porter vers de nouveaux sommets.

MAIS... HAIPHONG EST EVACUE

Par l'abandon de Vienne, l'Occident est donc, au moins provisoirement, sauvé. La terrible menace qui pesait sur lui du fait de l'occupation partielle du corridor autrichien par une armée venue d'Orient va disparaître.

Mais le jour même où le traité de Vienne était signé, les troupes françaises, par une remarquable coïncidence, évacuaient Haiphong et le Tonkin. Autrement dit, l'Occident abandonnait sa dernière emprise sur l'Asie. Un continent dont il s'était assujéti les parties les plus riches depuis des siècles lui échappait définitivement. En Europe, l'Orient abandonnait sa course vers l'Occident, mais en Asie, l'Occident reculait de milliers de kilomètres devant l'Orient.

Ainsi donc, chacun rentre dans ses limites naturelles, revient à ses territoires originels, l'Europe aux frontières de Charlemagne et l'Asie à sa situation d'avant Vasco de Gama.

A l'échelle des siècles, la poussée de l'Europe vers l'Est n'aura été qu'éphémère. Le *Drang nach Osten*, comme l'appellent les Allemands, qui débuta aux débuts du second millénaire de notre ère avec les Croisades germaniques contre les « païens » de l'Oder et de la Vistule, qui se poursuivit par la formation de l'empire austro-slavo-hongrois, qui atteignit son point culminant en 1918 avec la dissolution de l'empire ottoman, et dont le dernier terme fut Stalingrad, a eu ses résultats emportés comme fétus de paille par la constitution du grand empire slave que la Russie a amené jusqu'aux rives de l'Elbe et à la porte des Alpes.

Quant à la poussée non plus seulement vers l'Orient, mais vers l'Extrême-Orient, qui avait, elle, débuté au XVI^e siècle, au lendemain du jour où les Portugais eurent doublé le cap de Bonne-Espérance, et dont les Européens croyaient bien que le dernier acte consisterait dans l'occupation de la Chine, elle a été également réduite à néant en quelques années à peine, aussitôt que l'Angleterre a été obligée de quitter l'Inde.

Tous les gains que l'Occident avait mis une dizaine de siècles à réaliser se sont effondrés subitement comme un château de cartes. Preuve de leur fragilité.

Par contre, en allant vers l'Ouest, l'Europe a obtenu des résultats qui seront sans aucun doute beaucoup plus durables. Ce n'est pas à tort que Christophe Colomb est regardé par tous les peu-

ples d'Occident comme leur grand héros. En se substituant aux populations indigènes d'Amérique, détruites, dans les zones tempérées et en se mêlant à elles dans la zone tropicale, les Européens ont incorporé l'Amérique à l'Occident. A l'Est, l'Occident se termine, aujourd'hui, à l'Elbe, comme sous Charlemagne, mais à l'Ouest, il se termine, non plus à l'Atlantique, mais au Pacifique.

Tel est pour la civilisation occidentale le résultat net de mille ans de conquêtes : une marche vers l'Est qui se solde finalement par zéro, une marche vers l'Ouest qui lui a permis de s'enraciner sur des territoires vingt fois grands comme son lieu de départ, et qui lui fournissent présentement le plus clair de sa force à tous points de vue ; ce n'est, en particulier, qu'à la force de l'Amérique que l'Occident européen doit l'évacuation de Vienne et de pouvoir continuer à se maintenir dans ses anciennes limites.

Mais ce retour au « chacun chez soi », caractéristique essentielle des années présentes, n'est-ce point simplement la condition préalable nécessaire à la réalisation d'une unité mondiale, d'une communauté universelle des nations à laquelle chacune d'elles participerait sur un pied d'égalité ? Qu'il doive en être ainsi, c'est là notre plus ferme espoir.

A SAIGON SECONDE DEFAITE DE LA FRANCE

A Saïgon la France vient à nouveau de se faire battre à plate couture par les Américains. Car, — personne, je pense, n'a pu s'y tromper — dans la bataille qui a ensanglanté, plusieurs jours durant, les rues de Saïgon et de Cholon, c'étaient les Français et les Américains qui se battaient. Ils se battaient par personnes interposées, les Bing-Xuyen pour les Français et l'« armée nationale » vietnamienne pour les Américains.

On se rappelle qu'à l'automne dernier, une première passe avait eu lieu entre les deux adversaires (1). C'était alors la France qui contrôlait l'armée « nationale ». Elle la contrôlait par le truchement du chef d'état-major Van Hinh. Or celui-ci, à l'instigation de ses maîtres français, s'était mis en état de rébellion presque ouverte contre le premier ministre Diem, créature américaine. Mais... le dollar veillait.

Pour protéger leur homme, les Américains commencèrent par acheter les sectes caodaïstes et Hoa-Hao qui avaient fait cause commune avec le chef d'état-major (2), puis ils exercèrent sur Paris une pression suffisante pour obliger le gouvernement Mendès à lâcher à son tour Van Hinh qui dut donc, bon gré mal gré, abandonner ses fonctions et s'exiler en France. Du coup, la France perdait le contrôle de l'armée.

La France avait ainsi perdu la première manche.

Mais Faure voulut réussir là où Mendès avait échoué, et ce fut alors la seconde manche.

Etant parvenus à reconstituer le front uni des sectes, les Français les lancèrent à nouveau contre Diem, mais, bientôt, caodaïstes et partie des Hoa-Hao firent de nouveau défection. Ce fut alors un jeu pour Diem, disposant depuis six mois du contrôle de l'armée, d'écraser les Bing-Xuyen qui, seuls, comme lors de la première

(1) Voir la « R. P. » d'octobre 54 : « Au Vietnam, qui tirera les ficelles ? »

(2) 20 millions de piastres pour un seul général, celui qui devait trouver la mort à Saïgon dans les combats du mois dernier.

manche, étaient demeurés fermes, du côté de la France. Les Bing-Xuyen furent donc vaincus.

Et la France avec eux. La France qui les avait soutenus jusqu'au bout, aussi bien localement, en interdisant l'entrée de l'armée vietnamienne dans les quartiers où les Bing-Xuyen avaient pu se retrancher le plus fortement, qu'à Paris où Edgar Faure faisait envoyer à Diem par Bao Dai des messages comminatoires et des ordres formels avec lesquels son premier ministre se torchait tout juste le cul. Cependant que la presse française multipliait les communiqués officieux et officiels « prévenant » les Américains du « danger » de leur politique.

Le résultat de cette affaire fut qu'alors que la première manche s'était terminée seulement par l'éviction du chef d'état-major, la seconde manche s'est achevée par l'éviction du « chef d'Etat » lui-même, Bao Dai. Ce n'est plus seulement le contrôle de l'armée vietnamienne que la France perd, c'est le contrôle de l'Etat vietnamien lui-même ou tout au moins de ce qui en tient lieu ; et pour parachever le tout les troupes françaises elles-mêmes sont sommées de quitter Saïgon !

La défaite d'Edgar Faure est encore plus totale que celle de son rival Mendès.

Ainsi donc, en Indochine comme ailleurs, l'Amérique est capable de battre la France, ce dont on se doutait bien un peu, mais y sera-t-elle capable de battre les Vietnamiens ? Réussira-t-elle là où la France a échoué ? Parviendra-t-elle à faire du Vietnam, sinon une colonie, au moins un Etat satellite ? Ça, c'est une autre histoire !

EN ALGERIE, LA CHASSE A L'HOMME EST OFFICIELLEMENT OUVERTE

Battu au Tonkin par les Vietnamiens, battu en Cochinchine par les Américains, vaincu sans combat aux Indes par les disciples de Gandhi, obligé de céder en Tunisie devant le terrorisme et le fellagisme, l'Etat français, fou de rage, a décidé de tourner sa fureur contre ceux de ses ennemis qui lui semblent les plus faibles, et qui, ô ironie ! sont, eux, des citoyens français.

Par la bouche de son ministre de l'Intérieur, le très « républicain » Bourghès-Maunoury, le gouvernement du non moins « républicain » Edgar Faure vient de priver tous les musulmans d'Algérie qui, comme chacun sait, sont des « Français » depuis Napoléon III et des « citoyens français » depuis la IV^e République, du droit imprescriptible d'être jugés avant d'être exécutés.

Tous ces immondes jésuites qui en ont plein la bouche des « Droits de l'Homme » et de la « civilisation française » ont osé affirmer publiquement que tout Algérien pris les armes à la main serait exécuté « sur-le-champ ».

Sur-le-champ, donc sans jugement !

Le crime vient d'être ainsi officiellement légalisé. Les garanties judiciaires accordées jusqu'ici à tout individu, quel qu'il soit et quel que soit son crime, dans tous les pays civilisés, ont été rayées d'un trait de plume, par simple décision gouvernementale. La loi de la jungle vient d'être par là officiellement décrétée. Tout Européen, qu'il soit militaire ou civil, pourra tuer tout « bicot », uniquement d'après son propre jugement. Nous avions connu avec Hauteclouque les résidents maîtres-chanteurs, nous connaissons maintenant avec Bourghès-Maunoury les ministres assassins.

Qu'une telle monstruosité puisse se produire dans un pays qui se glorifie d'avoir fait la Révolution de 89, cent cinquante ans seulement

après celle-ci, est la pire condamnation qui puisse être prononcée contre ce pays ; et qu'elle puisse être publiée à son de trompe sans que personne ne s'en émeuve, ni hommes politiques, ni juristes, ni « intellectuels », ni simples citoyens, est la preuve de l'irréparable déchéance intellectuelle et morale du peuple français.

Car la valeur d'un peuple se mesure à son respect du Droit.

ÉCONOMIE

LA PRODUCTION A AUGMENTÉ DE 71 % DEPUIS 1938 VOS SALAIRES ONT-ILS AUGMENTÉ D'AUTANT ?

Revenons encore, par une simple question, sur ce mensonge du niveau des salaires qui serait fonction de la production.

Le gouvernement a fait claironner partout qu'en mars dernier l'indice de production français avait atteint un niveau record : 171, contre 100 en 1938.

Ce qui veut dire que la production française a augmenté de 71 % par rapport à 38. Donc, si les salaires étaient fonction de la production, si à tout accroissement de celle-ci correspondait un accroissement comparable des salaires, le niveau de vie du travailleur français aurait dû s'élever sinon de 71 %, au moins de 66 %, pour tenir compte de l'augmentation de la population depuis 38. Ce qui veut dire que chaque ouvrier devrait avoir de quoi aujourd'hui s'acheter 66 % de produits de plus qu'en 1938 !

Est-ce le cas ? — Tout le monde sait bien que non ! Tout le monde sait que, loin de pouvoir vivre plus de la moitié mieux qu'en 1938, l'ouvrier vit moins bien aujourd'hui qu'alors.

C'est donc bien, avant tout, non du montant de la production, mais de sa répartition que dépend le plus ou moins grand bien-être du travailleur.

Or cette question de la répartition est — faut-il le redire encore ? — uniquement une question de force.

En 38, avec une production qui n'était même point les deux tiers de celle d'aujourd'hui, l'ouvrier français vivait mieux qu'aujourd'hui, parce qu'avant 38, il y avait eu 36, et qu'en 36, les travailleurs s'étaient emparés des usines, n'acceptant de les rendre qu'après que les patrons eussent accepté leurs conditions. Et si, en 55, malgré un travail exténuant, l'ouvrier français vit mal, c'est que voilà plus de près de 20 ans qu'il n'y a pas eu de 36.

IMPOT SUR LE REVENU OU IMPOT SUR LE CAPITAL ?

Que seule la force compte, cela n'est pas vrai seulement pour la lutte de classes proprement dite. Cela est vrai également dans les conflits d'intérêts qui mettent aux prises les diverses fractions de la bourgeoisie à propos de la répartition de la plus-value. Nous venons d'en avoir un nouvel exemple avec le mouvement Pujade. Car le mouvement Pujade a eu au moins le mérite de montrer à ceux qui tentaient de l'oublier que seule, en tous domaines, l'action di-

recte est efficace. Ce qu'on appelle fort justement le mouvement Pujade fut, en effet, un mouvement d'action directe, d'action directe contre l'Etat, et le résultat, presque immédiat, en a été que les commerçants vont avoir à payer quelques dizaines de milliards d'impôts de moins.

Les anciennes organisations de commerçants sont — comme le sont maintenant hélas ! aussi, la plupart des organisations syndicales ouvrières — des organisations bien sages, presque officielles, proscrivant toute action directe, aussi bien le mot que la chose, se contentant, en fait d'action, de parlementer et de banqueter avec les ministres. Naturellement, elles n'obtiennent jamais rien, si ce n'est de bonnes paroles ; Pujade, lui, n'a pas parlementé, il a agi, il a agi « directement », et il a obtenu quelque chose. Puissent ceux qui ont la charge de la lutte ouvrière s'inspirer de son exemple ! L'action directe, loin d'être « périmée », comme disent tous nos assagis, garde toute sa vertu.

Mais, venons-en à ce qui a été l'objet du dit mouvement : l'impôt sur le revenu. Car, en somme, bien qu'on ne le dise point, bien qu'on prétende qu'il ne s'agit que d'une question de « modalités », d'« aménagements » et de « contrôles », c'est bien, en fait, l'impôt sur le revenu dans son principe même qui est en cause.

Cela n'étonne point, car l'impôt sur le revenu a deux vices fondamentaux.

Le premier consiste en ce que cet impôt est ce que l'on pourrait appeler « injuste ». Voici, en effet, deux chefs d'entreprise, gérant des affaires de même nature, disposant de capitaux d'égale importance, bref, tout à fait comparables économiquement et financièrement. Mais l'un gère bien son affaire et fait de gros bénéfices ; l'autre gère mal la sienne et joint tout juste les deux bouts. Il s'ensuit que, du fait précisément de son savoir-faire, le premier va se trouver pénalisé par rapport au second, car son revenu étant supérieur à celui du second, il devra payer plus d'impôts, et comme l'impôt sur le revenu est fortement progressif, il se peut que son bénéfice net, une fois les impôts payés, soit à peine supérieur à celui de son collègue malhabile. Une conséquence en sera que, ne voulant pas « travailler pour le fisc », il ne cherchera pas à développer ses affaires — peut-être même les réduira-t-il — chose qui n'est point favorable au développement de l'activité économique.

Le second vice de l'impôt sur le revenu, d'ailleurs lié au premier, provient de ce que, dépendant du revenu, l'impôt dépend de la gestion de l'affaire, c'est-à-dire de tous les détails journaliers qui constituent la vie même de l'affaire, si bien que, pour vérifier le revenu, il faut vérifier tous ces détails, scruter toute la comptabilité, de telle sorte que le fisc, s'il veut réellement faire son métier, doit connaître à fond toute l'affaire, ce qui est pour le moins, évidemment, fort désagréable à son propriétaire ; c'est presque comme avoir un policier chez soi !

Ces deux vices, qui sont inséparables de tout impôt sur le revenu, disparaîtraient avec un impôt qui serait basé non plus sur le revenu, mais sur le capital.

Avec un impôt dépendant du capital qu'un individu (ou une société) possède, et non du revenu qu'ils en tirent, l'injustice que nous avons dite disparaîtrait, car deux industriels, par exemple, qui disposeraient d'un même capital, paieraient autant d'impôt l'un que l'autre, même si l'un fait beaucoup moins de bénéfice que l'autre. Et cela favoriserait l'éviction des incapables.

En second lieu, un capital, à la différence d'un revenu, est une chose qui se voit facilement, c'est quelque chose qui existe matériellement et qu'on

peut donc constater sans aller fureter dans les livres. Le capital d'un industriel, par exemple, ce sont des bâtiments, du matériel, des marchandises, des ouvriers, toutes choses qu'il est infiniment plus facile de constater et de vérifier, sans se livrer à des enquêtes « inquisitoriales », que des bénéfices.

L'impôt sur le capital, ou, pour parler plus exactement, l'impôt d'après le capital, impôt qui peut parfaitement être progressif tout comme l'impôt sur le revenu, et qui fut naguère le cheval de bataille des socialistes en même temps qu'il était honni par la bourgeoisie (sans doute uniquement à cause de son nom !) se trouve ainsi tout indiqué pour être substitué à l'impôt sur le revenu, si l'on veut faire une réforme fiscale vraiment sérieuse.

Il est d'ailleurs à remarquer que le plus ancien des grands impôts et que la forme la plus récente de l'impôt « sur le revenu », sont, en réalité, des impôts sur le capital.

L'impôt foncier, le vieil impôt foncier, qui constituait l'ossature des impôts français jusqu'en 1917 et qui demeure le principal impôt communal, n'est autre, en effet, qu'un impôt sur le capital, puisqu'il est basé sur la grandeur et la nature des terres que l'on possède. Or, les terres, c'est bien du capital !

D'autre part, le système du forfait, que l'on vient d'étendre considérablement, à la suite de l'action des poujadistes, pour la détermination des revenus industriels et commerciaux, revient, en fait, à substituer le capital au revenu, comme base de l'impôt. Car, comment déterminera-t-on le forfait ? Non d'après le revenu, puisqu'il s'agit précisément d'éviter d'avoir à vérifier celui-ci, mais d'après l'importance de l'affaire. Pour décider du forfait à appliquer, le contrôleur ne pourra se déterminer que d'après ce qu'il pourra voir ; dans le cas d'un boutiquier par exemple, la grandeur de sa boutique, l'importance de son installation, l'achalandage, le prix du loyer, le nombre d'employés, etc., toutes choses qui sont du capital. L'impôt « sur le revenu », quand il est forfaitaire se transforme donc bien, en fait, en un impôt sur le capital.

La persistance d'un impôt sur le capital aussi caractérisé que l'impôt foncier, trente-huit ans après sa suppression de principe (il ne devait subsister comme impôt communal et départemental que « provisoirement »), la transformation de plus en plus poussée de l'impôt sur le revenu en un impôt basé sur le capital sont peut-être la meilleure preuve des qualités que présente l'impôt sur le capital.

Il conviendrait donc, si l'on veut réellement, encore une fois, faire une réforme fiscale sérieuse et profitable, de supprimer carrément l'impôt sur le revenu et d'établir à sa place l'impôt sur le capital. Cela exigerait, évidemment, l'établissement d'un cadastre industriel et commercial, tout comme il a été nécessaire d'établir le cadastre des terres pour cet impôt sur le capital qu'est l'impôt foncier, mais la confection d'un tel cadastre ne semble pas plus difficile que celle du cadastre foncier. Cadastre que l'on tiendrait naturellement à jour par des révisions périodiques, tous les cinq ans par exemple.

Mais, qui aura le courage et l'envergure nécessaires pour entreprendre une telle œuvre ? Qui osera braver la colère aveugle qui s'empara de tous les capitalistes, petits et grands, à la seule pensée qu'on veuille toucher, ou paraître vouloir toucher, à ce qui est pour eux la chose sacrée par excellence, le capital ! — Même si cela est dans leur intérêt !

R. LOUZON.

Poème malgache

Toi que les dieux ont élu
Pour que ruissellent de chants nos sources
Et vibrent de sèves nos forêts
Pour qu'arides ou herbeuses
Nos montagnes soient des montagnes

Pour que terre soit la terre
Ferveur nos souffles
Fidélité nos cœurs

Hommes nos hommes,
Du plus profond de ton âme
Du plus tumultueux de ton sang
Du plus clair de tes rêves
Du plus orageux de tes désirs
Du plus intense de tes incantations

Ah ! jaillir la puissance de ta foi
Le cri de leur délivrance,
Tu parleras,

Tu parleras la langue de ta pureté
Pour ceux dont la vie est emmurée
Et la vie suspendue.

Tu parleras la langue de ton innocence
Pour ceux que l'on écrase de colonnie
Jusqu'à ce que leur peau en exsude.

Tu parleras la langue de la justice
Pour ceux dont on aveugle la vue
Au fer des barreaux.

Tu parleras la langue de ton amour
Pour ceux que l'on bat
Pour ceux que l'on étouffe
Pour ceux que l'on torture

Pour les traqués
Tu parleras

Pour les condamnés
Tu parleras

Pour les non-jugés
Tu parleras

Pour les détenus
Tu parleras

Pour les interdits
Tu parleras

Pour les sans défense
Tu parleras

Pour ces milliers d'êtres morts parmi les morts
Que l'on destine à la rage et à la haine
Dans les ténèbres des prisons
Tu parleras

Car tu hais la violence
Tu hais la colonnie
Tu hais le mensonge
Tu hais la haine
Tu parleras

A eux aussi tu parleras.

Tu parleras jusqu'aux confins des mers et des nuits
Afin que vienne le jour
Et qu'à nouveau pour eux
Ruissellent de chants nos sources
Et vibrent de sève nos forêts
Pour qu'arides ou herbeuses
Nos montagnes soient montagnes
Pour que terre soit la terre
Ferveur nos souffles
Fidélité nos cœurs
Hommes nos hommes.

Ton être est parole qui réconcilie avec la vie

PARLE !

Thomas RABANTRA.

(*) Poème écrit par un Malgache en l'honneur de M. Massignon, président du « Comité pour l'amnistie aux condamnés politiques d'outre-mer », après un discours prononcé par celui-ci à Tananarive.

Les mineurs de la Loire en 1880

En 1882, le journal *Le Capitaliste* publiait, sous la signature de Georges Stell, une série d'articles sur la situation des mineurs, en collaboration avec les organisations syndicales.

La Chambre syndicale des mineurs de la Loire, dont le secrétaire était Michel Rondet, dans son assemblée générale du 25 décembre 1882, décida de les réunir en brochure sous le titre « Les cahiers de doléances des mineurs français ».

Nous en publions quelques chapitres avec l'espoir que cette monographie, vieille de près de 75 ans, amènera nos camarades mineurs à dresser un tableau comparatif de la condition des mineurs en 1955, et même nos camarades des autres corporations à prendre une initiative semblable.

Les chiffres donnés partent de statistiques officielles dont G. Stell souligne l'imperfection et dont il a corrigé les erreurs ou les insuffisances avec les renseignements que lui ont fournis les représentants de la Chambre syndicale des mineurs. Certaines pages semblent être la reproduction même des réponses des militants ou des mineurs consultés.

Nous donnerons par la suite des extraits des chapitres sur les syndicats, les caisses de secours, la législation des mines...

U. T.

I. — LE BASSIN HOILLER DE LA LOIRE EN 1881

De nombreux accidents troublent la régularité du terrain ; ce qui le caractérise et en rend l'exploitation difficile, c'est la variabilité des assises. Ici un banc de poudingue se change en grès, là, le grès passe au schiste, ailleurs le schiste fait place à la houille. Les couches de charbon se transforment avec les mêmes caprices dans le sens de leur direction ou le long de leur pente ; la houille devient brusquement tendre ou dure, grasse ou maigre, compacte ou criblée de corps étrangers. Même inconstance dans l'épaisseur des veines ; certains filons se renflent depuis quelques centimètres jusqu'à 10 et 15 mètres, en se ramifiant en quatre ou cinq branches. Il est aisé de comprendre les surprises, les déceptions d'un travail qu'il faut conduire à travers des milliers de failles, de dépressions, de coupures subites. Le savant ingénieur Grüner a mis quarante ans pour établir le cadastre de ce chaos souterrain, et trente-cinq ans, de 1847 à 1857 et 1882, pour en publier la carte définitive.

Sur les 72 concessions de ce bassin de 28.487 ha., 21 étaient abandonnées en 1881. Les 35 mines productives réalisaient 11 millions et demi de francs pour 3.154.806 tonnes, d'une valeur marchande de plus de 48 millions de francs (1).

Les 16 compagnies en déficit ayant dépensé plus de 6 millions pour extraire 400.000 tonnes se trouvaient à découvert de 760.682 francs.

II. — LES EFFECTIFS ET LA PRODUCTION

Les 51 mines en cours d'exploitation ont occupé en 1880 et 1881 :

	Ouvriers du fond	Ouvriers du jour	Total
1880	12.564	5.213	17.777
1881	12.009	5.597	17.606 (2)

(1) Chiffres officiels tirés des états de redevances fournis par les compagnies et qui sont en-dessous des chiffres réels.

(2) En 1880, il y avait 107.200 mineurs en France dont 75.000 au fond, contre 110.800 en 1876 dans les 336 concessions exploitées, dont 71 mines de lignite, extrayant près de 20 millions de tonnes de charbon.

Les accidents se sont répartis comme suit :

	Accidents	Tués	Blessés	Total
1880 ...	124	55	96	151 (3)
1881 (4)	130	38	92	130

Les accidents qui n'emportent pas une gravité immédiate, de simples fractures, des asphyxies sans résultat mortel, des blessures qui n'entraînent qu'une incapacité de travail de 15 jours, 30 jours, 40 jours, ne figurent pas sur ce triste inventaire que les compagnies ont tout intérêt à falsifier.

En 1880, les 17.777 ouvriers employés aux mines avaient reçu 22.342.268 francs de salaires pour avoir extrait une valeur marchande de 54.681.548 francs, prix de 3.591.751 tonnes de charbon lavé et trié. Le mineur touchait donc en moyenne 1.300 fr. 60 dans l'année, soit 3 fr. 56 par jour. Si, d'une part, il faut déduire du salaire payé en numéraire la retenue obligatoire de 2 ou 3 % pour la caisse de secours, les amendes, les impôts, ... le salaire se trouve réduit à peu de chose ; d'autre part, il faut admettre que les célibataires entrent pour 30 % dans la population ouvrière.

Dans l'ensemble du pays, les salaires payés, d'après les chiffres remis par les compagnies aux ingénieurs de l'Etat, arrivent au chiffre de 108.358.817 francs, soit une moyenne de 2,75 par jour (extérieur et employés entrant en ligne de compte), soit compte tenu du charbon gratuit, du service médical, logements à prix réduit, ... un maximum de 4 francs par jour.

Il y aurait toujours, d'après les statistiques officielles, en 1880, un mineur tué par accident sur 570, un blessé sur 100.

Recrutement de la main-d'œuvre

La population des mineurs de la Loire se recrute d'abord sur place, dans les familles qui de tradition sont vouées à ce dur labeur. Les enfants des vieux mineurs, employés d'abord, sous la direction de leurs

(3) Les blessés à la date de l'accident succombent dans la proportion de 2 sur 3. Sur les 151 accidents, 69 proviennent d'éboulements, 15 d'explosions, 12 d'asphyxie, 55 de chute dans les puits.

(4) Statistique préfectorale incomplète.

pères ou de leurs parents à des travaux légers, proportionnés à leurs forces, ils passent ensuite au roulage des charbons, puis, vers 18 ans, sont affectés à la taille et à l'abattage. Leur salaire croît avec leurs services. C'est pour eux qu'il faut réclamer des écoles professionnelles moins rudes que le travail de la mine.

Le personnel des ouvriers se recrute aussi par l'émigration des jeunes gens des départements voisins, surtout de l'Ardèche et de la Haute-Loire, où les travaux agricoles n'offrent pas une rémunération suffisante. Les ouvriers étrangers sont peu nombreux — 1.227 sur 18.000 — presque tous Piémontais, ils se concentrent dans le bassin de Rive-de-Gier comme tâcherons.

Ils travaillent rarement au fond, se chargent surtout des terrassements, ne font pas concurrence aux véritables mineurs et sont reçus avec une sympathie qu'ils ne justifient pas toujours. Les manœuvres du pays leur reprochent de gêner le métier en travaillant à bas prix.

La proportion des ouvriers de toutes catégories entre eux, relativement à leur âge, est la suivante :

De 10 à 20 ans	36 %
De 20 à 30 ans	23 %
De 30 à 40 ans	20 %
De 40 à 50 ans	13 %
De 50 à 60 ans	7 %
Au-dessus de 60 ans	1 %

III. — LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le travail d'extraction dans les galeries souterraines devant se continuer sans interruption, les ouvriers sont répartis en équipes, chaque porion ou chef mineur ayant sous sa direction personnelle un nombre d'hommes qui varie de 50 à 120. Dans certaines mines, on répartit entre trois postes, de 8 heures chacun, les 24 heures de la journée, quand l'arrivée sur le chantier est prompte. Si la descente est lente, la mine profonde, on divise la journée en deux relais de 12 heures et l'équipe diurne alterne avec la nocturne par huitaine ou par quinzaine, ce qui oblige l'équipe libérée à terminer par une séance de 18 heures.

En général, le travail se distribue comme suit :

L'équipe d'extraction, dite de la coupe du charbon, composée de piqueurs, travaille de 5 heures du matin à 2 heures du soir sans interruption; les hercheurs, rouleurs et conducteurs continuent le chargement et l'enlèvement du charbon jusqu'à 3 heures et demie.

La deuxième équipe, dite de coupe à terre, descend à 3 heures et remonte à minuit; elle déblaie les galeries, étançonne, boise, place les postes d'aérage, etc. La troisième équipe, peu nombreuse, descend à 10 heures du soir et remonte à 6 heures du matin, elle organise le matériel des galeries, achève le travail de la deuxième équipe et prépare les chantiers des piqueurs de la coupe au charbon.

Ce système, usuel dans les bassins de Lens et de Valenciennes, est à peu de chose près celui du bassin de la Loire, sauf que, dans cette région, les relais se remplacent exactement de huit heures en huit heures, déblayant à mesure.

Le mineur a pour tout vêtement un pantalon de toile blanche ou bleue et un bourgeron de même étoffe. Il se coiffe d'un bonnet de toile, recouvert d'un chapeau de cuir. Le pantalon, relevé aux chevilles, est serré à la taille par une ceinture de cuir à laquelle s'accrochent la lampe et la gourde. Ses pieds nus sont chaussés de sabots; bien peu, et seulement chez les porions, ont les bottes de cuir qui devraient être la chaussure réglementaire.

Il est interdit aux mineurs d'employer au travail des liqueurs alcooliques; le café seul est autorisé comme cordial.

La fendue inclinée sert à la descente dans les mines qui ne dépassent pas 250 à 300 m. de profondeur; au-delà, il faut se servir du puits où on descend au moyen d'échelles superposées, verticales ou inclinées, appliquées contre la paroi des puits. La pratique des échelles est si mauvaise que les ouvriers préfèrent risquer encore davantage leur vie en se servant des tonnes ou bennes mises en mouvement par des machines qui servent à l'extraction du charbon.

On a atténué, dans les mines importantes, ces incon vénients en guidant les bennes, en employant les câbles métalliques, des machines mécaniques d'un mouvement lent et sûr; on a remplacé les tonnes par des échelles mobiles, des planchers à mouvement alternatif, mais sans parvenir à écarter tout à fait le danger.

A cinq heures, le mineur du bassin de la Loire prend position sur son chantier d'abattage, tel qu'il lui a été désigné par le porion. On distingue le piqueur qui détache la houille, le hercheur qui la charge sur les berlines ou wagonnets, le rouleur qui pousse le convoi sur les rails, le boiseur qui étançonne les chantiers et construit l'armature en bois des galeries, etc.

Le piqueur est obligé de se tenir tantôt à genoux, tantôt couché, rarement debout. Les galeries d'exploitation ont en général de 60 à 120 cm. de hauteur sur une largeur de 40 à 60... La température moyenne varie de 30 jusqu'à 50°. Le peu d'air respirable est vicié par la poussière du charbon, par la fumée de la lampe, par le dégagement de gaz délétères ou d'acides corrosifs.

C'est le piqueur qui est le rouage essentiel de l'exploitation... Dans les districts houilliers de St-Etienne et de Rive-de-Gier, la journée nominale de travail, au fond, varie de 11 à 12 heures, avec interruption de 40 à 60 minutes. Déduction faite du temps employé à la descente et à la remonte, la journée utile est d'environ 8 heures.

Dans presque toutes les mines de charbon du bassin de la Loire, la descente a lieu de 4 à 5 heures du matin; la remonte commence, suivant la nature plus ou moins pénible du travail, pour les uns à 3 heures du soir, pour les autres à 4 et 5 heures. Il est des mines (Les Grandes Flaches, Firminy...) où les ouvriers ne remontent qu'à 6 et 7 heures du soir. La journée est coupée par un repos réglementaire de 50 minutes. Les équipes du fond se relaient de 12 en 12 heures.

Les piqueurs, ceux qui travaillent au pic ou au fleuret dans les galeries à rocher, ne font que des journées nominales de 8 heures. Leurs équipes se relaient de 8 heures en 8 heures.

On travaille à la journée, à la tâche, à la benne; jamais à l'heure. Le mode de salaire varie avec la nature du travail. Dans les conditions ordinaires, lorsque les couches de charbon d'une épaisseur de 15 à 20 mètres permettent des chantiers dont les galeries mesurent jusqu'à 5 à 6 mètres en hauteur et en largeur, les piqueurs sont à la tâche ou au prix fait; dans les galeries étroites où la roche côtoie le charbon, où l'on abat à col tordu, c'est à la journée, mais elle est de 8 heures au lieu de 12, en raison de la fatigue et du danger.

A la tâche, le piqueur doit arracher tant de bennes de charbon pour tel prix; à prix fait, il doit abattre tant de bennes sur tant de mètres courant, suivant qu'il s'agit du traçage ou du défilage, mais avec un maximum. Le syndicat blâme le travail à prix fait qui entraîne l'ouvrier, pour aller plus vite, à négliger les précautions, à simplifier les boisages, à excaver sous de trop lourdes masses. Le mineur qui

travaille à prix fait peut arriver à des journées de 6 à 7 francs, mais en risquant vingt fois sa vie, et s'il échappe aux accidents, c'est en s'éténant... Lorsque l'ouvrier atteint le maximum, la Compagnie diminue le prix du mètre courant ou de la benne de façon à maintenir le salaire quotidien à 5 francs. Il n'y a point d'heures supplémentaires.

IV. — LES SALAIRES

Le tarif des salaires une fois déterminé par la Compagnie est appliqué à chaque individu, suivant sa capacité et son travail, par l'ingénieur et le maître-mineur qui se concertent à cet effet. Les chiffres varient suivant les compagnies, mais l'écart entre chaque tarif ne dépasse pas 50 à 75 centimes.

Les enfants de 12 à 16 ans ne peuvent être occupés aux travaux proprement dits du mineur, tels que l'abattage, le forage, le boisage ; ils sont utilisés au triage et au chargement du charbon, à la manœuvre et au roulage des wagonnets, à la garde des portes d'aérage, à la manœuvre des ventilateurs à bras et autres travaux accessoires n'excédant pas leurs forces.

Leur journée de travail effectif est de 8 heures sur 24, coupées par un repos d'une heure au moins (décret du 12 mai 1875). Ce n'est que par exception que les enfants de 12 ans descendent dans la mine ; on s'y prête quelquefois sur les instances de parents dans la misère ; il est rare que ce soit un patron qui ose, sans y être sollicité par les intéressés eux-mêmes, exploiter ainsi ces misérables.

Les femmes ne sont point reçues dans la mine. Elles travaillent au dehors, au triage et au lavage avec un salaire inférieur à celui des enfants. Il serait à souhaiter dans l'intérêt de la morale et au profit de la vie de famille, que le travail des femmes fût interdit...

La paie a lieu par quinzaine, le 10 et le 25 de chaque mois... Les amendes, fixées d'accord entre l'ingénieur et le maître mineur, sont retenues sur la paie en même temps que la réduction de 3 % affectée à la caisse de secours.

Depuis 1872, c'est-à-dire depuis dix ans, il n'y a pas eu, pour ce qui est spécial au bassin de la Loire, de variations sensibles dans le taux des salaires ; celui des manœuvres a seul légèrement augmenté. Les Compagnies ont une tendance marquée à remplacer le travail à la journée par le travail à la tâche ou au prix fait... Les syndicats sont opposés à cette innovation qui, d'après eux, ruine la santé du mineur sans compensation réelle de gain.

...Le salaire, en septembre 1882, s'établit ainsi qu'il suit, par catégories d'ouvriers :

V. — LE BUDGET ANNUEL D'UNE FAMILLE

La profession de mineur exige un régime substantiel, de la viande, du vin, des vêtements chauds au sortir du chantier.

A La Ricamarie (mines de Montrambert), le budget d'une famille d'ouvriers mineurs, composée de quatre personnes, le père, la mère, un fils de 20 ans et un autre de 16 ans, peut s'établir comme suit :

RECETTES :

Le père, 40 ans, piqueur, 300 journées à 5 francs sans chômage ni maladie....	1.500
Le fils, 20 ans, 250 jours à 3 francs (50 jours de repos et de chômage)	750
Le fils de 14 ans, 200 jours à 1 fr. 25	250
La mère, ménagère	
TOTAL	2.500

A DEDUIRE :

3 % pour la caisse de secours	75 fr
Dépôt de garantie pour les ouvriers à 10 francs par homme	30 fr.
	<u>105</u>
Reste net	2.395

DEPENSES :

<i>Nourriture</i> (1.819 fr. 50) :	
1 kilo de pain par tête et par jour (le demi-kilo à 20 cent.)	584
1 litre de vin par homme et par jour de travail (le litre 50 cent.)	375
2 kilos de viande de bœuf ou de mouton (au minimum de 75 cm. le demi-kilo) par semaine	136
5 jours par semaine, 1 kilo de porc ou de lard à 1 franc le demi-kilo	522
Légumes et épicerie au minimum de 50 cm. par jour	182,50
<i>Logement</i> (295 fr.) :	
2 pièces de 5 m. sur 8 m. chacune, donnant ensemble 200 m3, avec un jardin	280
Impôt	15
<i>Entretien</i> (764 fr.) :	
2 vêtements de travail en treillis par an (pantalon, gilet, chapeau, chemise), à 20 francs l'un	40
Une paire de sabots par mois	12
Vêtement de rechange pour l'intérieur (pantalon, gilet, veston)	80
Vêtement des dimanches en drap : panta-	

Catégories d'ouvriers	Mines de Montrambert La Ricamarie	Mines du Pas-de-Calais Liévin	Mines d'Angleterre Cardiff
Enfants de 12 à 15 ans	1,50 à 1,75	1,50 à 1,75	0,60 à 1,20
Jeunes gens de 16 à 20 ans	2 à 2,75	2 à 2,50	2,40 à 3,10
Piqueurs	4,25 à 5	4,75 à 5	3,10 à 3,60
Boiseurs	4 à 4,50	3,75 à 4,25	3,10 à 3,60
Rouleurs	3 à 4	2,25 à 3	2,40 à 3,10
Porions	4,50 à 4,75	5 à 6	4 à 5
Femmes et filles	1,25 à 2	1,25 à 2	0,60 à 1,20

A remarquer : les dévideuses de soie et les ouvrières à l'aiguille, dans la région de Saint-Etienne, gagnent tout au plus de 50 centimes à 1 fr. 75 par jour.

lon, gilet, veston ou redingote, chapeau	120
6 chemises à 2 fr. 50	15
2 paires de souliers à 15 francs	30
Mouchoirs, chaussettes et cravates	35

Vestiaire des deux fils	332
Habits de la mère	100
Blanchissage, etc., à 8 francs par mois ..	96
Entretien et amortissement de l'achat du du mobilier d'une valeur en bloc de 600 fr.	104,50
Dépenses pour plaisirs variés à 5 francs par semaine	260
TOTAL DES DEPENSES	3.259
Report de la recette	2.395
DEFICIT	864

Si l'on admet que les deux fils puissent, comme le père dans la force de l'âge, travailler 300 jours, et en supposant que dans le cours de l'année aucun accident, aucune maladie, aucune interruption de travail ne viendront diminuer les produits du salaire, le déficit ne serait atténué que jusqu'à concurrence de 275 francs et il manquerait toujours 580 francs pour équilibrer la recette et la dépense.

Si l'on calcule, au contraire, sur le cas fréquent d'une famille où l'âge et le nombre des enfants n'apportent que des charges, il faut réduire beaucoup sur le salaire, bien peu sur la dépense, et le déficit s'accroît. Avec trois petits enfants, en supposant que le père atteigne le salaire maximum de 5 francs, le budget est en perte de 732 fr. 50. Si le père n'est payé qu'au taux moyen de 3 fr. 50, le déficit sera de 1.182 fr. 50. Il faut donc ou réduire les dépenses de nourriture et d'entretien ou s'endetter.

...La situation des ouvriers célibataires est infiniment meilleure. Ceux-là devraient épargner sur leur salaire ; mais ils le dissipent au cabaret et s'en font un point d'honneur. A Liévin comme à La Ricamarie, l'ouvrier non marié peut vivre largement, ainsi que l'attestent les chiffres suivants fournis par les syndicats ouvriers et contrôlés sur place par les déclarations des mineurs eux-mêmes.

A La Ricamarie, un piqueur de 25 ans, coté au salaire maximum de 5 francs et travaillant 300 jours sans arrêt, accident ou maladie, reçoit de la Compagnie, retenue déduite, 1.455 fr. ; s'il a doublé un jour par semaine, il a reçu 1.707 fr. 20. Sa dépense ordinaire se distribue ainsi :

<i>Nourriture et logement :</i>	
Grande pension, c'est-à-dire le logement (une chambre meublée) et la nourriture. Le matin, un litre de vin à 0 fr. 60 à la mine avec une portion de fromage et de viande ; un diner, le soir, 3 plats et un second litre ; le tout 80 fr. par mois	960
<i>Entretien et vestiaire :</i>	
2 vêtements de travail à 20 francs..	40
12 paires de sabots	12
Vêtements de rechange	80
Vêtements des dimanches	120
Chaussures	30
Linge et divers	50
Blanchissage	96
	428

TOTAL	1.388
Report du salaire	1.707,20
Excédent	319,20

Le mineur célibataire peut donc disposer, après avoir abondamment pourvu à tous ses besoins, d'au moins 6 fr. 10 par semaine.

A Liévin (Pas-de-Calais), le budget du mineur célibataire est moins chargé, quoique la vie matérielle au détail y soit plus chère que dans le bassin de la Loire. Mais il faut remarquer que le vin y est remplacé par la bière, que la chope ne coûte que 10 centimes et le bol de café-chicorée 15 centimes. En retour, la viande de bœuf y coûte 1 fr. 10 au lieu de 90 centimes, le lard 1 franc au lieu de

70 centimes ; le pain est au même prix, les légumes sont abondants. Nous ne comptons pas le chauffage, supposant le charbon fourni par la mine.

Soit un piqueur ou chef de coupe à 4 fr. 75 il gagne par an, net	1.382,25
La pension, largement comprise, à 2 francs par jour	730
L'entretien	428
	1.158
Excédent	224,25

Ce qui représente les 4 à 5 francs par semaine qu'un mineur doit dissiper au cabaret de la Loire ou à l'estaminet du Nord, sous peine d'être honni de ses camarades. De l'aveu des ingénieurs et des porions, il est impossible au mineur, sans une force de volonté très rare, d'économiser sur son gain. Les pères de famille se laissent entraîner comme les autres et ne rapportent guère à leur femme que la moitié de la paie ; aussi leur régime habituel est-il détestable, irrégulier. Ils font des dettes et ne continuent à trouver du crédit qu'en payant par acomptes avec un intérêt exorbitant et à des prix excessifs.

Le cabaret et l'usure sont les deux plaies de ces populations ignorantes et sensuelles.

VI. — LES MINEURS ET LES AUTRES SALARIES

Les éléments de cette comparaison se trouvent dans une statistique très étudiée, mais où il n'est pas question des mineurs, publiée dans les « Documents parlementaires » de 1882.

Nous lui empruntons, pour le département de la Loire, les chiffres qui suivent :

<i>Professions</i>	<i>Moyenne des salaires</i>	<i>Nombre de jour- nées de travail</i>
Piqueur	4,60	300
Boiseur	4,30	—
Rouleur	3,60	300
Mécanicien	4,08	300
Chaufournier	3,60	200
Tuilier	3,65	200
Tanneur	4,65	304
Gazier	4,10	365
Tisseur	3,50	300
Laboureur	3	200
Manœuvre agricole	2,75	250
Charretier	3,50	300

Pour les hommes de 15 à 21 ans, la moyenne du salaire quotidien, dans le département de la Loire, est de 2 fr. 48 ; cette moyenne s'élève jusqu'à 3 fr. 50 et 4 francs dans les houillères après un court apprentissage

(A suivre.)

A LA MAISON D'ENFANTS DE SEVRES

Le jeudi 23 juin et le samedi 25 juin à 15 heures, à la **Maison d'Enfants de Sèvres**, que dirige notre camarade Yvonne Hagnauer : Séances d'études consacrées à **l'apprentissage de la lecture**. Exposition de travaux sur **l'industrie de la laine**.

Chorale, pipeaux, danses folkloriques, jeux de marionnettes, etc.

La Maison d'Enfants est située **14, rue Croix-Bosset**, à Sèvres (métro : Pont de Sèvres ; autobus 171 jusqu'au carrefour Ville d'Avray ; ou trains : Saint-Lazare : Sèvres, Ville d'Avray ; Montparnasse : Sèvres R.G.).

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

Séance du dimanche 22 mai

— *Marceau Pivert* présente tout d'abord l'article de « Labour Action » sur les dessous de la conférence de Yalta (dont le résumé est publié ci-après).

— *Chambelland* exprime quelques remarques sur le récent livre d'*André Marty*.

— *Ruffin* nous donne la liste des premiers livres de la bibliothèque internationaliste et invite les camarades à la grossir et à « passer commande », soit aux réunions du cercle, soit le jeudi, de 19 h. à 20 h., chez lui, 25, rue du Simplon (18^e) (métro : Porte Clignancourt).

— Puis vient l'exposé de *Chéramy* : « Cinq semaines aux Indes ». La causerie — résumée plus

loin — fut suivie, comme d'habitude, d'une discussion.

Croze nous donna brièvement ses impressions sur le *Pakistan* qu'il a visité de Karachi à Lahore, le long de la vallée de l'Indus. L'impression de misère est la même qu'en Inde brahmaniste avec, en plus, le poids des camps de réfugiés, de la religion musulmane et d'un jeune Etat sectaire et policier, où l'industrie du jute (dirigée auparavant par des Indiens) repart péniblement sous capitaux britanniques.

Divers problèmes furent abordés par les camarades présents : celui du spectaculaire mais peu efficace « don des terres », celui des partis politiques indiens et du jeune mouvement syndical naissant, celui de la vieille situation tragique des *Intouchables*...

Prochaine réunion :

Dimanche 26 juin, à 15 heures

78, rue de l'Université

« IMPRESSIONS SUR LA CONFERENCE

DE BANDOENG »

par Jean ROUS

DERRIERE YALTA :

La vérité sur la guerre

par HAL DRAPER

Un numéro spécial de *Labour Action*, publication hebdomadaire de l'« Independent Socialist League » américaine (114 West 14 street, New-York 11, N. Y.), est consacré au matériel contenu dans les accords de Yalta et aux témoignages directs publiés sur cette conférence.

Toutes les citations sont tirées des accords de Yalta, publiés par la presse américaine, en particulier dans le *New York Times*.

Les principaux ouvrages consultés ont été :

Robert Sherwood : *Roosevelt et Hopkins* (1948) ;

Winston Churchill : *La seconde guerre mondiale*,

Vol. 6, Triomphe et Tragédie (1953) ;

William D. Leahy : *J'étais là* (1950) ;

James F. Byrnes : *En parlant franchement*

(1947) ;

Edw. Stettinius : *Roosevelt et les Russes* (1940) ;

Jan Ciechanowski : *Défaite dans la victoire* (1947).

SIGNIFICATION DE YALTA

Toute l'orientation politique des alliés dans la guerre est mise en lumière par la conférence de Yalta ; c'est là, à Yalta, en février 1945, alors que la victoire militaire est en vue, et, avec elle, aussi, tous les problèmes d'après guerre, et en particulier la division du monde en deux blocs, c'est là que se révèlent les buts précis des grandes puissances impérialistes, au cours de quelques jours d'intense discussion et de marchandage continu.

« Nous vivons en ce moment les jours les plus importants de toute notre vie », affirma Churchill.

Pour les troglodytes de l'extrême droite réactionnaire, les coupables sont Roosevelt et son entourage de traîtres, car ils ne peuvent expliquer les choses qu'en termes d'accusations personnelles, comme n'importe qui du niveau mental de Mac Carthy, ou n'importe quel idiot peut le faire. Mais les libéraux eux-mêmes, les amis de Roosevelt ne peuvent trouver d'explication que dans la mauvaise foi des Russes, qui ont trahi leurs engagements.

Une analyse plus sérieuse montre, en fait, trois puissances impérialistes mondiales provisoirement alliées contre l'Axe, et qui, au cours de leur alliance se demandent constamment : « Qui va recevoir ? Et quoi ? »

En particulier, l'antagonisme le plus intense n'apparaît pas, à Yalta, entre l'Ouest et l'Est, mais entre les U.S.A. et la Grande-Bretagne. Il est nécessaire de remonter à cette source pour comprendre la situation actuelle, c'est-à-dire dans quelle mesure est née à Yalta la guerre froide et l'opposition entre le capitalisme et le stalinisme.

La conférence de Yalta a réglé une sorte de compétition impérialiste, mais pour donner naissance à une autre compétition du même type.

1. — LE MOT INDECENT

Le mot « impérialiste » est considéré comme un mot indécent. Voyons pourtant comment se présentent des impérialistes, comment ils parlent. Qu'est-ce qui caractérise une mentalité impérialiste ? En dernière analyse, c'est l'habitude de penser en termes de pouvoir des grandes puissances sur

les petites nations et sur les peuples non belligérants. Inutile d'aller chercher dans les racines économiques l'explication de cette mentalité : il n'y a qu'à regarder et à écouter les trois principaux acteurs du drame de Yalta.

Quelques exemples :

Le Club fermé : « L'entrée du club exige au moins 5 millions de soldats de cotisation », dit Churchill. (Byr.)

Et il paraît (mais c'est peut-être une histoire inventée ?) que Staline, parlant du pape, aurait demandé : « Combien de divisions apporte-t-il ? »

S'il ne l'a pas dit pour le pape, il a dit, pour la France : « En ce moment, la France n'a que 8 divisions en guerre, alors que Tito en a 12 et Lublin 13 ! »

La notion de « club fermé » a été employée par Churchill contre de Gaulle.

L'Aigle s'en moque

« Il serait ridicule, dit Staline, que l'Albanie ait une voix comme une grande puissance ». Les grandes puissances, qui ont versé leur sang pour libérer les petites, n'ont pas à tenir compte des « droits de celles-ci ». Sans doute les Trois Grands protégeront les droits des petites puissances, mais cela ne veut pas dire que l'une quelconque des trois grandes puissances soit obligée de se soumettre au jugement des petites...

Roosevelt : « Ce sont en effet les trois grandes puissances représentées ici qui porteront la responsabilité la plus grande pour la sauvegarde de la paix. »

Et Churchill : « L'aigle peut bien laisser les petits oiseaux chanter ; il se moque de ce qu'ils chantent. »

Au nom de ce principe, Staline demanda l'invasion de la Suisse pour tourner la ligne Siegfried...

La question qui se posait alors était de savoir si les Trois Grands régneraient ensemble, ou si l'un seulement d'entre eux dominerait.

C'est la faute des petites nations

Staline se plaint à Harry Hopkins : « Après deux guerres mondiales qui ont commencé par la faute des petites nations (quel marxiste que ce Staline !) il y a une tendance parmi celles-ci à créer des difficultés entre les grandes... Je suis disposé à le leur dire en face » (Sh.).

Les animaux pervers

Staline (6^e séance) : « Les Polonais sont toujours querelleurs. »

Roosevelt : « Oui, et pas seulement chez eux, mais aussi à l'extérieur ; il y a aux U.S.A. 6 millions de Polonais qui désirent avoir des assurances au sujet des élections libres en Pologne. »

Churchill : « Je ne m'intéresse pas particulièrement aux Polonais, moi-même. » (Dans ses Mémoires, il met dans la bouche de son ami Roosevelt cette phrase : « La Pologne a été une cause de trouble pendant cinq cents ans »). (En effet, quelle perversité chez ce peuple : trois fois, cette nation a été démembrée et partagée entre trois autres « Grands », Russie, Autriche, Allemagne, qui étaient alors les maîtres de l'Europe ; vous voyez ces trouble-fête ? Et voici qu'après chaque partage, ce peuple polonais n'a jamais cessé de combattre les puissances occupantes. Pendant la deuxième guerre mondiale, la Pologne fut le seul pays où les occupants nazis n'ont pu trouver un seul Quisling ! Pas un instant ne s'est affaibli le mouvement de résistance souterraine le plus puissant, le plus courageux... Oui, décidément, quel « peuple pervers et querelleur »... On comprend la réflexion de Harry Hopkins (en juin 1945) à l'ambassadeur de Pologne aux U.S.A., qui se plaignait amèrement des marchandages si malhonnêtes à l'égard de son pays : « Après tout, qu'est-ce que cela peut faire ? Les

Polonais sont comme les Irlandais, ils ne sont jamais contents de rien. » (Cie.).

Curieuse comparaison, et bien éloquente, car Engels l'a déjà faite, mais avec un sentiment totalement opposé, d'admiration sans réserve pour les luttes de ces deux peuples en défense de leur indépendance nationale...

Jamais, jamais, jamais

A la même séance, il fut question de placer sous condominium (trusteeship) certains territoires coloniaux ; Churchill explose :

« Après ce que nous avons fait dans cette guerre, nous ne permettrons jamais qu'on touche à une seule parcelle de l'Empire britannique. Je n'accepterai pas qu'un seul délégué britannique à n'importe quelle conférence soit mis en posture de se défendre ; jamais, jamais, jamais ; chaque pouce du territoire britannique sur lequel flotte notre drapeau est, hors de question ». (Matthews).

Stettinius le rassura : il s'agissait des autres, du Japon par exemple...

La Charte de l'Atlantique

Le texte relatif aux territoires libérés en Europe se réfère à la Charte atlantique et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

Churchill : « Il est bien entendu que cela ne s'applique pas à l'Empire britannique ». Mais, devant la chambre des Communes, Churchill affirma que la Charte de l'Atlantique était déjà appliquée dans l'Empire britannique. Puis il envoya son discours à Wendell Wilkie (le concurrent républicain de Roosevelt).

« Est-ce cela qui l'a tué ? » raille Roosevelt (Wilkie venait de mourir subitement). Les notes de séances portent : *Rires*.

En avril 1944, Emery Reves note ironiquement (NYT) : « Au cours des récents mois, on nous a dit que la Charte de l'Atlantique ne s'appliquerait pas à l'Inde, ni à l'Allemagne, ni à la Pologne, ni aux pays baltes, ni au Pacifique... Quel étrange remède celui qu'on ne peut pas donner aux malades, mais qu'on réserve seulement à ceux qui sont bien portants ! »

Churchill précise d'ailleurs (Vol. 6, p. 344) : « La Charte atlantique n'existe pas ; tout le monde le sait... ce n'est pas une loi, mais... une étoile. »

Et nous savons, hélas ! combien les étoiles sont inaccessibles.

Troc amical

Staline réclame trois sièges permanents à l'O.N.U. Churchill se déclare d'accord.

Puis il écrit à Attlee (Vol. 6, p. 314) : « Ainsi, nous serons en meilleure position pour d'autres votes ». (Donnant, donnant).

Mais l'opinion américaine était travaillée dans le sens d'une représentation égalitaire : une voix par pays, grand ou petit. Comment justifier trois voix pour la Russie ? Sherwood l'explique (p. 877) :

« Les U.S.A. pourront compter sur les votes de Cuba ou des Philippines aussi sûrement que la Grande-Bretagne sur celles de ses Dominions, et que la Russie sur celles de l'Ukraine et de la Russie-Blanche ».

C'est assez dire que la domination par les dollars équivalait à la domination par le knout stalinien.

Des démocrates assoiffés de sang

On peut comprendre le processus de déshumanisation du soldat plongé dans le sang et la violence, vivant chaque jour dans la saleté, dans le fumier des massacres... Cependant, l'histoire américaine a toujours présenté, à côté de ce genre d'adaptation aux hécatombes et à la mort, l'image d'un idéal opposé : c'est par exemple Abraham Lincoln, dirigeant la guerre civile, mais manifestant sa compassion aussi bien pour les massacreurs que pour les massacrés...

A Yalta, ce fut le deuxième acte : Téhéran avait été le premier. Voici ce que Roosevelt déclara à Mikolajczyk, en juin 1944 (Cie.) :

« ...Quand Staline proposa soudain un toast à la mort d'au moins 50.000 officiers allemands, je me levai immédiatement en déclarant qu'il s'agissait des officiers militaristes, des Junkers ; Churchill ne saisit pas le sens badin du toast : il le prit au sérieux et déclara que la Grande-Bretagne n'admettrait jamais le massacre des prisonniers de guerre ; Staline fut visiblement choqué ; je fis un signe fâché à Churchill ; l'atmosphère devint glaciale. (Churchill raconte la scène en indiquant qu'il se leva et marcha autour de la table). Alors je tentai de sauver la situation en proposant, en riant, un « amendement » au toast de Staline : on lèverait son verre à la mort, sur le champ de bataille, de quarante-neuf mille officiers allemands. »

D'après Roosevelt, Churchill avait gardé une mentalité britannique du XIX^e siècle, pour affronter de tels incidents.

On peut ajouter aujourd'hui que Roosevelt faisait son toast alors qu'on connaissait déjà depuis un an le massacre de Katyn : tous les officiers polonais avaient été assassinés froidement, afin que la résistance organisée du peuple polonais soit rendue impossible. Ce n'était pas là de la « propagande nazie », mais la vérité.

La conversation, à Yalta, revint au toast de Téhéran : Staline était enragé contre les Allemands : « Ce sont des sauvages ». Et Roosevelt lui fit entrevoir que ce serait « un plaisant spectacle lorsque Berlin serait en ruine et que peut-être on trouverait le cadavre de Hitler ». (Sh., p. 912).

Pour atténuer les « différences psychologiques » entre Staline et lui, Roosevelt faisait donc effort pour parler son langage.

Transferts de populations

Churchill : « L'opinion publique britannique serait choquée par le transfert de populations allemandes nombreuses pour amener la frontière polonaise profondément en territoire allemand vers l'Ouest... Personnellement cela ne me choquerait pas... »

Staline : « Il n'y aura pas d'Allemands là où nos troupes auront passé, car lorsque nos soldats s'avancent, les Allemands partent... »

Churchill : « Alors, il y a le problème de savoir comment traiter les réfugiés. Nous en avons tué 6 ou 7 millions et nous en tuons encore probablement un million avant la fin de la guerre... »

Staline : « Un ou deux ? »

Churchill : « Oh ! je ne propose pas de limite : je dis seulement qu'il y aura de la place en Allemagne pour combler ces vides ».

La méthode de manipulation des problèmes démographiques mise ici en évidence devra être retenue par les experts à l'âge de la bombe H.

Qu'est-ce que c'est que l'opinion publique ?

Au dîner du 5 février, il fut question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Vichinsky : « Le peuple américain doit apprendre à obéir à ses leaders ».

Churchill : « Bien qu'on me représente comme un réactionnaire, je suis le seul leader, ici, qui puisse être renversé du jour au lendemain par un vote démocratique, et je m'en fais gloire ».

En octobre, auparavant, à Moscou, Churchill avait échangé la Grèce contre la Pologne ; mais il y avait alors les représentants des deux gouvernements polonais, celui de Londres et celui de Lublin.

Puis, en séance privée, Churchill essaya de faire accepter son marchandage par Mikolajczyk, Romer et Grabski : « Il n'y a pas d'autre alternative ».

« Impossible », répondent les Polonais. « Aucune opinion publique n'acceptera cela en Pologne ».

Churchill, ironique : « Alors, il ne restera plus à la Pologne qu'à déclarer la guerre à la Russie après avoir été privée du soutien des grandes puissances : et après tout, qu'est-ce que c'est que l'opinion publique ? » (Cie. p. 335).

Staline avait encore plus de méfiance pour cet argument de « l'opinion publique » qu'il considérait comme un stratagème (Sh., p. 861). Mais pourquoi ne l'utiliserait-il pas, lui aussi ? Lorsque Churchill, pour le sonder, lui demanda s'il ne consentirait pas à laisser hors du territoire polonais la province de Lvov, à l'intérieur de la ligne Curzon, Staline sauta : « Comment ? mais c'est Clemenceau et Curzon qui ont tracé la frontière. Est-ce que nous devrions être moins Russes que Clemenceau ? Comment pourrais-je retourner à Moscou et avouer que nous avons été des défenseurs des intérêts russes moins sûrs que Clemenceau et Curzon ? »...

Il invoqua encore le même argument lorsqu'il s'est agi du Japon ou des pays baltes. Tout de même, ses partenaires démocratiques finirent par lui faire observer que les décisions politiques sont plus faciles à prendre lorsqu'on n'a à en référer qu'à un parti unique.

« Oui, reconnut Staline, l'expérience montre que le parti unique est une grande facilité pour le leader d'un Etat » (10-2).

La succession du Romanoff

Le 8 février, ces esclaves de l'« opinion publique » attribuèrent des morceaux du territoire chinois à Staline en échange de sa promesse d'entrée en guerre contre le Japon. On devait en aviser Chiang Kai-shek plus tard. C'est Staline qui proposa la formule de justification :

« Au nom des anciens droits de la Russie, droits qui ont été traitreusement violés par l'attaque du Japon en 1904 ».

Il réclama ouvertement le chemin de fer chinois « parce que les tsars l'ont utilisé ».

Après quoi, il y a encore des « théoriciens » qui prétendent que le terme « impérialiste », appliqué à la Russie, n'est pas un terme approprié...

2. — LE SORT DE L'ALLEMAGNE

Officiellement, la guerre devait être une guerre contre la barbarie nazie, contre l'agression, contre le fascisme, contre les ennemis de la civilisation et de l'humanité. Là-dessus les Trois Grands étaient d'accord. Mais leurs buts de guerre véritables apparaissent sous une lumière crue lorsqu'il s'agit de déterminer le destin de l'Allemagne : on s'aperçoit alors qu'il s'agit surtout de rivalités impérialistes.

En premier lieu l'un des complices Staline avait par son alliance avec Hitler permis le déclenchement de la guerre. Puis la main dans la main avec les nazis, il avait ravagé la Pologne et la Finlande. A Yalta, personne n'osait évoquer ces fâcheux souvenirs. Staline s'en chargea. Qu'importait, puisqu'il était passé du côté de la civilisation... Pour le remercier, Roosevelt et Churchill proposent des travailleurs allemands comme esclaves au service des Russes : ce serait un moyen de régler les réparations. Staline demeure réticent devant cette proposition de « main-d'œuvre ».

Churchill : « Notre objectif est d'empêcher que l'Allemagne soit livrée à la famine en aidant la Russie à recevoir toute la main-d'œuvre dont elle a besoin, et c'est aussi d'aider les Anglais à exporter tout ce qu'ils pourront vers les anciens marchés allemands ». Les Russes ne s'empressèrent pas d'accepter ; mais Leahy explique qu'ils avaient déjà des milliers de prisonniers travaillant dans leurs camps. Ils n'avaient pas attendu la permission. Puis, ils craignaient que les redditions de troupes allemandes ne se fassent plutôt vers l'Ouest.

(En mai 1945, Staline remercia Roosevelt de lui avoir fait « passer » 135.000 prisonniers allemands qui s'étaient rendus aux Américains).

L'objectif de Roosevelt et de Churchill en insistant sur la main-d'œuvre allemande offerte aux Russes, c'était de diminuer autant que possible les revendications de ceux-ci sur l'économie allemande elle-même : on exporterait les esclaves, on garderait le capital...

Démembrement

Défendre la démocratie, est-ce que cela exigeait le démembrement de l'Allemagne ? C'est pourtant la question qui fut traitée à Yalta, et on ne la comprendrait pas si l'on s'en tenait aux justifications officielles de la guerre. Ce démembrement avait été décidé en principe à Téhéran. Mais à Yalta, on entra dans les détails : « Nous avons affaire à un peuple de 80 millions, et cela mérite qu'on y consacre plus de 80 minutes », dit Churchill. Il proposa un découpage en cinq ou sept Etats, comme Roosevelt, et Staline était d'accord. (Deux mois avant Yalta, Churchill avait envisagé de donner quelques morceaux d'Allemagne à la France).

Le 7 février, Eden confirme que l'Allemagne doit être décomposée en Etats particuliers. Mais en mai 1945, on est déjà moins enthousiaste de cette idée. Staline déclarait à Hopkins que la question avait été enterrée à Yalta. C'était faux, et Hopkins protesta. Mais on comprend qu'il s'agissait pour lui de savoir par quelle méthode il « absorberait » le plus grand territoire possible. Pendant ce temps, aux U.S.A., Morgenthau, secrétaire d'Etat aux Finances, établissait son fameux plan de « désindustrialisation » de l'Allemagne pour la reconvertir en pays agricole !

Churchill s'opposa violemment à ce plan, puis s'intéressa aux possibilités pour la Grande-Bretagne « d'acquérir une partie du marché du fer et de l'acier allemands, et d'éliminer ainsi un dangereux compétiteur ». (Matt.).

Quant aux Russes, ils arrivent à Yalta sans hésitation avec un plan complet de pillage de l'économie allemande au titre de réparations.

Capitalisme et réparations

Malisky réclame froidement 10 milliards de dollars à prélever sur la richesse allemande, en plus du milliard de dollars annuel, pendant dix ans, à livrer en nature : 80 % de toute l'industrie lourde allemande ; 100 % de toutes les industries spécialisées dans la production de guerre (aviation, pétrole synthétique, etc.).

« Pourquoi ne prendriez-vous pas, de votre côté, dit Staline à Roosevelt, puisque vous n'avez pas besoin de machines-outils, des matières premières et des participations dans les propriétés allemandes ? »

Roosevelt fut d'accord avec ces vues.

Mais Churchill, sans s'y opposer ouvertement, fit valoir « quelques difficultés ». Ici, nous sommes au cœur du mécanisme d'une guerre impérialiste : les deux Occidentaux sont d'accord pour livrer à Staline les troupes d'esclaves. Mais dès qu'il s'agit de démanteler l'économie de leur ennemi, ils se trouvent saisis de scrupules : « L'Allemagne ne pourra pas payer », objecte Churchill. « Si on la prive de son capital, elle ne pourra pas payer la facture ». Churchill voyait alors l'après-guerre assez inconfortable pour son pays, entre les deux colosses russe et américain ; la seule espérance pour lui restait de monter à califourchon sur l'Europe : délicat problème d'équilibre à résoudre de manière à n'être pas trop pauvre, pour ne pas trop dépendre du riche oncle Sam, et cependant ne pas laisser mettre en cause le régime capitaliste. Churchill rappela : « Nous avons prêté beaucoup plus à l'Allemagne que nous n'avons reçu d'elle, lors de la première guerre, pour la remonter, il ne faudra pas

recommencer cela... » « Nous avons pris à l'Allemagne quelques transatlantiques... Elle en a profité pour en construire de plus modernes ». « Je ne tiens pas à recommencer cette expérience ». Quant aux experts américains, ils ont mis en évidence l'un des aspects inattendus des « réparations » : « Le courant d'exportations allemandes au titre de réparations a permis à l'Allemagne de s'installer sur les marchés des pays demandeurs ». De ce point de vue, Churchill et Roosevelt n'avaient aucune objection à faire au stalinisme russe, qui n'entraînait pas en compétition avec leur système d'exploitation parce que c'était un autre système d'exploitation.

Ainsi l'avenir de l'Allemagne devait rapidement se disputer entre les deux systèmes qui se sont en effet opposés ensuite dans la guerre froide : l'un visant à la restauration du capitalisme allemand, c'est-à-dire des mêmes classes, des mêmes milieux militaristes, et même fascistes, qui avaient poussé Hitler à la guerre. Et l'autre, le système bureaucratique totalitaire, visant à remplacer la classe capitaliste allemande affaiblie par sa propre domination de caste despotique...

La solidarité entre les deux systèmes, à l'origine, et pour un délai assez court, était donc faite d'une commune confiance, entre partenaires, qu'on serait d'accord pour écraser toute tentative de véritable révolution prolétarienne...

3. — LA GUERRE SECRETE

Ainsi Yalta permet de pénétrer dans les intentions véritables des classes dirigeantes ; mais peut-on y trouver aussi une explication de la controverse actuelle qui agite l'opinion américaine ? Est-ce que Roosevelt a réellement « capitulé » devant Staline ? Les libéraux et les réactionnaires américains discutent à partir d'une base fautive à ce sujet : Comment s'y prendre avec la Russie ? Ce n'est pas la question ; et on ne comprend rien à Yalta si on ne part pas du postulat de l'antagonisme fondamental entre les deux impérialismes britannique et américain ; c'est seulement à partir de ce postulat qu'on peut comprendre l'attitude à l'égard des Russes. Sherwood (p. 836) : « A la veille de Yalta, la Grande Alliance marque des signes de dislocation ; la rupture n'apparaît pas, à ce moment, entre l'U.R.S.S. et les puissances occidentales, mais entre les U.S.A. et la Grande-Bretagne. »

Position américaine

A la fin de la première guerre mondiale, les U.S.A. deviennent une puissance créditrice universelle, ayant le sentiment de sa puissance croissante, alors que l'Empire britannique est en déclin et que la Révolution russe donne un coup de fouet aux revendications des peuples coloniaux. La puissance économique américaine prend alors le relai des forces purement militaires et colonialistes qui caractérisaient l'impérialisme britannique. La politique de la « porte ouverte » est exigée par Washington, contre les réticences et restrictions protectrices de Londres et de Paris. De là résulte l'antagonisme entre les deux impérialismes ; ce genre de guerre, aussi, se poursuivait pendant la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne « connaît sa place », et un règlement temporaire a eu lieu ; mais aux quatre coins de la planète, et jusqu'en Australie, qui reste cependant formellement au Commonwealth, l'impérialisme américain a installé ses points d'appui : en Arabie séoudite, pour le pétrole ; en Asie du Sud-Est aussi ; en Guyane, pour la bauxite ; en Argentine et dans les autres pays de l'Amérique du Sud, pour les marchés, pour des bases aux

Bermudes et autres îles britanniques atlantiques, aux Indes et en Malaisie ; à Hong-Kong et à Singapour ; en Iran. Et cela concerne aussi l'impérialisme français : en Indochine, à Madagascar, à la Martinique. La marine américaine a remplacé la marine marchande britannique comme puissance dominante. Mais la Grande-Bretagne pourrait peut-être rester puissance dominante sur le continent européen ? Non, même dans ce secteur que s'était réservé l'impérialisme britannique, les U.S.A. sont présents.

La question du « Second Front »

En octobre 1943, à Moscou, H. Hopkins constate que le « front uni » des deux alliés occidentaux n'a pas fonctionné en face des Russes, « la Grande-Bretagne essaya de régler les problèmes européens en dehors des U.S.A. » (Cie. p. 229-30).

Les Russes demandaient un second front en Europe occidentale, et Churchill était partisan de l'invasion « au-dessous de la ceinture » (par le Sud-Est méditerranéen). Ce n'était pas une question technique, mais politique : qui allait dominer l'Europe libérée ? Les U.S.A. jouèrent le jeu russe contre Churchill : ils craignaient plus la domination par Churchill que la domination par les Russes. Voilà le fait essentiel qui est mis en évidence par Yalta (cf. le livre de W. Wilkie : « One World 1943 »). « La Russie doit être utilisée par les U.S.A. comme contre-poids pour limiter les prétentions britanniques : celles-ci sont exorbitantes ; les Russes n'ont pas assez ».

Bataille pour l'Europe

En Belgique, en Italie, en Grèce, pour maintenir son influence, la Grande-Bretagne poussait les forces les plus réactionnaires. Elle soutenait le gouvernement Pierlot, représentant le grand capitalisme collaborateur, avec la Société générale de Belgique, en intervenant avec ses troupes contre les démonstrations populaires. En Italie, elle oblige Sforza à démissionner parce qu'il ne veut pas se prêter à la restauration du pouvoir du roi Victor-Emmanuel III, complice du fascisme. En Grèce, elle écrase le mouvement de libération nationale, avant l'arrivée des Russes, et impose le roi George et son quisling Papandreu.

Les Américains relèvent le défi : Stettinius déclare qu'il est en désaccord avec ce genre de restauration. Churchill câble des télégrammes indignés à Roosevelt. En 1944, la pression économique et financière des U.S.A. sur la Grande-Bretagne (article VII des accords de prêt-bail) s'exerce ouvertement. En octobre, avant Yalta, Churchill et Staline se rencontrent à Moscou pour se partager l'Europe. Cinq jours avant, Roosevelt câble à Staline : « Il est bien entendu que dans cette guerre globale il n'y a littéralement aucune question, ni militaire ni politique, dans laquelle les U.S.A. n'auraient aucun intérêt ». Ce qui signifie très clairement que les U.S.A. sont maintenant une puissance impérialiste mondiale et qu'ils ne reconnaissent aucun marchandage de ses deux alliés : tout devra passer par l'O.N.U., où naturellement les U.S.A. entendent avoir la haute main.

Comité électoral à Malte

Mais Churchill avait besoin de s'appuyer sur les U.S.A. pour « contrer » Staline ; il provoque donc une réunion préparatoire avec Roosevelt à Malte : « J'insiste, car il se pourrait très bien, au point où nous en sommes, que la fin de cette guerre se révèle encore plus décevante que la précédente » (8 janvier). Roosevelt envoya ses chefs d'état-major et, voulant éviter de donner à Staline l'impression de « préparer des combines » avec Churchill, il ne passa qu'à la dernière minute à Malte. « Les chefs d'état-major réunis à Malte

ont eu les plus violents désaccords et disputes de toute la guerre » (Sh., p. 848).

En fait, Leahy permet de comprendre qu'il s'agissait pour Churchill d'empêcher les Russes de dominer le continent européen. Mais la conduite de Roosevelt s'explique par une stratégie politique mondiale beaucoup plus générale.

4. — GENTILLESSE ET MONARQUES

L'attitude des alliés à l'égard de la France ne peut se comprendre que dans le cadre de l'antagonisme entre les U.S.A. et la Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne avait pris de Gaulle sous sa protection dès le début. Jusqu'en 1944, Roosevelt ne connaît de Gaulle que comme un simple auxiliaire des armées britanniques. Pour lui faire contre-poids, il utilise les collaborateurs de Pétain, des pro-fascistes, Giraud, Darlan. Eisenhower reconnaît (p. 136) que Roosevelt doutait de la possibilité pour la France de retrouver jamais son ancienne position internationale. « En conséquence, il se préoccupait de contrôler certains points stratégiques de l'Empire français que ce pays ne pourrait plus tenir ». (On ne peut pas dire plus élégamment que l'impérialisme américain se préparait à prendre la relève de l'impérialisme français.)

Au cours d'une séance avec Staline, Roosevelt éclate de rire en parlant de de Gaulle « qui se prend pour Jeanne d'Arc ». A la réunion plénière, Churchill insiste pour que la France ait sa zone d'occupation en Allemagne et sa place à la commission de contrôle. Au début, Roosevelt refuse ; puis il cède. Staline lui demande, dans le privé, pourquoi. « Par pure gentillesse », dit Roosevelt. Et Staline accepta aussitôt.

Les trois rois

Staline : « Il faudrait prolonger la conférence, si l'on veut aboutir ».

Roosevelt : « Non, j'ai trois rois qui m'attendent en Proche-Orient, y compris Ibn Séoud » (les deux autres étaient Haïlé Sélassié et Farouk).

Churchill, très préoccupé, chercha à savoir auprès de Hopkins qu'est-ce que Roosevelt pouvait bien avoir à régler avec ces « trois rois ». Puis il câbla aux trois monarques pour leur dire qu'il irait aussi les voir immédiatement après la visite de Roosevelt. En Ethiopie, il aurait voulu avoir quelques territoires pour agrandir la Somalie britannique ; en Arabie, les Américains avaient déjà acheté pour 25 millions de dollars de concessions de terrains pétrolières au nom de la Standard Oil et de la Texas Oil ; et 100 millions de dollars étaient consacrés à la construction d'un pipe-line. Aussi, lorsque Churchill rencontra Ibn Séoud, l'échange traditionnel de cadeaux était l'occasion d'un « surclassement » de ce pauvre Churchill, qui n'eut de ressource qu'en annonçant que le principal cadeau allait suivre : une magnifique auto à l'épreuve des balles... et que le ministre des Finances britannique dût payer (ch., vol. 6). La riche Amérique avait conquis l'Arabie.

Le triangle en Iran

La Grande-Bretagne avait longtemps dominé l'Iranian Oil. Mais maintenant les U.S.A. avaient un pied dans la maison. D'innombrables experts étaient installés et avaient essayé, un an avant Yalta, d'obtenir des concessions. La Socony-Standard (américaine) et la Shell (anglaise) se virent refuser toute faveur. Alors les Russes firent des demandes analogues. « On verra plus tard », répondit le gouvernement. Mais des manifestations stalinienne furent organisées. Sous la pression de

Moscou, le gouvernement iranien dut démissionner. Harriman fit rapport à Roosevelt trois semaines avant Yalta : « Il n'y a aucune justification de la présence des troupes américaines en Iran », affirmaient « les Izvestia ». Sur ce point, le front anglo-américain se reforma : aucun accord ne fut donc possible à Yalta. « Ajournons à plus tard », demanda Eden. « Non, aucun communiqué, aucune référence, quelle qu'elle soit à l'Iran », insista Molotov. Le lendemain, dans son discours, Staline affirme : « Toute nation qui garde son pétrole dans son sous-sol, et qui refuse de le laisser exploiter, travaille contre la paix ». Il faudra attendre Potsdam, pour parvenir à un accord aux dépens de la Pologne.

5. — LE GRAND MARCHANDAGE

Il semble que la Grèce n'ait pas joué un grand rôle dans les discussions de Yalta. Pourtant le conflit entre les Russes et les Anglais qui s'y produisit est à l'origine du règlement de l'affaire polonaise. L'impérialisme financier britannique « possédait » la Grèce : depuis 1821, il y avait eu des prêts de 15 millions de dollars ; puis, de 1825 à 1898, 400 millions de dollars. Bref, les banquiers britanniques recevaient chaque année un tiers du revenu national grec en paiement de ces prêts. L'occupation nazie avait encore plus affamé le malheureux peuple grec. Un peu avant Yalta, les Anglais prêtèrent encore 185 millions de dollars, puis 71 millions de dollars au gouvernement grec en exil, mais confirmèrent leurs droits sur les vieilles créances. Ils prenaient leurs précautions aussi bien contre l'occupation russe que contre la victoire du mouvement de résistance intérieure. Mais le gouvernement grec n'était pas en mesure de contrôler quoi que ce soit : d'où le désir de Churchill d'attaquer par un débarquement aux Balkans (le « bas-ventre » de l'Europe).

Un classique mondial

En octobre 1944, quatre mois avant Yalta, Churchill part à Moscou pour régler cette affaire. C'est surtout la Grèce qui le préoccupe.

« Réglons nos affaires balkaniques : vous y avez vos armées, en Roumanie et Bulgarie, nous y avons des intérêts et des missions. Allons-y carrément : comment trouveriez-vous une répartition de notre influence selon le projet suivant :

« Roumanie : pour la Russie, 90 % ; pour les autres, 10 %.

« Grèce : pour la Grande-Bretagne (en accord avec U.S.A.), 90 % ; pour vous, 10 %.

« Yougoslavie : 50 % pour chacun.

« Bulgarie : 75 % pour la Russie ; 25 % pour les autres. »

Churchill pousse un petit papier portant ce projet de partage vers Staline ; une légère pause ; puis Staline fait une marque sur le papier : accord. Ce fut réglé à l'instant même. Puis, long silence.

Alors, Churchill : « Peut-être que cette manière de régler aussi rapidement le sort de millions d'hommes peut paraître plutôt cynique. Brûlons ce papier. »

Staline : « Non, gardez-le » (Churchill, p. 198).

Une semaine plus tard, les troupes britanniques débarquaient en Grèce et, derrière les canons, arrivèrent les quislings britanniques, le roi George, celui-là même qui, avant la guerre, avait remplacé un gouvernement démocratiquement élu par le dictateur fasciste Métaxas, et le leader libéral Papandreou.

Le mouvement populaire de résistance se souleva

d'indignation ; la direction stalinienne louvoya. Le 7 novembre, Churchill écrit à Eden : « Ayant payé à la Russie le prix nécessaire pour avoir les mains libres en Grèce, il n'y a pas à hésiter ». Et au général britannique : « Agissez comme si vous étiez dans un pays conquis dont la population s'est soulevée ».

Le monde entier se révolta contre cette sauvage agression qui n'a pas été surpassée nulle part ; pas même par Staline. Au parlement, Bevan, Acland, Shinwell mènent l'attaque.

Mais, par contre, Churchill rend hommage à Staline : « Staline fut strictement fidèle et loyal à notre accord d'octobre. Pendant toute la bataille de rues d'Athènes, pas un mot de reproche ne fut imprimé par « la Pravda » ou « les Izvestia ». Stettinius fit, par contre, une déclaration pour dégager la responsabilité des U.S.A., mais le commandement américain aidait au même moment l'invasion de la Grèce par les Anglais, ce qui amena Churchill à dénoncer l'hypocrisie américaine. Il déclare, en janvier, que la Grande-Bretagne était en train de prévenir « une situation dans laquelle toutes les formes de gouvernement auraient été balayées et remplacées par le trotskysme triomphant. Je pense, ajoute-t-il, que le mot trotskysme est une meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le mot normal. Il a d'ailleurs l'avantage d'être également détesté par la Russie ».

On a compris que par « trotskysme », Churchill définissait simplement le mouvement ouvrier révolutionnaire : il avait parfaitement compris que dans ce domaine la complicité de Staline lui était acquise.

Mais nous comprenons aussi, maintenant, pourquoi Churchill ne pouvait plus, à Yalta, empêcher Staline d'agir de la même manière brutale et cynique à l'égard du peuple polonais. Même s'il avait mieux vu que les U.S.A. la menace de domination de l'Europe par les Russes, il était obligé, après avoir tenu la Grèce, de laisser faire les Russes en Pologne.

L'accord tacite

L'ambiguïté de certaines séances de Yalta résulte de ce qui était déjà décidé dans le sens des marchandages précédents : deux fois, pourtant, Staline dut toucher le bras de Churchill pour lui rappeler ce qui avait été convenu. On parlait de la Pologne (5^e séance plénière) et cela traînait.

« A propos, demanda Staline, qu'est-ce qui s'est passé en Grèce ? ». Churchill comprit très bien et indiqua qu'une délégation travailliste avait eu bien des difficultés pour s'informer : « Je remercie le maréchal Staline de n'avoir pas pris trop d'intérêt à la Grèce ». « Oh ! je voulais seulement m'informer, je ne tiens pas à m'en occuper », dit Staline.

A la sixième séance plénière, Molotov proposa que les Trois Grands soutiennent les éléments qui avaient combattu les nazis ; les deux autres comprirent qu'il s'agissait seulement de couvrir les quislings staliniens en Europe orientale. Plus tard, Molotov retira l'amendement, mais Staline s'adressant à Churchill qui allait dire quelque chose :

« Etes-vous ennuyé à propos de la Grèce ? » (riant aux éclats).

Churchill : « Non, je ne suis pas ennuyé ».

Staline : « Il aurait été très dangereux de permettre à d'autres troupes d'entrer en Grèce » (allusion aux Yougoslaves).

En résumé, l'accord tacite : « Donne-moi la Grèce et je te donnerai la Pologne », a eu deux conséquences :

a) le jour de l'accord de Yalta, on annonça au

monde que les staliniens dirigeant « l'Elas » avaient accepté un accord avec le gouvernement grec en vue du désarmement de ses combattants ;

b) en rapportant devant la Chambre des Communes, pour essayer d'expliquer sa trahison de la cause de l'indépendance polonaise, Churchill déclara :

« Je me suis tenu pour lié par la confiance que je portais en la bonne foi soviétique ; j'y avais été encouragé par la conduite de Staline au sujet de la Grèce. »

6. — CALME ET TRANQUILLE

On peut maintenant aborder le marchandage relatif à la Pologne. Les démocrates américains expliquent que Roosevelt avait fait confiance à Staline et que celui-ci avait ensuite violé les accords. « Est-ce qu'on peut reprocher à Roosevelt de ne pas avoir rompu d'une manière irresponsable l'alliance des Trois Grands ? ». Cet argument ne tient pas, car Churchill aussi bien que Roosevelt savaient parfaitement, en quittant Yalta, que le sort de la Pologne était réglé. Ils savaient fort bien qu'ils avaient traité avec les « brigands » qui avaient déjà pactisé avec Hitler pour se partager la Pologne. Ils connaissaient aussi la terreur stalinienne s'exerçant sur le territoire polonais occupé par les Russes, où toute trace d'opposition, même dans les rangs des staliniens polonais, était écrasée dans le sang. Un mois avant Yalta, le 29 septembre 1944, Roosevelt écrit à Stettinius : « En ce qui concerne le gouvernement russe, il est exact que nous n'avons aucune idée de ce qu'il a dans la tête : mais nous ne devons pas oublier que sur les territoires qu'il occupe, il fera à peu près ce qu'il voudra. Nous ne pouvons pas nous mettre dans la situation d'avoir à émettre des protestations, sauf si celles-ci peuvent avoir quelque chance d'être entendues ».

Or Staline, à Yalta même ne laissa guère d'illusion à ce sujet (3^e séance plénière) : « Maintenant, en tant que militaire, je dois dire ce que j'attends d'un pays libéré par l'armée rouge : avant tout, il doit y avoir calme et tranquillité dans l'intérêt de l'armée. Or lorsque je compare les représentants des deux gouvernements, je trouve que ceux de Lublin sont utiles et que les autres ne le sont pas, bien au contraire ; les militaires doivent avoir le calme et la tranquillité. Les militaires soutiendront donc le gouvernement de Lublin et je n'y peux rien. Ainsi est la situation ».

Ainsi, Staline était sûr de se faire comprendre par Roosevelt.

Et après Yalta, Leahy écrit : « Personnellement, je n'ai pas cru qu'on pourrait empêcher les Russes d'avoir une influence prédominante sur la Pologne, mais j'avais pensé qu'on aurait pu donner au gouvernement polonais une apparence extérieure d'indépendance » (p. 352).

Il rappelle d'ailleurs qu'il avait dit à Roosevelt : « Cet accord sur la Pologne est si élastique que les Russes pourraient tirer dessus et l'allonger de Yalta jusqu'à Washington sans réussir jamais à le déchirer ».

« Je sais, Bill, répondit Roosevelt, je le sais ; mais c'est le mieux que je puisse faire pour la Pologne à l'heure actuelle. » (p. 315-6).

Quant à Churchill, il déclara péniblement :

« Je désire faire une déclaration à propos de cet accord sur la Pologne : il sera violemment attaqué en Angleterre. On me dira que nous avons abandonné complètement la question des frontières et l'ensemble du problème à la Russie.

Néanmoins, je le défendrai de toutes mes forces, cet accord. »

On ne peut pas dire que c'est là le langage d'un homme qui a sauvé la Pologne. C'est plutôt le langage d'un vaincu. Et, en effet, devant le parlement, Churchill refusera de mettre en cause la « bonne foi » de Staline : « Qu'est-ce que la démocratie, après tout ? ». Churchill, non, n'est pas un naïf.

La bataille qui n'a pas été engagée

On peut maintenant appuyer sur des documents la preuve que ni Roosevelt ni Churchill n'ont essayé de combattre pour des propositions qui, selon eux, étaient vitales pour assurer l'indépendance de la Pologne.

« Après le dîner (à Moscou, octobre), nous déclarâmes, de but en blanc, à Staline, que si Mikolajczyk n'obtenait pas la moitié des sièges, plus lui-même, dans le gouvernement envisagé, le monde occidental ne serait pas convaincu de la loyauté de l'accord et il ne croirait pas qu'un gouvernement polonais indépendant a été installé. » (De Churchill à Roosevelt, Ch. vol. 6, p. 210).

À Yalta, pas un mot sur cette condition « sine qua non »... Le Département d'Etat avait préparé des propositions en vue de faire superviser par l'O.N.U. les élections libres en Pologne. On n'en parla pas.

Après la première séance, Churchill câble à Attlee : « Si nous pouvons obtenir que huit ou dix non-communistes soient intégrés dans le gouvernement polonais de Lublin, ce sera favorable pour nous et nous devons reconnaître ce gouvernement immédiatement (Ch. p. 328). Mais nulle part il n'y a trace, dans les documents de Yalta, d'une proposition de cette nature... Seul, Roosevelt proposa de remplacer le président polonais par un comité de trois membres ; Staline refusa net : personne n'insista.

Après Yalta, le Département d'Etat essaya de calmer les Polonais en affirmant qu'il réclamerait un gouvernement « équilibré » (Cie. p. 361). C'était faux.

Stettinius reconnaît (St. p. 301) : « Il ne pouvait pas être question, étant donné la situation militaire, de définir ce que la Grande-Bretagne et les U.S.A. permettraient à la Russie de faire en Pologne, mais seulement ce que ces deux pays étaient en mesure de persuader la Russie d'accepter. »

En somme, il s'agissait pour Staline d'imposer son gouvernement de Lublin et pour les deux autres de trouver le moyen de présenter cette décision, de l'habiller convenablement. D'où les termes accordés finalement : « réorganisation du gouvernement de Lublin sur une base démocratique plus large », ainsi que la reconnaissance, demandée par Churchill et accordée par Staline, que « Mikolajczyk serait considéré comme « non-fasciste » et autorisé à participer au gouvernement. « Ce n'est là qu'une parure, avoue Churchill, mais c'est une parure importante ». Quant à Roosevelt, il insista aussi sur la nécessité de faire « un geste » pour donner satisfaction aux six millions de Polonais américains, qui demandaient des élections libres. « Il répéta néanmoins qu'il ne s'agissait là que d'une question de mots et de détails » (6^e séance).

Non, les faits ne laissent aucun doute sur la nature de marchandage de Yalta dans la question polonaise. On a le droit d'affirmer que Roosevelt et Churchill, pour conserver l'unité des « Trois Grands », ont été amenés à vendre la Pologne (ou si l'on préfère à « négliger les droits du peuple polonais ») ; c'est aussi au nom de l'unité des Trois Grands que s'est fait le rapt de la

Grèce, ou la division de la Roumanie entre 90 et 10 %, ou l'écrasement des droits des petites nations et des peuples coloniaux, mais on n'a pas le droit de retenir sérieusement l'hypothèse selon laquelle Churchill et Roosevelt, pauvres petits campagnards innocents, se sont laissés bernier par le beau parleur doucereux et malin de la ville, Staline...

ETRANGES BANNIERES

« Ils jouent de l'excellente musique et portent d'étranges bannières dont la signification m'a échappé. »

Ainsi Leahy décrit les fanfares russes qui accueillirent l'équipe Roosevelt lorsqu'elle débarqua pour la Conférence de Yalta. Le symbole de la conférence se trouve dans cette description.

Nous avons dit que Roosevelt ni Churchill n'étaient désappointés par l'accord relatif à la Pologne. Il faut en effet voir l'ensemble de la pièce, et pas seulement tel détail particulier. L'une des scènes les plus étranges ne se trouve pas dans les documents récemment publiés, mais dans le récit de Churchill relatif au toast proposé par Staline le 8 février, alors que beaucoup de buveurs étaient ivres, bien que Byrnes ait soupçonné Vichinsky de mettre de l'eau dans sa vodka.

« Je n'aurais jamais cru que Staline pût être si expansif », dit-il.

« Je parle comme un vieil homme déclare Staline, c'est pourquoi je parle tant ; mais je veux boire à notre alliance... Je sais que certains cercles regarderont cette remarque comme une naïveté : dans une alliance, les alliés ne doivent pas se tromper. Peut-être que c'est naïf ? Des diplomates expérimentés peuvent dire : « Pour-quoi est-ce que je ne dois pas tromper mes « alliés ? ». Mais quant à moi, en tant qu'homme naïf, je pense que le mieux est de ne pas tromper mon allié, même si c'est un imbécile. »

On ne peut pas s'empêcher de penser que ce « même si c'est un imbécile » traduisait le mépris cordial que le vieux boucher éprouvait pour ses alliés, et qu'il venait de laisser échapper...

En fait, l'expression n'était pas complètement injustifiée : les hommes politiques américains qui étaient si préoccupés de recueillir l'héritage impérialiste de la Grande-Bretagne étaient pour cela incapables de voir ce qui se passait dans le monde. Ils pensaient que la Russie, saignée à blanc, ne pouvait pas être un adversaire dangereux après la guerre, et ils pensaient cela parce qu'ils ne pensaient pas en termes impérialistes ; ils ne voyaient pas que le stalinisme disposait d'armes plus redoutables que la puissance militaire contre les classes dirigeantes capitalistes ; la puissance militaire n'étant qu'une force auxiliaire dans la dynamique d'une politique anticapitaliste.

Si Roosevelt était si joyeux après Yalta (Sh.), c'est parce qu'il croyait avoir réussi à forger l'« unité des Trois Grands », et que ceux-ci allaient pouvoir organiser le monde sous leur suzeraineté. Comme les U.S.A. étaient la puissance de loin la plus riche, c'est au fond son arbitrage qui s'imposerait alors, ce qui correspond au rôle que Roosevelt essaie de jouer systématiquement à Yalta.

Mais dans le cadre des relations impérialistes ainsi établies, les contradictions devaient reparaître, comme nous le voyons aujourd'hui, ce qui donne un sens très relatif à la notion de « coexistence ». Les dinosaures de la réaction américaine, eux, sont contre la « coexistence », parce qu'ils veulent régler son compte à la Russie par la

guerre. On comprend donc pourquoi ils choisissent Yalta comme base de départ pour leur croisade.

LA TERRE AVAIT SOIF

Mais il n'y eut pas trahison, ni pré-stalinisme à Yalta ; le fait fondamental est que les hommes d'Etat bourgeois, quelle que soit leur tendance, n'ont le choix qu'entre les deux branches de l'alternative : ou bien tenter d'établir une paix impérialiste en accord avec leurs rivaux (Yalta), ou bien pousser ou conduire à une guerre impérialiste contre leurs rivaux (Truman-Roosevelt). Et dans les deux cas, les dirigeants d'un monde capitaliste en déclin portent le stigmate des classes dominantes qui déclinent : aveuglement et désorientation, qui se présentent souvent comme de la stupidité et de l'ignorance.

Avant Yalta, ils n'ont jamais réalisé ce que signifiait exactement le stalinisme, et ils n'ont pas encore compris qu'il était malgré tout un ennemi irréconciliable du capitalisme.

Dans le climat spécial de la 2^e guerre mondiale, il y eut toute une génération de libéraux qui se sont entremis, dans une campagne organisée par les staliniens, pour convaincre les Américains que la Russie était tout doucement en train de revenir au capitalisme, comme toutes les personnes respectables. A Téhéran (Cie., p. 249), Staline gava Roosevelt avec ce nectar qui, plus tard, lui sortit par tous les pores. On sait comment Roosevelt parla, à Yalta, des staliniens chinois : « Ces soudisant communistes ». Un peu avant Yalta, Molotov avait (confidemment !) révélé à Hurley que « les Russes ne soutenaient pas les communistes chinois, lesquels, d'ailleurs, ne sont pas communistes du tout ».

Il n'y avait pas besoin de « conspiration » au sens maccarthyste pour expliquer ces détails : la terre avait soif de ce genre de complicité impérialiste. Pour sa tragédie mondiale, l'Amérique avait besoin d'une théorie rationnelle qui justifie sa version de l'« Unité des Trois Grands ». L'élaboration réelle de cette théorie dépendait d'une collaboration amicale des bons patriotes américains et des crypto-staliniens américains : les détails de ce genre de création sont d'intérêt secondaire.

Encore aujourd'hui, alors que l'extrême-droite réactionnaire de l'impérialisme américain pousse vers une autre guerre, cette fois (pensent-ils) pour régler la question de la domination mondiale, les libéraux qui n'ont pas plus qu'hier l'idée de ce que devrait être une politique étrangère démocratique à opposer à la politique impérialiste, ne peuvent pas comprendre la nature de l'impérialisme qu'ils soutiennent, même quand elle est analysée pour eux par les hommes qui ont divisé le monde en deux sphères d'influence à Yalta.

C'est là un fait aussi bien politique que psychologique : *seuls ceux qui sont prêts à combattre les deux blocs impérialistes sont préparés à comprendre du haut en bas, et dans ses racines, la nature des deux systèmes qui s'opposent en vue de l'exploitation du monde : l'impérialisme stalinien et l'impérialisme capitaliste.*

Seuls ceux qui ont pour perspective la victoire du troisième camp et qui s'opposent aux deux impérialismes peuvent fournir une analyse, mais non pas une justification, pour les crimes cyniques des dirigeants des deux camps qui s'opposent dans la guerre froide.

Hal DRAPER (« Labour Action », 4-4-55).

(Traduit et condensé par Marceau Pivert.)

CINQ SEMAINES AUX INDES

(Juillet-septembre 1954)

Il ne saurait s'agir de faire un exposé de la situation économique, sociale et politique de l'Inde après cinq semaines seulement passées dans ce pays. Il s'agira donc seulement de quelques notes de voyage.

Et d'abord le voyage proprement dit : trois semaines de Marseille à Bombay par bateau jusqu'à Beyrouth, puis car et train de Beyrouth à Bassorah, et à nouveau le bateau de Bassorah à Bombay. Au passage un rapide contact avec l'Irak, misérable, écrasé de chaleur ; puis une échappée pittoresque sur les sultanats arabes du golfe Persique : Koweït, l'Eldorado du pétrole, un Texas en plein désert d'Arabie, luxe et misère ; Mascate, magnifique rade dominée par des forts portugais qui borde cette ancienne côte des Esclaves ; sur tout cela, la présence anglaise, tirant les ficelles, opposant Indiens, Arabes et Noirs employés dans le pétrole ou l'administration, pour mieux maintenir la domination de la vieille Angleterre.

Le premier contact avec Bombay : la pluie torrentielle et chaude de la mousson. Peu à peu, pénétration dans la vie indienne : style victorien des bâtiments publics construits sous les Anglais, foule incessante des rues, immeubles verdis et lézardés par l'humidité surabondante avec leurs logements à pièce unique où s'entasse une famille entière, contrastant avec le luxe tropical des villas à Malabar Hill, et enfin les faubourgs lépreux, misérables. Les hommes en dhotis minables et chemises « européennes » à pans, les femmes en saris aux couleurs chatoyantes, souvent gracieuses. Enfin, tous ceux qui couchent dans les rues, tous ceux qui mendient...

A défaut de Benares, trop loin vers le Nord, une journée à Nasik, ville sainte le long de la Godavery : multitude de temples à demi ruinés et envahis par l'herbe, foule des brahmanes en quête de quelques annas, grottes miraculeuses... un autre Lourdes — plus les mendiants difformes, les vaches sacrées et le soleil.

La traversée en train de Bombay à Madras, dans l'Interclass (intermédiaire entre les troisièmes et les secondes) est confortable, le séjour dans les Rest-Houses du gouvernement très accueillant. Halte à Aurangabad, la capitale d'Aurangzeb, le temps d'aller visiter les splendeurs d'Ellora et d'Adjanta. Puis Hyderabad et enfin Madras : premier contact avec le sud : contact effrayant avec une misère inimaginable, les foules de mendiants difformes, d'enfants faméliques ; les lépreux claquant de fièvre, les ghettos effrayants des Intouchables...

A Madras pourtant il y a un mouvement syndical et social important dont nous rencontrons certains responsables, admirables pionniers d'une transformation gigantesque, à la mesure d'une misère qu'il s'agit de vaincre.

Après un crochet d'une semaine à Ceylan, le retour vers Bombay s'effectue par le Travancore-Cochin : végétation luxuriante, cocotiers, cacaoyers, caféiers, plantes à épices — et misère toujours : ici l'éléphantiasis qui boursoufle les jambes aussi bien d'enfants de quinze ans que de femmes ou de vieillards. Dans le train cependant l'ex-maharadjah continue à recevoir à chaque gare des présents de ses anciens sujets.

Puis Mysore, plus propre, moins miséreuse, avec son palais, ses écuries royales à éléphants. Encore quelques petits temples cavaïtes avec leurs sculptures innombrables et souvent fort curieuses, et c'est le retour à Bombay.

Que conclure d'un si bref et si rapide périple ?

Le prestige de Nehru, dû à sa politique extérieure habilement exploitée par la presse. Mais aussi le prestige de la Révolution chinoise toute proche et la déception devant le caractère très limité des réformes intérieures. — La réforme agraire n'est pas faite, malgré la suppression du système « zamindar », cette odieuse création britannique qui a ruiné la paysannerie indienne. La prédominance économique anglaise reste intacte, et continue à s'appuyer sur les forces conservatrices de la vieille société indienne comme sur la jeune bourgeoisie très fortement concentrée, et peu à peu intégrée dans les grands trusts internationaux. L'absurdité de la religion brahmanique qui dérive vers de faux problèmes (lutte antimusulmane, lutte contre le « meurtre » des vaches) le mécontentement des masses abruties de misère qui, périodiquement, brise les cadres et dans ce pays de la « non-violence » prend les formes les plus extrêmes de la violence. En fin de compte l'impression que l'indépendance n'a rien réglé, sauf de poser maintenant le vrai problème : la révolution sociale nécessaire.

CHERAMY.

LIVRES

REVUES

LES DEUX MONDES DU PRETRE-OUVRIER

La hiérarchie catholique a montré qu'elle voulait tirer les leçons de l'expérience menée pendant une dizaine d'années par les prêtres-ouvriers, en procédant à la refonte de la Mission de France par la création d'un « Diocesis Nullius », en mettant au point une méthode d'évangélisation des masses païennes — basée sur l'action paroissiale, l'œuvre de l'Action Catholique Ouvrière et le témoignage des prêtres spécialement formés pour la christianisation des milieux ouvriers — ; enfin, en adressant un appel à tous les mouvements religieux ou laïques pour qu'ils mènent un effort particulier en vue de pénétrer le monde prolétarien et de s'y comporter suivant les préceptes de l'Évangile.

Pierre Andreu, dans un livre alerte et documenté (1) a retracé les étapes de l'expérience en éclairant les conflits — théologique, de méthodes ou de traditions —, en établissant minutieusement l'évolution du comportement et du raisonnement des prêtres-ouvriers, et en traçant un parallèle entre les diverses tentatives, depuis l'époque où les abbés Godin et Daniel lancèrent leur cri d'alarme, jusqu'au fameux manifeste de l'automne 1953, où soixante-treize prêtres travaillant en usine dénoncèrent la C.F.T.C. comme une organisation de trahison.

L'auteur défend une thèse solide dans le cadre de la discipline catholique. Partis en terre prolétarienne pour témoigner de la présence du Christ et pour y faire vivre l'Église, les prêtres-ouvriers en sont arrivés à s'insurger contre l'Église, sur le plan politique et social, à faire leurs doctrines stalinienues, et à rejeter l'espoir de la conversion après l'étape de la libération sociale.

Accepter cette évolution et autoriser ses fils à persévérer dans cette voie eût signifié pour l'Église une démission totale et la négation même de son existence. Le refus d'obéissance d'une quarantaine de prêtres-ouvriers montre la gravité de la dissidence et la facilité avec laquelle des vocations enthousiastes ont pu échapper au contrôle de l'autorité religieuse.

(1) « Grandeurs et erreurs des prêtres-ouvriers », Bibliothèque Catholique, Amlot-Dumont Ed.

Grâce aux documents des prêtres-ouvriers, aux textes interprétatifs parus dans les publications chrétiennes progressistes, aux études de presse, aux écrits et déclarations des évêques et cardinaux, le cheminement des pensées et des raisonnements devient aisé à suivre, et c'est le grand mérite de l'auteur d'avoir su mettre de l'ordre dans un problème de discipline religieuse où les facteurs passionnels déformaient les données essentielles.

Fourtant, dans la mesure où le dialogue est maintenu dans les limites de l'Eglise elle-même et ne tient pas compte des interventions non catholiques, nous demeurons sur notre faim. Les deux phénomènes essentiels qui ont frappé l'opinion demeurent inexplicables ou en tout cas insuffisamment analysés. Le premier de ces phénomènes, c'est la transformation des prêtres-ouvriers, formés, éduqués, éprouvés par le séminaire et les ordres, en compagnons de route des communistes. Le second, c'est le refus de l'Eglise d'adhérer à un système politique, de soutenir un quelconque régime économique, alors que l'obligation impérative est faite aux fidèles de répondre aux problèmes sociaux.

En réalité, le phénomène de la conversion des prêtres-ouvriers par le temporel ne peut être séparé du fort courant pro-stalinien qui existe dans l'intelligentzia catholique de gauche. Il est à remarquer qu'il ne se manifeste pas, ou se manifeste dans des proportions bien plus réduites, chez les travailleurs chrétiens. Le pont lancé entre le stalinisme et les croyants ne comprend en fait que des éléments intellectuels. Même dans les syndicats chrétiens, ce sont les « porteurs d'idées » qui ont tendance à se rapprocher d'un communisme messianique et non pas les travailleurs manuels. Il y a là un objet d'étude que Andreu laisse sans approche ; et cependant les exemples vivants abondent. Ainsi, les chrétiens syndiqués à « Force Ouvrière » entrent rarement en conflit avec les athées ou les agnostiques de cette centrale, alors que leurs efforts pour collaborer sur le plan syndical avec les chrétiens de la C.F.T.C. se heurtent fréquemment à une méfiance ouverte. Par contre, les intellectuels de la C.F.T.C. acceptent volontiers le rapprochement avec la C.G.T. et en témoignent même un certain soulagement. Peut-être faut-il trouver l'origine de cette contradiction dans le fait que les salariés chrétiens s'en tiennent au domaine des questions concrètes alors que les intellectuels chrétiens s'efforcent de répondre à des questions générales. Si le pragmatisme syndicaliste qui cherche à réaliser l'union des travailleurs sans distinction d'opinion et de croyance présente peut-être pour l'Eglise un danger plus grave à longue échéance que celui qu'offre la concurrence d'une religion temporelle, du moins ce pragmatisme ne déborde-t-il en aucune façon sur le plan spirituel.

D'autre part, il est possible de constater que les prêtres-ouvriers exagèrent l'importance du rôle qu'ils jouent et on peut voir là une manifestation d'un involontaire orgueil. Leur « présence » a surtout été discutée dans les milieux intellectuels, mais très peu dans les milieux ouvriers. Dans certains barrages des montagnes alpines, l'apparition d'un prêtre-ouvrier actif, entreprenant, toujours gonflé d'initiatives, provoquait, nous l'avons fréquemment constaté, le « déménagement » d'un certain nombre de travailleurs, par ailleurs militants eux-mêmes, mais que l'agitation permanente et le survoltage fatiguaient... Il existe un rythme de l'action ouvrière et un tempo de la vie laborieuse que les agitateurs, qu'ils soient staliniens ou prêtres-ouvriers, ignorent, méprisent parfois, mais sur lequel ils s'usent. La grande grève des chantiers Arc-Isère, qui connut, grâce aux prêtres-ouvriers et aux organes catholiques sociaux, une extraordinaire publicité, ne rapporta pas grand-chose aux travailleurs du chantier. Les données d'une lutte ouvrière ne se mesurent pas seulement en termes de propagande, mais se trouvent conditionnées par des facteurs très matériels. Les prêtres-ouvriers qui dirigeaient cette grève vivaient dans un monde artificiel, passionnant et enfiévré, mais où les résultats concrets se trouvaient négligés. Autre cas : l'élection du Père Goutteborge au secrétariat de l'Union départementale C.G.T. de la Loire ne pouvait être prise au sérieux que par des esprits étrangers à la vie syndicale et à la cuisine syndicalo-communiste. Il fallait toute la candeur d'un intellectuel pour ne pas se rendre compte que

la décision avait été prise par l'appareil communiste de l'Union départementale. En cette occasion, le Père Goutteborge, revenu depuis à résipiscence, s'est comporté comme tous les intellectuels enivrés par le contact avec la foule, s'imaginant que leurs paroles sont acclamées, alors qu'ils ne sont qu'un objet de curiosité et qu'ils prononcent le discours des autres.

La récente expérience des prêtres-ouvriers, encore qu'elle se soit déroulée à l'usine et sur les chantiers, montre que le conflit entre Eglise et communisme n'est pas né de divergences portant sur les solutions à apporter aux problèmes politiques et syndicaux. Ce sont deux Fois qui se sont heurtées. Le prêtre-ouvrier s'est trouvé déchiré non pas pour avoir voulu se noyer dans la masse prolétarienne, mais pour avoir découvert des situations que la prière ne pouvait résoudre. Tout au contraire, c'est pour avoir transposé dans la mêlée sociale son besoin de vérité absolue qu'il s'est tout naturellement retrouvé au sein d'une Eglise nouvelle, laquelle exploite ces mêmes aspirations pour des buts temporels. Si « opium du peuple » il y a, la religion au nom de laquelle il était parti en mission a été remplacée par la religion de la Révolution, malgré, en dehors, et au mépris des travailleurs. La réponse théologique de la hiérarchie ne suffit pas aux prêtres-ouvriers, mais la réponse communiste aux problèmes découverts ne peut, par ailleurs, les satisfaire. Gageons que les premiers antistaliniens conscients, parmi les prêtres-ouvriers, se retrouveront chez ceux qui n'ont pas encore accepté de se soumettre aux évêques. La « pastorale » où il est rappelé aux milieux hantés par les perspectives d'efficacité, « l'efficacité supérieure de la prière et du saint sacrifice de la messe... », peut satisfaire le prêtre, mais le prêtre-ouvrier placé face au drame social et déconcerté par celui-ci demeurera insatisfait.

S'il est vrai, comme le dit Andreu, que « l'œuvre de transformation des structures à laquelle tous les catholiques sont appelés n'est pas celle du prêtre », il faudrait conclure que les deux mondes sont sans contact. Mais que pour la transformation de « notre » monde il est possible d'œuvrer en commun entre travailleurs croyants et non croyants.

L. M.

L'OPIUM DES INTELLECTUELS

Pour les lecteurs du « Figaro », Raymond Aron est avant tout le chroniqueur de politique étrangère qui demeure imperméable aux grandes fièvres d'opinion ou aux campagnes de propagande, et s'en tient aux données géographiques, économiques et militaires ; l'éditorialiste qui de l'encombrement des nouvelles dégage les quelques faits essentiels permettant de caractériser une situation. Il possède une manière qui est une technique : méfiance des mots et des formules, préférence pour le connu, goût pour le possible et le probable. Pour le milieu plus restreint des observateurs politiques, il est l'auteur de nombreux essais consacrés à la connaissance et aux méthodes de connaissance des phénomènes économique-sociaux. En Allemagne comme aux Etats-Unis il est considéré comme l'un des connaisseurs les plus lucides des réalités françaises et des évolutions internationales.

Son récent ouvrage, « L'Opium des Intellectuels », approfondit et systématise les constatations qu'il a faites au cours des dix dernières années, alors qu'il se heurtait, à propos de problèmes essentiels, aux représentants de l'intelligentzia française, et plus particulièrement à ceux que le communisme attire ou hypnotise. Chaque analyse de l'événement l'a conduit à remarquer que l'intellectuel ne jugeait pas la situation en tant que telle, mais l'interprétait suivant une foi ou une conception mythique : gauche, révolution, mission du prolétariat, sens de l'histoire, nécessité historique, etc. Et c'est la confrontation des événements bruts avec les interprétations intellectuelles qui conduit Raymond Aron à des conclusions d'un profond scepticisme quant à la solidité des théories qui grisent tant de cerveaux ou leur procurent une illusoire sécurité (1). La phrase qui clôt le volume

(1) Calmann-Lévy.

résume sa pensée : « Appelons de nos vœux la venue des sceptiques s'ils doivent éteindre le fanatisme. »

De ces pages denses, nourries, nerveuses, s'affirment une inquiétude de connaître et une volonté constante de ne pas céder aux facilités des schémas, qui sont toniques. Des remarques frappent, pour mettre un peu de bon sens dans l'extrême confusion mentale qui caractérise notre époque, et apparaissent comme des découvertes. Par exemple : « Le philosophe, non l'historien, sait ce que l'homme cherche. L'historien, non le philosophe, nous apprend ce que l'homme a trouvé, ce que demain peut-être, il trouvera. » Ou encore, parlant de l'attrait du régime stalinien sur l'intellectuel de gauche français : « A chaque époque, il s'est posé en adversaire des puissants, hostile tour à tour à l'Eglise, à la noblesse, à la bourgeoisie. Aux bureaucrates dialecticiens, il témoigne d'une soudaine indulgence, comme s'il se reconnaissait en eux. »

Sur la base d'événements récents, l'auteur généralise rapidement, et c'est ce qui apparaît le plus attrayant mais ce qui affaiblit l'ouvrage. A condamner le stalinisme parce que, contrairement à ce qu'imaginent les intellectuels, il ne représente pas la classe ouvrière, n'exprime pas les aspirations des écrasés et ne peut être confondu avec les mouvements autonomes des travailleurs. Aron passe aisément à la condamnation générale de tout mouvement révolutionnaire et à la dépréciation de tout possible moteur ouvrier. Il y a, chez l'auteur qui s'engage de nombreuses fois et qui demeure partisan de l'engagement des intellectuels (« Bien qu'il tâche de troubler la bonne conscience de tous les partis, il s'engagera en faveur de celui qui lui paraît offrir la meilleure chance à l'homme. Choix historique qui comporte les risques d'erreurs inséparables de la condition historique »), une extrême méfiance envers les entreprises collectives. Une sorte de « à quoi bon », qui se justifie certes si l'on compare le coût et le résultat de certains grands mouvements révolutionnaires, mais qui se heurte à la réalité de ces mouvements. Le « à quoi bon » est attitude propre à l'observateur dégaï, ou correspond à l'homme d'Etat qui connaît ses limites, se bornant à considérer que l'art de la politique est « de créer les conditions où les vices des hommes contribuent au bien de l'Etat ». Ces formules négatives nous semblent aussi fausses et aussi vaines que celles des intellectuels progressistes : de plus, elles demandent, elles aussi, à être complétées par quelque autre croyance philosophique ou religieuse. Si bien qu'entre les deux séries, le choix devient question de caractère ou de tempérament, ou d'âge, mais ne relève plus de l'étude des événements. Le désordre au sein duquel vit l'intellectuel s'explique et se justifie logiquement à distance, mais dès lors tout est justifiable et explicable, dans la mesure même où l'intervention personnelle, ou celle de groupes formés pour l'action volontaire, est jugée vaine. Dans ce cas, il ne reste aux intellectuels qu'à « préserver jalousement l'indépendance des républiques de savants ou de lettrés que compromet, de l'autre côté du rideau de fer, le souci obsessionnel du service politique ou de la fin révolutionnaire ».

N'y a-t-il pas d'autre comportement possible, entre cet engagement aveugle — par ailleurs matériellement avantageux dans le cas des intellectuels de l'Est — et ce scepticisme aristocratique à peine tempéré par l'invocation à la fraternité et à l'amour ? Rien ne peut-il se placer, à mesure d'homme, entre l'optimisme catastrophique et le pessimisme du laisser-aller ? N'y a-t-il pas usage possible d'une liberté qui serait choix lucide et volontaire — dans les limites de la connaissance et du possible — entre solutions des problèmes qui se posent effectivement ? Le destin des intellectuels déjà exige un choix. Si l'on s'en tient à la définition des intellectuels fournie par Aron — scribes, lettrés, artistes et experts — il n'y a pas classe. Mais la marche à une civilisation purement mécanicienne, ou l'établissement d'un pouvoir totalitaire qui utiliserait les intellectuels comme instruments privilégiés de sa domination, leur donnerait ce caractère, et leur ferait perdre ces qualités de sensibilité qui leur sont propres, suscitant contre l'intelligence-capital une haine inexpiable. Ils sont, plus que toute autre catégorie sociale, présents dans chaque rouage sociétaire, et en mesure d'influencer l'évolution. Leur attirance vers les mythes

ou les partis de force n'est fréquemment que la rancœur de leur refus à participer effectivement aux luttes sociales, et à prolonger leurs capacités de mieux connaître et de mieux prévoir par une volonté de mieux agir et de mieux participer.

Il est vrai que le capitalisme idéal contre lequel les intellectuels de gauche prennent position n'est plus le capitalisme existant, mais cette mue est due à l'intervention de forces plus ou moins aveugles, donc plus ou moins susceptibles d'être rendues davantage conscientes. L'action ouvrière peut être jugée défectueuse, enfantine, mal engagée, inintelligente en certaines circonstances, elle n'en existe pas moins ; elle n'exprime pas moins un espoir valable ; elle n'en a pas moins pesé sur l'évolution sociale. La démocratie américaine, le système anglais, ne seraient pas ce qu'ils sont, et ne pourraient être prônés par les intellectuels écœurés par la brutalité totalitaire, si le prolétariat n'avait imposé sa présence et s'il ne poursuivait pas une lutte constante, dont les formes ne sont pas seulement déterminées par des indices de productivité. Réforme, évolution, révolution, ne sont pas seulement des formules ou des mythes, ce sont aussi des issues que les conditions sociales — pain et dignité en proportions variables — imposent. Pourquoi les intellectuels se tiendraient-ils au-dessus de la mêlée, sous prétexte qu'il y a une mêlée ?

Le texte de Raymond Aron laisse entendre que le grand impératif qui domine la marche du monde est l'industrialisation. C'est ce qui paraît commun aux sociétés les plus apparemment antagonistes. Etats-Unis, U.R.S.S., Chine, Inde, Afrique du Nord ou France, ont résolu ou cherchent à résoudre le même problème, par des moyens différents et par des méthodes d'exploitation dont les apparences varient. Cette course à la société machiniste débouche fatalement sur l'absurde et la catastrophe, si le rapport entre le gigantisme des moyens et la misère — matérielle ou intellectuelle — des utilisateurs, n'est plus contrôlé par les hommes eux-mêmes, et singulièrement par ceux qui sont menacés d'être de simples compléments de la machine. Là encore, pourquoi l'intellectuel accepterait-il le principe de la marche à l'abîme, pour critiquer ensuite l'allure du mouvement et la longueur des pas ?

C'est, plus loin et plus profond que les querelles actuelles ou les expériences récentes, mais au cœur de ces querelles et de ces expériences, ce qui nous ramène à juger utile la pratique quotidienne de notre effort pour faire vivre une démocratie réelle, c'est-à-dire l'intervention lucide et volontaire du plus grand nombre sur les données de leurs problèmes. Cela ne peut être présenté sous forme d'image d'Epinal pour intellectuel, mais c'est là tout le sens que nous voulons donner à notre action.

L. M.

ENTRE NOUS

RENOUVELEZ !

Il y a encore beaucoup d'abonnés dont le renouvellement tarde.

Nous les prions de vouloir bien tenir compte du cachet apposé sur la bande de ce numéro.

Nous leur rappelons que les tâches de militants syndicaux que tous, ici, avons à accomplir, ne nous permettent pas de procéder au recouvrement des abonnements en retard.

Nous nous verrions donc dans l'obligation de supprimer le service de la revue à ceux qui sont trop à la traîne.

Renouvelez ! Renouvelez !

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1^{er} MAI. — Fin des entretiens de Bonn sur la Sarre entre MM. Adenauer et Pinay.

Au cours du meeting cégétiste de Vincennes du 1^{er} mai, les travailleurs nord-africains protestent violemment contre les orateurs de la C.G.T. et du parti communiste.

MARDI 3. — Le général Rime-Bruneau, président de « Présence française », est éloigné de Tunisie, à la suite d'attentats commis contre des Français partisans de l'accord franco-tunisien.

Le Venezuela se retire de l'Organisation Internationale du Travail, à la suite de la suspension de la conférence de Caracas provoquée par l'expulsion de Vermeulen, représentant de la C.I.S.L.

25.000 mineurs anglais en grève dans le Doncaster.

Nouveaux attentats en Kabylie et dans le Constantinois.

MERCREDI 4. — Ouverture du congrès radical.

Réunion à Saigon d'états généraux, récusés par Bao Dai.

Signature d'une convention économique franco-sarroise.

Le Parlement indien vote une loi de protection des intouchables.

JEUDI 5. — M. Mendès-Francs l'emporte au congrès radical, après des débats tumultueux.

La souveraineté de l'Allemagne occidentale est officiellement proclamée.

70.000 mineurs anglais en grève dans le Yorkshire.

Le Conseil des ministres adopte un nouveau règlement des conflits du travail.

Le Congrès révolutionnaire du Sud-Vietnam demande la déchéance de Bao Dai.

SAMEDI 7. — Les représentants français et américains étudient à Paris le problème de l'Indochine.

LUNDI 9. — Réunion à Paris de l'O.T.A.N., du Conseil atlantique et de l'Union Européenne.

Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. dénonce les traités franco et anglo-soviétiques.

MARDI 10. — Les « Trois » proposent à Moscou une réunion à l'échelon le plus élevé.

Le Conseil mondial de la Paix, organisation pro-soviétique, attribue à M. Edouard Herriot son prix 1954.

MERCREDI 11. — Réponse soviétique à la note des Trois.

Vifs engagements en Algérie, au Nord de Constantine et dans la région de Tebessa.

Ouverture à Aubervilliers du Comité central du parti communiste qui doit se prononcer pour le front uni.

VENDREDI 13. — Emeutes à Singapour à la suite de la grève des transports.

Réunion de l'Assemblée du pool charbon-acier.

SAMEDI 14. — M. Le Léap reçoit le Prix Staline de la Paix.

DIMANCHE 15. — Elections en Rhénanie-Palatinat : les partis stabilisent leurs positions antérieures.

Elections cantonales dans l'Hérault. Avance socialiste, recul communiste.

A Hazebrouck et à Villeneuve-sur-Lot, important recul communiste.

LUNDI 16. — Signature du traité autrichien.

Arrestation de militants anarchistes à Barcelone.

MERCREDI 18. — Etat d'urgence dans tout le département de Constantine.

La Pravda de Moscou rend hommage au maréchal Tito.

JEUDI 19. — En Algérie, attaque des rebelles à Condorcet.

Ouverture à Marseille du congrès du M.R.P.

VENDREDI 20. — Présentation du projet ministériel de réforme de l'Enseignement.

Ouverture à Vienne du 4^e Congrès de la C.I.S.L.

Election des délégués mineurs. Avance C.G.T., recul F.O.

SAMEDI 21. — Deux patrouilles militaires attaquées dans l'Aurès.

Ouverture du congrès de la Confédération générale des Cadres.

LUNDI 23. — Recrudescence d'attentats en Algérie et au Maroc.

MARDI 24. — Les ouvriers de la General Motors à Detroit approuvent le principe d'une grève pour le salaire annuel garanti.

JEUDI 26. — Grève de 24 heures des journaux, pour protester contre la loi supprimant le monopole du label de la Fédération du Livre (C.G.T.).

VENDREDI 27. — Ouverture à Belgrade des entretiens soviéto-yougoslaves.

Elections anglaises : 13.317.000 voix aux conservateurs contre 12.396.000 aux travaillistes.

Moscou accepte la réunion des chefs de gouvernement.

SAMEDI 28. — Ouverture du congrès de la C.F.T.C.

Elections des délégués de la S.N.C.F. Chaque centrale conserve ses positions.

Grève générale des chemins de fer en Angleterre.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MAI

RECETTES

Abonnements ordinaires	82.000	
Abonnements de soutien	34.200	116.200
Souscription	4.500	
Vente « R. P. »		12.310
Vente « Chine »	800	
Divers	1.000	
		134.810
En caisse au 1 ^{er} mai 1955		82.524
		217.334

DEPENSES

Impression et papier (« R. P. » mai)	101.592	
Frais d'expédition	7.537	
Divers	1.000	
		110.129
En caisse au 31 mai 1955 :		
Chèques postaux	87.105	
Espèces	20.100	107.205
		217.334

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

D. Martinet (Paris) 5.000 ; Papillon-Vallety (Paris) 2.500 ; Vassort (S.-et-O.) 1.600 ; J. Duperray (Loire) 600 ; R. Hagnauer (S.-et-O.) 2.000 ; Diette (Haute-Garonne) 1.500 ; Faulconnier (Allier) 1.500 ; Métivier (Deux-Sèvres) 1.500 ; Bettendroffer (Seine) 1.500 ; Marceau Pivert (Paris) 1.500 ; Floquin (Seine) 1.500 ; Marcadet (S.-et-O.) 1.000 ; Clermonté (Seine) 2.000 ; Léger (Paris) 1.500 ; Vaillard (Paris) 2.000 ; Laumière (S.-et-O.) 2.000 ; Guéneq (S.-et-O.) 1.500 ; J. Garchery (Eure) 2.000 ; Rosmer (S.-et-O.) 1.500. Total : 34.200 francs.

LA SOUSCRIPTION

Delage (Indre) 200 ; Thomas (Saône-et-Loire) 200 ; Folcher (Loire) 200 ; Dommanget (Oise) 300 ; Sauzet (Allier) 300 ; Broussaudier (Basses-Pyrénées) 500 ; Barbet (Somme) 200 ; Vedel (S.-et-O.) 200 ; Jousselin (Deux-Sèvres) 200 ; Lulé (Sarthe) 200 ; Laplaud (Charente-Maritime) 300 ; Sindbad le Marin 1.000 ; Zahm (Paris) 500 ; Désobry (Paris) 200. — Total : 4.500 francs.

*Pour comprendre
la signification profonde de Bandoeng*

LISEZ

LA CHINE

— *Ses trois millénaires d'histoire*

— *Ses cinquante ans de révolution*

PAR
R. LOUZON

Prix de l'ouvrage : 400 fr. franco.

Pour les commandes de plus d'un exemplaire : 300 fr. franco

RAPPEL

DU MÊME AUTEUR :

L'ÈRE DE L'IMPÉRIALISME

Une forte brochure de 88 pages — 150 francs franco



*Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à
La Révolution Proletarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.*

C.C. postal PARIS 734-99